

**ALLEMAGNE — UN TOURNANT
POUR L'EUROPE CHILI — MENACES
SUR L'OBSERVATOIRE DE L'ATACAMA**



**UKRAINE VOLODYMYR
ZELENSKY, LE MOMENT
DE VÉRITÉ**



Courrier international

N° 1791 du 27 février au 5 mars 2025

courrierinternational.com

France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,80 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

FRANCE-ALGÉRIE L'IMPOSSIBLE DIALOGUE



*Jamais les relations entre les deux pays n'ont été aussi crispées. Comment faire baisser les tensions ?
Les réponses de la presse étrangère.*

M 03183 - 1791 - F: 5,20 €





Découvrez les Comptes Ados d'Instagram avec nos protections intégrées les plus fortes.

Comptes privés

Les Comptes Ados sont privés par défaut.

Mise en relation bloquée

Les ados ne peuvent pas être contactés par des personnes avec lesquelles ils ne sont pas connectés.

Filtrage du contenu et des commentaires

Aide à s'assurer que ce que les ados voient est adapté à leur âge.

Accord parental requis

Les parents doivent approuver toute modification des paramètres par défaut pour les ados de moins de 16 ans.

En savoir plus sur la façon dont les Comptes Ados d'Instagram aident à mieux protéger les ados : instagram.com/ComptesAdos



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRE CARRARD

France-Algérie : l'impossible dialogue

C'est sans doute la visite de trop. Lundi 17 février, Rachida Dati, la ministre de la Culture française, s'est rendue à Dakhla, au Sahara occidental. Une venue historique pour le Maroc, inacceptable pour l'Algérie, et contredisant "tous les usages diplomatiques en vigueur", écrit dans un éditorial cinglant le quotidien **L'Expression**, proche du pouvoir à Alger. "Il y a dans cette visite 'symbolique' une intention de faire cesser un discours raisonnable français et algérien, déplore Saïd Boucetta. La volonté du gouvernement Bayrou, sous emprise de l'extrême droite, est de renouer avec l'insulte et l'invective." Le ton est donné.

De fait, depuis quelques mois, le divorce paraît consommé entre les deux pays. Et plus rien ne semble pouvoir arrêter l'escalade des tensions. Il faut dire que les dossiers s'accumulent avec l'ancienne puissance coloniale. À la question mémorielle s'ajoutent donc désormais celle du Sahara occidental, le cas de l'écrivain Boualem Sansal, arrêté mi-novembre et emprisonné depuis pour des déclarations jugées subversives (toujours incarcéré, gravement malade, il vient d'entamer une grève de la faim), le contentieux sur les réparations liées aux essais nucléaires français dans le Sahara algérien en 1960, l'offensive du gouvernement français sur les passeports diplomatiques – en janvier, Gérald Darmanin annonçait son intention d'en finir avec la possibilité offerte aux dirigeants algériens de se rendre sans visa en France – et la polémique sur l'application des OQTF. L'attaque au couteau de Mulhouse, samedi 22 février, qui a fait un mort,

a provoqué une nouvelle sortie virulente du ministre de l'Intérieur français, Bruno Retailleau, contre Alger, accusé d'avoir refusé de reprendre "à dix reprises" l'auteur présumé de l'attaque, objet d'une mesure d'expulsion. Comment en est-on arrivé là ? Et surtout, comment sortir du cycle irrationnel des ruptures et des réconciliations entre les deux pays ? C'est l'objet de notre dossier cette semaine. Car "l'ambiance n'avait pas été aussi électrique entre la France et l'Algérie depuis des décennies", explique Maher Mezahi, journaliste indépendant algérien, dans un article passionnant publié par le site d'information **Africa Is a Country**. Le tournant de cette crispation pour l'auteur ? Le sommet du G7 en Italie, l'été dernier, en marge duquel Emmanuel Macron a annoncé à son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, "l'intention de Paris de soutenir officiellement le plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, qualifié de

'seule base' possible d'un règlement du conflit". C'est à partir de là que tout a basculé. Les Français n'ont pas mesuré l'importance du Sahara occidental pour Alger, provoquant la colère du régime (qui a rappelé son ambassadeur sine die). C'est la fin d'une relation privilégiée, estime **The New Arab**. Le soutien français au Maroc "a été vu comme une trahison par Alger". Et pourtant, rappelle Maher Mezahi, Emmanuel Macron "a fait plus pour la réconciliation [entre les deux pays] que n'importe lequel de ses prédécesseurs". Cela ne suffit pas. Pour assainir la relation entre Paris et Alger, il y a, estime-t-il, trois conditions : "Le gouvernement français doit reconnaître le caractère criminel de la colonisation de l'Algérie; l'armée française doit ensuite contribuer à la décontamination des sites nucléaires; enfin, les objets précieux doivent être restitués à l'Algérie." On en est encore loin. Dans ce numéro, nous

revenons également sur les trois ans de la guerre en Ukraine après le rapprochement spectaculaire entre Washington et Moscou ces derniers jours au détriment de Kiev et des Européens. Pour Volodymyr Zelensky, le plus grand des défis est à venir, explique le **Financial Times**. Celui qui était devenu sur la scène internationale "l'incarnation de l'Ukraine", pour reprendre les termes d'un de ses proches cité par le quotidien britannique, "doit désormais livrer le plus dur de ses combats politiques. Le défi n'est plus d'être une source d'inspiration pour le monde, mais de garantir que la communauté internationale continue à rester aux côtés de l'Ukraine". C'est tout l'enjeu des prochaines semaines.

En couverture :
France-Algérie : dessin de **Dilem**,
Algérie, pour **Courrier international**.
Ukraine : Volodymyr Zelensky à Izioum, en 2022. Photo Nicole Tung/The New York Times

Sommaire

UKRAINE p.10

Zelensky, le moment de vérité

Traité de "dictateur" par Donald Trump, écarté des futures négociations de paix, le président ukrainien aborde la quatrième année de conflit dans une posture délicate, souligne le journal britannique **The Financial Times**.



ALLEMAGNE p.6

Merz, l'homme qui compte en Europe

La CDU-CSU a remporté les législatives du 23 février. Issu de ses rangs, le futur chancelier aura quatre ans pour défendre la démocratie libérale et gérer une percée historique de l'extrême droite.

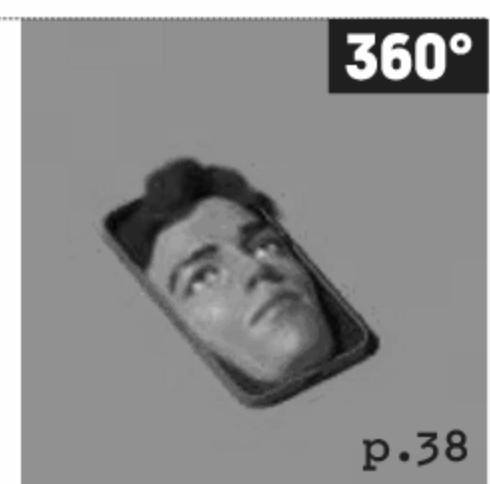
Je suis folle amoureuse de ChatGPT

Ayrin, une Américaine de 28 ans, s'est créé un "petit ami IA" avec lequel elle flirte et fait même virtuellement l'amour. Elle raconte cette aventure au *New York Times*. Selon des experts, les relations comme la sienne n'étonneront bientôt plus personne.

ASTRONOMIE p.32

Au Chili, le ciel nocturne est menacé

Dans le désert d'Atacama, un projet d'usine d'hydrogène vert menace l'observatoire du Cerro Paranal, raconte **El País América**. Sa construction entraînerait une forte pollution lumineuse.



360°

DESSIN DE PABLO DELCAN, ÉTATS-UNIS

p.38

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

+972 Magazine (972mag.com) Israël, en ligne. **Africa Is a Country** (africasacountry.com) New York, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **L'Expression** Alger, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Independent** (independent.co.uk) Londres, en ligne. **I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Kompas** Jakarta, quotidien. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **The New Arab** (newarab.com) Londres, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Oslobodjenje** Sarajevo, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Politiken** Copenhague, quotidien. **Le Quotidien** Dakar, quotidien. **Scroll.in** (scroll.in) New Delhi, en ligne. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Xinjing Bao** Pékin, quotidien.



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
- 6. Allemagne.** Merz, l'homme le plus important d'Europe
- D'un continent à l'autre**
- 10. Ukraine.** Zelensky, le moment de vérité
- 13. Danemark.** Les Groenlandais se rebiffent
- 14. Grèce.** À Santorin, la vie entre les secousses
- 16. Israël.** "Gaza est à nous!" : les colons en ébullition
- 18. Sénégal.** Despotiques normes esthétiques
- 19. États-Unis.** Les œufs flambent, la crise couve
- 21. Brésil.** L'Ozempic au cœur d'un vaste trafic
- 22. Indonésie.** Une capitale ne se bâtit pas en un jour
- 23. Inde.** La "sale guerre" entre l'État et les maoïstes
- 24. France.** Le café parisien, chef-d'œuvre en péril?
- À la une**
- 26. France-Algérie,** l'impossible dialogue
- Transversales**
- 32. Sciences.** Au Chili, le ciel nocturne est menacé
- 36. Économie.** La gueule de bois des patrons américains
- 37. Signaux.** Café : l'autre or noir
- 360°**
- 38. Société.** Je suis folle amoureuse de ChatGPT
- 42. Plein écran.** Chienne de vie
- 44. Culture.** À Johannesburg, ils réinventent les règles de l'art
- 46. Histoire.** Bienvenue au club!



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine, Que cherchent les États-Unis ?

C'est le dernier épisode en date du rapprochement entre Washington et Moscou. Le 24 février, les États-Unis ont voté aux côtés de la Russie contre une résolution des Nations unies qui condamne l'invasion de l'Ukraine et demande le retrait immédiat des troupes russes du territoire et l'arrêt des hostilités. La presse étrangère ne cesse de s'interroger sur la position de l'administration Trump.

Gaza. Le cessez-le-feu menacé

Israël se refusait toujours, mardi 25 février, à libérer quelque 600 Palestiniens après le retour de six otages détenus par le Hamas, contrairement à l'accord de cessez-le-feu. Tsahal ayant relevé son niveau d'alerte opérationnelle autour de la bande de Gaza, la presse étrangère craint la reprise des hostilités.

Courrier Week-end. Le chablis, un trésor du vignoble français en danger ?

Grêle, gel, pluies diluviales... Le vignoble de Chablis est menacé par le changement climatique, s'inquiète **The New York Times**. Critique vin du quotidien américain, Eric Asimov est allé à la rencontre de producteurs qui se battent pour protéger ce terroir à la minéralité si singulière.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, X, Instagram et Pinterest.



Agir face au dérèglement climatique et s'adapter. Chaque semaine, les pistes de la presse étrangère.

Climatiques



Le jeudi, notre nouvelle newsletter.

Inscrivez-vous sur
courrierinternational.com

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier International, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
 Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier International. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier International.
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles-et-ecrire-a-notre-delegue-a-la-protection-des donnees> au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@sai.ppm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Février 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierlecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomaré Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispot, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17-48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16-95), Laurence Habay (cheffe de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoval (Allemagne, Autriche, Suisse, Allemagne), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvénu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Nargue (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotlevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16-93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-57), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgane Jezquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Yuta Yagihara (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassiba Mechai (chef de service), Vincent Barros (Afrique subsaharienne), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivière (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloïl (chef de service, 17-32), Hugo Florent, Oumeïma Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mériléa Liffschitz (16-96)

SITE INTERNET Claire Pomaré, Nicolas Coispot, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEUR Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cuny-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwirth (16-51), Jean-Luc Majouret (16-42)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-35), Solal Abélas, Françoise Hérod, Julie Martin, Jean-Daniel Mouget, Anne Romerof DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Dotey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Erlichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet CONGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-37), Diane Perpère (16-08), Alizée Marchal (17-38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45-53) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Maisleherbes

ONT PARTICIPE À CE NUMÉRO Théo Ainley, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Anne-Dominique Boule, Barbara Bouygues, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Emilie Cochaud-Kaminski, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Eloïse Duval, Dorian Gallais, Hélène Krum, Youns Larbi Alami, Léo Maillard, Florian Mattern, Camille Miloua Giraudou, Valentine Morizot, David Perrault, Benjamin Plet, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Maddalena de Vio, Laure Weil-Rabaud, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mppublicite.fr, 39 68) Directeur de la publicité David Delannoy Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stéeve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-06) Gestion Lucie Madalena (16-26) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 88 4551 DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (chef de service), Louise Dugeau, Camille Lefaux, Mynn-May Vang Modifications de services ventes au numéro, réassorts 085 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 01-06, is published weekly & 8 times per year (inlc. issues in Aug. and in Dec.) by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07074, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, PO Box 827, Avenue Marco Polo, Montreal, QC H2Y 1A1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées

Euroforêtation :

Prod- 0.0033kg/zone de papier.

Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la

norme Blue Angel.





Le concours d'entrée en grandes écoles
de management international après le bac

Misez sur l'excellence



Concours SESAME

=

1 vœu

sur Parcoursup

=

19 programmes

post-bac

=

16 grandes écoles

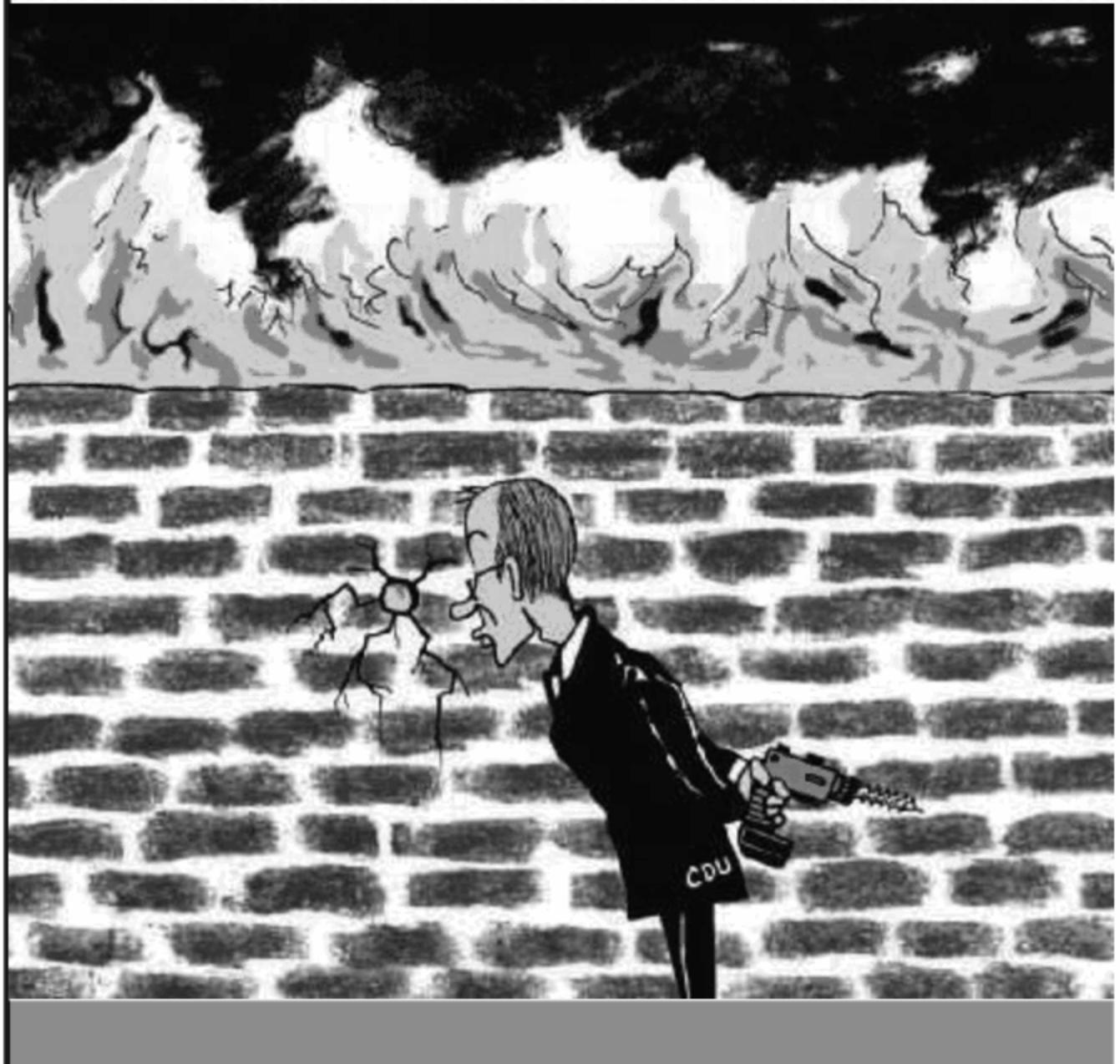
de management international

Inscription au concours sur **Parcoursup** jusqu'au **13 mars 2025**



Allemagne. Friedrich Merz, l'homme le plus important d'Europe

La CDU-CSU a remporté les législatives du 23 février. Issu de ses rangs, le futur chancelier devra gérer la percée historique de l'extrême droite et les pressions extérieures.



—**Der Spiegel** (Hambourg)

L'homme le plus important d'Europe est originaire de Brilon, dans le Sauerland. Avocat de métier, il était jusqu'à présent chef de l'opposition au Bundestag. Il n'a, durant sa carrière politique, jamais participé au moindre gouvernement et occupera bientôt le poste de chancelier allemand. Il s'appelle Friedrich Merz.

Sa mission pour les quatre années à venir : sauver la démocratie libérale. S'il échoue, ce sera probablement la fin. L'AfD [le parti Alternative pour l'Allemagne] a toutes les chances de continuer à progresser aux prochaines élections, pour peut-être devenir le premier parti d'Allemagne. Le chancelier Merz devra restaurer la confiance des électeurs dans le centre de l'échiquier



OPINION

politique, mais pas seulement : il devra redonner foi dans tout un système politique, dans la supériorité de la démocratie libérale par rapport aux régimes autoritaires. Aucun de ses prédécesseurs depuis la réunification ne s'était retrouvé face à un défi aussi dantesque.

Près d'un électeur sur cinq a voté pour une formation en partie d'extrême droite, qui a offert un refuge politique au fasciste Björn Höcke [chef de file de l'AfD en Thuringe, condamné pour avoir repris un slogan nazi] et qui voudrait expulser les citoyens allemands issus de l'immigration. Tous ces électeurs ne sont pas des militants d'extrême droite, tant s'en faut, bon nombre ne partagent pas les idées de Höcke et n'ont même jamais entendu parler du concept de "remigration". Par leur vote, ils expriment néanmoins un sentiment

✓ Dessin de Horsch paru dans **Handelsblatt**, Düsseldorf.

À la une



VERS UNE NOUVELLE "GRANDE COALITION" ?

"Merz sera chancelier ! Mais avec qui [s'alliera-t-il] ?" se demande le tabloïd saxon **Chemnitzer Morgenpost**, au lendemain du scrutin du 23 février. La droite chrétienne a engrangé 28,5 % des voix, selon les résultats provisoires. Son chef aura donc besoin d'alliés, mais "ses options pour former une coalition sont limitées". S'il s'est rapproché de l'AfD sur l'immigration, Friedrich Merz a exclu de gouverner avec le parti d'extrême droite, et ses alliés bavarois de la CSU refusent une alliance avec les Verts. "Il ne reste donc que le SPD, un parti qui vient de vivre une défaite électorale historique" et qui pourrait rechigner à s'allier avec des conservateurs de plus en plus à droite. Un casse-tête que Merz a déjà tenté de résoudre en tendant la main au SPD, le 24 février.

qu'il ne faut pas occulter, pas cette fois. Il ne s'agit pas d'un carton jaune ou d'un signal d'alarme, mais bien d'un vote de défiance contre les partis centristes.

Le centre était déjà fragile durant les trois années qu'a passées Olaf Scholz à la chancellerie, mais la coalition entre les sociaux-démocrates, les Verts et les libéraux a aggravé son discrédit. Certes, le gouvernement a dû affronter une crise de l'énergie et une guerre sur le continent. Mais ses incessantes querelles internes ont apporté de l'eau au moulin de tous ceux qui étaient déjà convaincus que les compromis ne servaient à rien. Ce gouvernement a renforcé les ennemis de la démocratie en donnant à de nombreux électeurs et électrices l'impression que la démocratie est un système dysfonctionnel, surtout dans une période troublée.

L'AfD a gagné beaucoup de terrain sous le mandat de Scholz, il revient à présent à Merz de la faire reculer – quelle que soit

Merz et son futur gouvernement de coalition devront avant tout instiller un sentiment de sécurité, l'idée qu'"on va y arriver".

la difficulté à former un gouvernement, quelle que soit la fragilité de sa coalition. Le parti conservateur [dont Friedrich Merz est issu] enregistre un score particulièrement faible, qui rend la tâche du futur chancelier d'autant plus compliquée : sa marge de manœuvre, à gauche comme à droite, sera extrêmement réduite. Quoi qu'il décide en matière d'immigration, l'AfD le jugera insuffisant. Quant à la gauche, elle déplorera des coupes sociales avant même que l'encre d'un accord de coalition n'ait eu le temps de sécher.

À ces pressions intérieures s'ajoutent celles de l'extérieur : à l'Est, Vladimir Poutine ne compte pas s'arrêter là en Ukraine. À l'Ouest, Donald Trump occupe de nouveau la Maison-Blanche, et chaque bon chiffre de l'économie américaine contribuera à faire douter les Européens, les amenant à se demander si eux aussi n'auraient pas besoin d'un présumé homme fort qui exercerait le pouvoir sans s'enliser dans d'interminables discussions ou tenir compte des intérêts des minorités. L'effet croisé de Trump et de l'AfD ne fait que nourrir l'illusion autoritaire.

Émotions. Friedrich Merz doit à présent combattre cette illusion. Pour ce faire, il devra déployer des qualités qu'il ne possède pas – ou, du moins, qu'il n'a encore jamais manifestées.

Son gouvernement devra évidemment faire du bon travail sur le fond. L'Allemagne est confrontée à de nombreux défis : transition énergétique, conjoncture économique, immigration, armée – la liste des chantiers est longue. Toutefois, au-delà des décisions, des lois et des réformes dont accouchera le gouvernement, c'est surtout sa performance qui sera notée – l'impression que donnera sa façon de parler, sa façon de se présenter, et tout particulièrement celles du chancelier Merz.

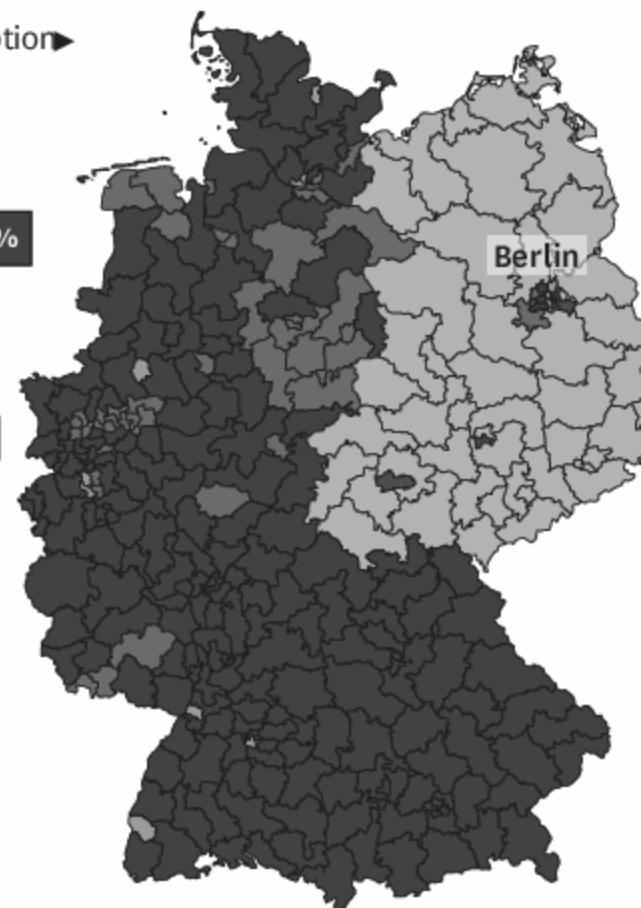
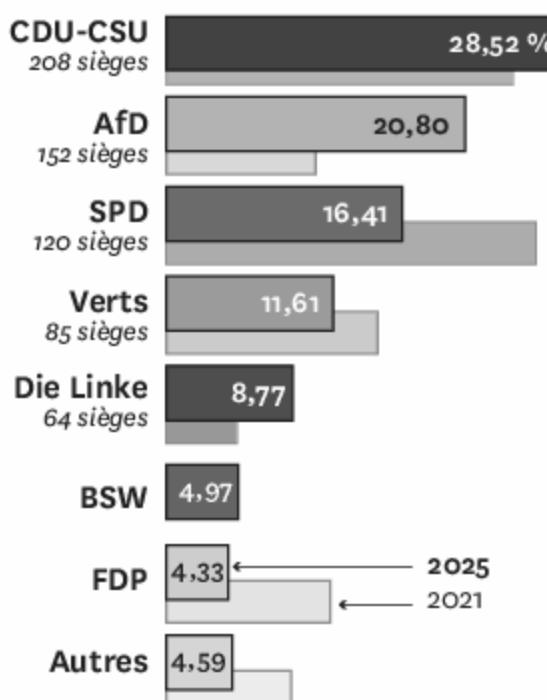
La démocratie demande du temps, et ses résultats ne sont pas immédiatement visibles. Gerhard Schröder [chancelier social-démocrate de 1998 à 2005] n'était déjà plus au pouvoir quand une majorité d'Allemands lui étaient reconnaissants d'avoir mené à bien son Agenda 2010 [un ensemble de réformes du marché du travail et des aides sociales] – qui avait pourtant suscité des manifestations monstres durant son mandat. Friedrich Merz n'a pas autant de temps, car les enjeux vont bien au-delà de sa personne.

Merz et son futur gouvernement de coalition devront avant tout instiller un sentiment de sécurité, l'idée qu'"on va y arriver". Le lien avec la rationalité politique est plus que ténu ici, mais les démocrates auraient tort d'abandonner tout l'éventail des émotions politiques aux ennemis de la démocratie. Olaf Scholz n'a jamais compris cela et c'est pourquoi

Une carte en trompe-l'œil : l'extrême droite séduit partout

Partis arrivés en tête, par circonscription ▶

Suffrages (en %) et nombre de sièges obtenus ▼



Résultats provisoires - 24 février 2025.

COURRIER INTERNATIONAL. SOURCES : "POLITICO", "FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG"

●●● "La carte des résultats ressemble à celle de l'Allemagne avant la chute du Mur, remarque la **Berliner Zeitung** au lendemain des élections législatives. On distingue clairement le territoire de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), presque entièrement recouvert de bleu, la couleur de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD)." Dans cette partie du pays, le parti d'extrême droite est "le grand vainqueur" du scrutin. Il a même atteint 38,6 % des voix en Thuringe, où sa popularité est alimentée par le refus d'une politique migratoire ouverte, mais aussi par une défiance héritée de la dictature à l'égard des partis traditionnels et par une indignation généralisée face à "l'arrogance morale" de l'Ouest. Mais "attention

à ne pas réitérer l'erreur de ces dernières années et à voir dans ce succès électoral un problème circonscrit à l'Est, alerte le journal d'ex-RDA. Les conséquences en seraient dramatiques." Le score de 20,8 % obtenu par l'AfD sur le plan national – soit le double de celui de 2021 – n'aurait pu être atteint sans les voix de l'Ouest, où le parti est de plus en plus populaire. Dans de nombreux districts occidentaux, l'AfD est arrivée en deuxième position. Les responsables politiques devraient donc "entendre le signal d'alarme" qui résonne dans toute l'Allemagne et "se pencher à leur tour sur les thématiques qui ont permis aux partis qu'ils qualifient de 'populistes' de marquer des points – c'est-à-dire les sujets qui préoccupent le plus les Allemands aujourd'hui".

son attitude ressemblait à une forme particulière d'arrogance.

Friedrich Merz devra remplir un double rôle : il ne doit pas seulement être chancelier, mais incarner une sorte de président à la chancellerie, capable de répondre à l'immense mécontentement du pays, d'inspirer la confiance et de restaurer un sentiment de cohésion – un peu de ce consensus fondamental sur lequel la République fédérale a reposé pendant des décennies. Pour cela, il doit être le chancelier de tous les Allemands, y compris de ceux qui ne voteront jamais pour le parti

conservateur, mais se situent du côté de la démocratie libérale.

Merz ? Oui, Friedrich Merz. L'homme qui a voté avec l'AfD au Bundestag [pour restreindre l'immigration] et qui proclamait à la veille des élections qu'il gouvernerait pour les Allemands "qui ont la lumière à tous les étages" et pas "pour des cinglés de la gauche écolo". Rien à faire. À près de 70 ans, Merz va devoir se réinventer. Sans quoi, l'avenir risque de très vite s'assombrir.

—Christoph Hickmann,
publié le 23 février

The Sound of Silence

ROYAUME-UNI — "Plus de mille musiciens, parmi lesquels Kate Bush, Damon Albarn et Annie Lennox, ont sorti [le 25 février] un album silencieux en guise de protestation contre les projets du gouvernement britannique de permettre aux entreprises d'intelligence artificielle d'utiliser sans autorisation des œuvres protégées par le droit d'auteur", explique

The Guardian. Les douze morceaux d'*Is This What We Want?* sont disponibles sur les plateformes musicales. Tous, écrit **Billboard**, sont en fait "des enregistrements faits dans des studios ou des salles de concert vides".

construit aux États-Unis. Et, poursuit le journal, "depuis son voyage inaugural en 1952, il détient toujours le record du paquebot le plus rapide pour une traversée de l'Atlantique dans les deux sens". Il est désormais remorqué sur plus de 3000 kilomètres jusqu'au comté d'Okaloosa, qui l'a acheté pour 10 millions de dollars (9,5 millions d'euros). Là, il sera coulé afin de devenir une destination de plongée sous-marine.

La page Nasrallah est tournée



LIBAN — "Il y avait des dizaines, peut-être des centaines de milliers de personnes dans la rue" pour assister, le 23 février,

aux funérailles de Hassan Nasrallah, écrit **L'Orient-Le Jour**. "Cent quarante-neuf jours. C'est le temps qu'il aura fallu pour que le Hezbollah enterrer son chef sans risquer d'être bombardé par les avions israéliens. Comme pour pousser l'humiliation à son paroxysme et rappeler qu'une nouvelle ère avait depuis vu le jour, ces derniers ont survolé à basse altitude la Cité sportive au moment même où se déroulait la cérémonie." En mobilisant une telle foule dans les rues de Beyrouth, "le parti chiite a pu prouver qu'il avait encore une assise populaire non négligeable". Mais, s'interroge le quotidien libanais, une question était sur toutes les lèvres : "Est-ce un homme ou une milice que l'on a enterré ?"

De paquebot à récif

ÉTATS-UNIS — Le SS United States rouillait, amarré à son quai de Philadelphie, depuis 1996, raconte **Metro Philadelphia** le 23 février. Mais, "aujourd'hui, après trois décennies, il est en passe de devenir un récif artificiel au large de la Floride". Le plus grand du monde. Mesurant plus de 300 mètres, le paquebot est le seul à avoir été entièrement



10800

EUROS : C'EST LE MONTANT DE L'AMENDE à laquelle Luis Rubiales, ancien président de la Fédération royale espagnole de football, a été condamné le 20 février pour avoir embrassé de force, sur la bouche, la joueuse Jennifer Hermoso sur le podium de remise des médailles, quelques minutes après la victoire de la Roja en finale du Mondial 2023. Il s'agissait d'une des décisions de justice les plus attendues ces derniers mois en Espagne, mais, déplore le média catalan **El Nacional.cat**, le procès accouche d'une "peine minimale", alors que le parquet avait requis deux ans et demi de prison.

Fin de cavale

NARCOTRAFIC — “Mohamed Amra, figure majeure du narcotrafic français, a été arrêté [à Bucarest] par la police roumaine le 22 février”, écrit **Romania Insider**.

Il a été transféré vers Paris trois jours plus tard. Depuis son évasion en mai 2024, au cours de laquelle deux agents pénitentiaires avaient été tués dans l'attaque de leur fourgon, dans l'Eure, il était le fugitif le plus recherché de France. Au cours du même week-end, ajoute le média roumain, “un coup de filet en France, en Espagne et aux Pays-Bas a permis l'arrestation de dix personnes soupçonnées d'être impliquées dans cette évasion”.

Pas touche à mon whisky!



ÉCOSSE — “C'est un acte de sabotage.” Le 21 février, le quotidien de Glasgow **The National**

frappe fort en reprenant les mots du député indépendantiste Graham Leadbitter, dénonçant “une nouvelle attaque flagrante envers un secteur clé de l'économie écossaise”. L'objet de ce courroux : le projet d'assouplissement, en Angleterre, du label “single malt”. Pour l'heure, le whisky portant cette appellation, emblématique de l'Écosse, doit être brassé, fermenté et distillé au même endroit pendant au moins trois ans. Le projet du gouvernement britannique consisterait à autoriser les distillateurs anglais à produire sur plusieurs sites. Une hérésie, pour les Écossais.

Un tour de force



RWANDA — Le président Paul Kagame et le président de l'Union cycliste internationale (UCI), David Lappartient, ont donné, le 23 février, le coup d'envoi du Tour du Rwanda, annonce fièrement à la une **The New Times**.

Sans cependant faire mention du tracé de la compétition, qui, jusqu'au 2 mars, conduira les 69 cyclistes non loin des combats qui font rage au Kivu. Là, dans l'est de la République démocratique du Congo, les autorités rwandaises sont accusées de soutenir les miliciens du M23. Le journal de Kigali préfère insister sur le fait que cette boucle servira de répétition générale avant les championnats du monde de cyclisme sur route, organisés en septembre dans la capitale.

Primes aux moustiques

PHILIPPINES — Les autorités les veulent “morts ou vifs”, assure le **Philippine Daily Inquirer**. Le barangay, la plus petite unité administrative du pays, d'Addition Hills, dans l'est de Manille, a fait une offre aux habitants : “Un peso [0,017 euro] pour cinq moustiques ou larves de moustique” capturés. L'objectif ? Lutter contre l'épidémie de dengue en cours. “En novembre, on comptait 831 morts liés à la dengue, plus de 900 au 31 décembre et environ 400 000 cas détectés”, explique **The Philippine Star**, qui estime que ce type d'initiative “montre à quel point les autorités locales cherchent désespérément une solution”.



► Dessin de Martirena, Cuba.

FRANCE

Procès Le Scouarnec : une “perversité inouïe”

Le procès du chirurgien Joël Le Scouarnec, jugé pour viols et agressions sexuelles aggravées sur 299 victimes, s'est ouvert le 24 février à Vannes. La journaliste belge Joëlle Meskens, qui le couvre pour **Le Soir**, explique ce que l'on peut en attendre.

COURRIER INTERNATIONAL : Le procès Le Scouarnec, avec ces 299 victimes connues, est décrit comme “tentaculaire”. Comment avez-vous reçu les faits ?

JOËLLE MESKENS : C'est un choc quand on découvre une affaire de cette ampleur. D'abord par la perversité inouïe de Joël Le Scouarnec, et ensuite par la manière dont il s'est accablé lui-même. Comme Dominique Pelicot, qui a été confondu par les vidéos qu'il a lui-même filmées, Joël Le Scouarnec l'a été par le carnet où il a consigné avec précision tous les abus qu'il a commis : sur qui ? À quel âge ? Dans quel hôpital ? Il y a une espèce de précision complètement perverse, et qui a aidé la justice au final.

Mais ce qui frappe aussi – et ce qui crée de l'incompréhension –, c'est l'impression qu'il y a eu beaucoup de dysfonctionnements dans cette affaire. Les faits ont duré plusieurs décennies. Si des signaux avaient été interprétés plus tôt, il y aurait eu sans doute moins de victimes. À différents échelons, des témoignages n'ont pas été pris suffisamment au sérieux. Une condamnation pour détention de fichiers à caractère pédopornographiques n'a pas été suffisamment prise en compte non plus.

Une omerta a permis au chirurgien de continuer à exercer durant des années et risque d'être pointée du doigt ces prochaines semaines. Est-ce aussi un peu le procès de l'institution médicale ? Cela ne devrait pas l'être. C'est le procès d'un homme. Mais, en filigrane, il en sera question. Pendant l'audience, beaucoup de témoignages vont creuser ces questions, on va disséquer la personnalité de Joël Le Scouarnec, et voir s'il y avait des signes chez lui qui étaient repérables par ses collègues et par la direction des très nombreux hôpitaux où il est passé, plus d'une dizaine.

Il y avait des collègues, même peu nombreux, qui ont lancé des alertes. Il y a aussi cette directrice qui l'a embauché alors qu'elle savait qu'il avait été condamné pour détention de documents pédopornographiques, simplement parce qu'elle

disait qu'il n'y avait pas eu d'agression physique. Des choses vont ressortir, même si ce n'est pas le procès des institutions.

Quel regard porte-t-on en Belgique sur cette affaire ?

Pour ma rédaction, il n'y a pas eu débat. Couvrir le procès était une évidence. Ce n'est pas la première fois qu'on a à connaître des faits terribles de pédophilie. En Belgique, il y a eu l'affaire Dutroux, qui a sérieusement ébranlé le pays pendant des années. C'est moins l'horreur du crime que ce que celui-ci dit sur la société qui nous intéresse ; moins l'acte d'un homme dans toute sa perversité que la manière dont on l'a laissé passer.

C'est le deuxième procès classé “hors normes” en peu de temps, après celui de l'affaire Pelicot. Avez-vous le sentiment qu'il pourrait avoir des répercussions sur le pays ?



INTERVIEW

Je crois que ce sera très différent. Il est vrai qu'il y a des similitudes, les victimes endormies, les preuves consignées, mais il y a de grandes différences aussi. L'affaire Pelicot était importante dans l'évolution de la société. C'était une libération – “la honte qui change de camp” – pour des centaines de victimes. Il y a eu vraiment un progrès dans la libération de la parole et une dimension presque révolutionnaire dans le procès Pelicot.

Je ne suis pas sûre que, dans l'affaire Le Scouarnec, ce sera pareil. Paradoxalement, elle est tellement hors norme qu'elle échappe à la banalité du quotidien. D'autres affaires sont plus “concernantes” : les 50 coaccusés de l'affaire Pelicot, c'était vraiment Monsieur Tout-le-monde. Le profil de ce médecin, en revanche, est probablement rare. Quelle que soit l'horreur du crime, je ne vois pas en quoi il pourrait révolutionner la dénonciation des crimes, par exemple... Peut-être, cela dit – et il faudra l'espérer –, y aura-t-il des effets sur le nombre de contrôles dans les établissements médicaux, des changements de cet ordre.

—Propos recueillis par Courrier international

07-16.03.2025
GENÈVE

FIFDH

FESTIVAL DU FILM
ET FORUM INTERNATIONAL
SUR LES DROITS HUMAINS

FIFDH.ORG

En partenariat avec

Courrier
international

d'un continent à l'autre. europe



Ukraine. Zelensky, le moment de vérité



FOCUS

Mis sur la touche par Trump, le président ukrainien aborde difficilement la quatrième année de conflit. L'ancien comédien a peu de temps pour reprendre en main le scénario, souligne ce journal britannique.

—Financial Times (Londres)

Il y a trois ans, Volodymyr Zelensky se tenait devant l'édifice de la présidence à Kiev tandis que les bombes russes pleuvaient sur la capitale, et il filmait des discours de guerre avec son téléphone, ce qui a fait de lui le symbole de la résistance. Exploitant des compétences qu'il avait peaufinées pendant sa carrière de comédien, il s'est montré expert dans l'art de mobiliser le soutien du monde en faveur de l'Ukraine. «Sur la scène internationale, il est devenu l'incarnation de l'Ukraine», commente Oleksandr Merejko, président de la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien et membre du parti de Zelensky, au pouvoir.

Mais 1097 jours plus tard, l'effort de guerre de l'Ukraine est dangereusement ralenti. Donald Trump fait pression pour qu'un accord soit conclu avec la Russie – tout en mettant Kiev sur la touche et en dénigrant le dirigeant ukrainien. Dans les semaines à venir, la

présidence de ce dernier va entrer dans sa phase la plus difficile. Il doit désormais livrer le plus dur de ses combats politiques. Le défi n'est plus d'être une source d'inspiration pour le monde, mais de garantir que la communauté internationale continue à rester aux côtés de l'Ukraine – alors même que l'aura de Zelensky s'est ternie.

Ton furieux. «Comme dans tous les rôles, le succès a une durée limitée et il se dissipe avec le temps», constate Alexandre Rodnianski, producteur ukrainien qui a fondé 1+1, la chaîne où Zelensky s'est fait un nom en tant que comédien. Aujourd'hui, alors que l'avenir de son pays est en jeu, l'acteur devenu président doit endosser un nouveau rôle – dans un scénario qui a été récrit par un Trump en pleine résurgence. «Le monde a changé, les temps aussi, et j'ai l'impression qu'il ne l'a pas encore compris», ajoute Rodnianski.

Zelensky peine à s'assurer un soutien international, qui bat de l'aile. Une réalité clairement

Moyen-Orient...	16
Afrique	18
Amériques.....	19
Asie	22
France	24

LAST AMERICAN WEAPON DELIVERY

perceptible lors de son récent tête-à-tête avec un émissaire de Trump, qu'il a reçu dans son bureau de Kiev. Les esprits se sont échauffés au sujet de l'alliance stratégique la plus importante pour l'avenir de l'Ukraine. Il était impossible de se méprendre sur le ton furieux de sa voix rocailleuse. «Il était vraiment en colère», a déclaré un témoin de la scène à propos du président ukrainien.

Zelensky a eu des mots avec Scott Bessent, le secrétaire au Trésor de Trump, à cause des détails d'un projet qui réclame 50% des droits sur les terres rares et les minéraux de valeur du pays pour rembourser 500 milliards de dollars [475 milliards d'euros] – montant de l'aide militaire passée que Trump semble avoir purement et simplement inventé. Des représentants des autorités ukrainiennes nous ont expliqué que Bessent avait en outre exigé de Zelensky qu'il signe l'accord sur-le-champ.

Mais alors que, près de lui, Bessent, les mains tremblantes,

avait visiblement l'air confus, le président ukrainien a refusé, et a annoncé ensuite aux journalistes que Kiev apporterait l'accord à Munich quelques jours plus tard, pour en débattre avec le vice-président, J. D. Vance, et d'autres responsables américains.

Le 23 février, l'accord n'avait toujours pas été signé, malgré des négociations marathons qui ont duré des jours et des nuits. Pour l'heure, Kiev résiste aux pressions américaines et refuse de signer un accord qui n'inclut ni la promesse de la poursuite d'une aide militaire ni des garanties de sécurité, mais Washington intensifie ses efforts.

En Ukraine, certains considèrent la récente guerre des mots entre Trump et Zelensky comme une tentative pour contraindre l'Ukraine à accepter l'accord sur les minéraux. Le président américain a traité son homologue ukrainien de «dictateur sans élections» – également, Kiev ne peut pas organiser de scrutin tant que la loi martiale est appliquée – et

l'a accusé à tort d'avoir déclenché la guerre.

Trump s'en est également pris à la popularité de Zelensky, affirmant, là encore sans fondement, que la cote du président ukrainien avait chuté à tout juste 4%. Si elle a effectivement baissé depuis son maximum de 90 % au début de l'invasion, elle reste

**Volodymyr Zelensky
peine à s'assurer
un soutien
international,
qui bat de l'aile.**

nettement plus forte que ce qu'a sous-entendu Trump. Selon un dernier sondage de l'Institut international de sociologie de Kiev (Kmis), 57% des Ukrainiens auraient toujours confiance dans leur dirigeant.

Zelensky a alors attaqué Trump en lançant que le président américain vivait dans une «bulle de désinformation» russe. Merejko prétend que Zelensky ne visait pas Trump



« Dernière livraison d'armes américaine ». Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.



tissé avec Jake Sullivan, l'ancien conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, dont l'Ukrainien disait souvent qu'il était son "ami proche". Au cours des trois dernières années, les deux hommes ont été presque quotidiennement en contact. En comparaison, décrit l'ancien responsable du gouvernement, "on a le sentiment qu'il n'y a pas vraiment de dialogue entre Zelensky et les gens de Trump".

Obliger Kiev. Toutefois, en dépit des obstacles, il semblerait que l'attitude agressive de Trump ait une conséquence imprévue. Au lieu d'isoler Zelensky, ses réflexions sont peut-être en train de galvaniser le soutien de l'opinion publique ukrainienne. D'après Oleksandr Prokoudine, chef de l'administration militaire de la région de Kherson, la rhétorique politique actuelle rappellerait l'atmosphère des premiers jours de la guerre. "L'invasion à grande échelle de Poutine avait rassemblé l'Ukraine et son peuple", dit-il. Aujourd'hui, ils se fédèrent autour de notre président, le soutien se renforce afin qu'il résiste à ça... [Trump] électrise les sondages de Zelensky, en fait."

Prokoudine n'est pas le seul à le constater. D'autres préviennent que les efforts visant à affaiblir Zelensky s'inscrivent dans une stratégie plus ambitieuse qui a pour objectif d'obliger Kiev à accepter un accord de paix désavantageux. Dans un long post sur les réseaux sociaux, Ievheniya Zakrevska, avocate des droits humains devenue solidaire, a avancé que c'était la capacité ukrainienne à négocier qui était attaquée. "On la remet en question dans un but précis : pour saper notre position dans les négociations et contraindre notre représentant à signer un accord de paix défavorable, dangereux, dévastateur pour nous."

personnellement, et a ajouté qu'il s'agissait d'"un fait, de son point de vue". Un ancien responsable du gouvernement ukrainien qui a travaillé en étroite collaboration avec le président l'exprime en des termes plus clairs : "Zelensky a laissé l'émotion prendre le dessus, ça arrive de temps à autre."

L'absence de communications proches et régulières entre l'équipe de Zelensky et la Maison-Blanche de Trump serait apparemment un problème capital. "Il y a une faille dans les communications", concède Merejko. Pendant la réunion à huis clos entre Zelensky et Bessent, Andriy Iermak, directeur de cabinet du président ukrainien, nous a confié qu'il avait été "difficile" d'établir des liens de confiance avec la nouvelle administration.

Andriy Iermak a assuré être en contact avec le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, et avec Keith Kellogg, l'envoyé spécial de Trump pour l'Ukraine. Mais ces relations sont récentes, loin du lien solide qu'Iermak avait

— Christopher Miller et Max Seddon,
publié le 24 février

Repères

Une visite pour "rien de concret"

●●● Emmanuel Macron s'est rendu à Washington, le 24 février, avec l'intention d'infléchir la position de Donald Trump. "Quelques plaisanteries, accolades et poignées de main" plus tard, le président français "est reparti avec des platitudes, mais rien de concret", tranche le média américain **Politico**. "Au nom de tous les Européens, Macron a fait une offre énorme à Trump", estime **Die Welt**, en Allemagne. Le locataire de l'Élysée a proposé que l'Europe apporte des garanties de sécurité à l'Ukraine, possiblement via l'envoi de troupes, avant de "faire une concession importante" au président américain, note la **BBC** : il a affirmé que ce dernier "avait de bonnes raisons de renouer avec le président Poutine". Un point de vue qui "contraste fortement" avec la politique d'isolement de la Russie adoptée jusqu'ici par Londres, Paris et Berlin. En échange? Pas grand-chose. Donald Trump n'a offert ni engagement sur un éventuel "filet de sécurité américain" en Ukraine, ni même une "once de critique" envers le président russe, Vladimir Poutine. "Ce que Macron a obtenu, au moins dans une certaine mesure, veut croire la radiotélévision publique britannique, c'est le retour de la voix de l'Europe

à la table des négociations, et lui, ainsi que d'autres dirigeants européens, y verront une source d'encouragement."

Mais dans les actes, le fossé entre les positions européenne et américaine s'est illustré de manière brutale, à 360 kilomètres au nord de Washington, au siège de l'ONU, à Manhattan : pendant qu'Emmanuel Macron "conversait avec Donald Trump, les États-Unis ont voté contre une résolution euro-ukrainienne condamnant l'agression russe de 2022 et appelant à la restitution des territoires occupés par la Russie", relate le quotidien belge **Le Soir**.

D'un point de vue symbolique non plus, Washington "n'a pas fait beaucoup d'effort", grince **The New York Times**, alors que le 24 février marquait le troisième anniversaire du déclenchement de l'invasion russe de l'Ukraine. "Tandis que la tour Eiffel à Paris, la porte de Brandebourg à Berlin et les bâtiments de l'Union européenne à Bruxelles étaient illuminés des couleurs bleu et jaune du drapeau ukrainien en signe de solidarité, la Maison-Blanche" s'est abstenu de manifester son soutien, remarque le quotidien progressiste. Quand une vingtaine de dirigeants "s'est rendue à Kiev pour se tenir aux côtés des dirigeants ukrainiens, M. Trump a préféré insister sur la conclusion d'un accord visant à revendiquer les ressources naturelles du pays en compensation de l'aide militaire reçue".

À la une



"QUEL EST LE PRIX DE LA PAIX?"

s'interrogeait l'hebdomadaire tchèque **Reflex** le 20 février. "Nous aidons l'Ukraine par le biais de l'action de nos volontaires et en lui fournissant du matériel militaire. Mais après?" Si Volodymyr Zelensky apparaît parfois "touché et éprouvé" par ce conflit qui dure, l'Ukraine, note la publication pragoise, est elle aussi "un pays meurtri dont la reconstruction est la plus grande opportunité qui reste à venir".



"TRAHI. APRÈS ZELENSKY, CE SERA NOTRE TOUR?"

s'inquiète le magazine allemand **Der Spiegel**, à Hambourg, le 22 février.



Ukraine : la situation au 24 février 2025

- Zones aux mains des Russes ou des séparatistes prorusses
- Avancées russes récentes
- Régions ukrainiennes contrôlées par la Russie avant l'invasion de 2022
- Incursion ukrainienne en Russie (depuis août 2024)
- Territoires récupérés par l'Ukraine depuis le début de l'invasion russe

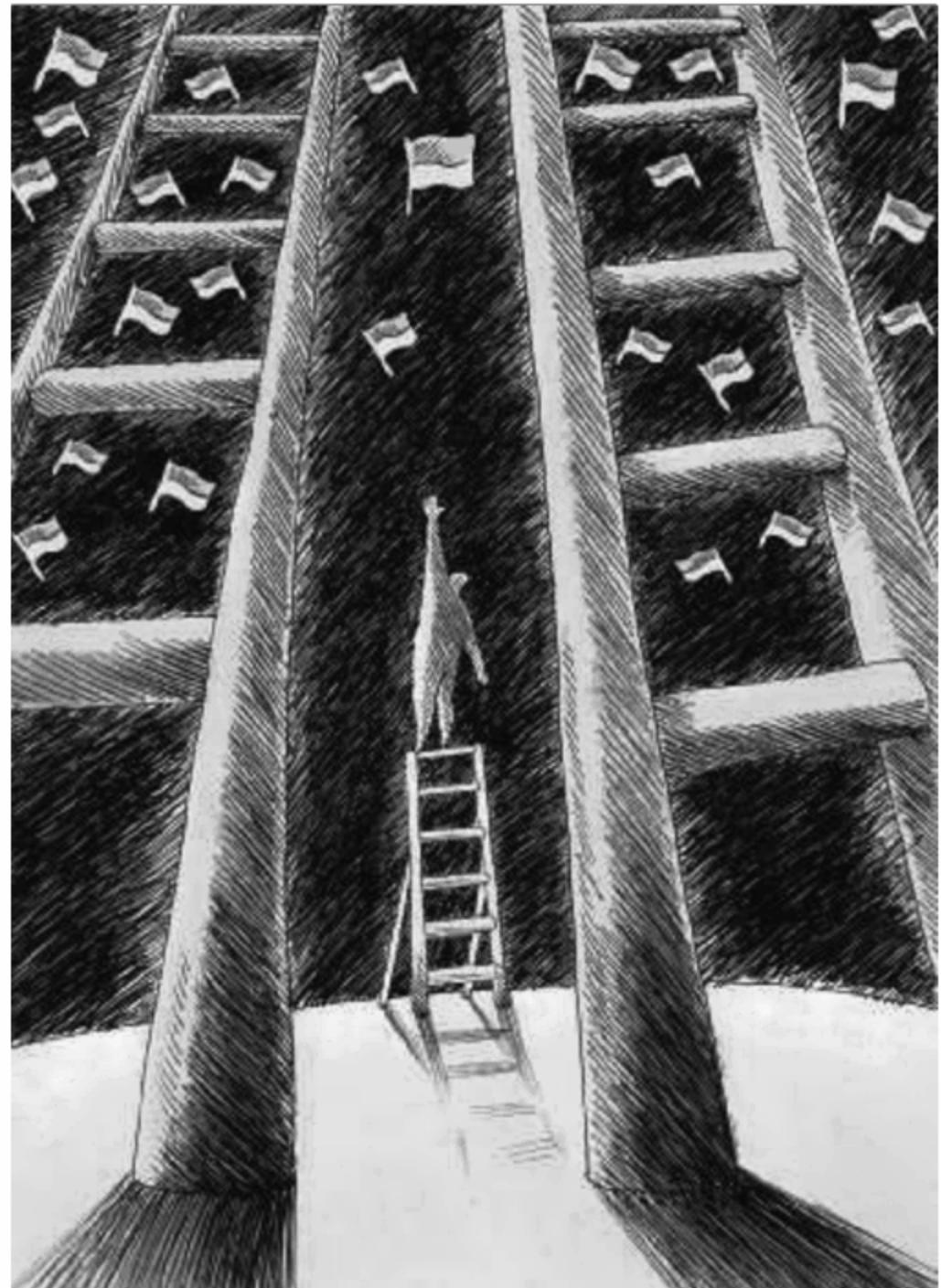
COURRIER INTERNATIONAL
SOURCE : INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR.



✓ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.

Des graines d'espoir malgré tout

Ancien soldat, l'écrivain bosniaque Faruk Sehic s'est rendu dans l'ouest de l'Ukraine où il a rencontré des habitants optimistes. Il rappelle l'importance de la culture en temps de guerre.



—Oslobodjenje, extraits (Sarajevo)

Je pars en Ukraine pour la quatrième fois, via la Pologne. Aller dans un pays touché par la guerre ne me pose pas de problème, c'est la durée du voyage qui me perturbe. Traverser les vastes plaines de Pologne et d'Ukraine pendant le mois le plus déprimant de l'hiver ne met pas le cœur en joie. Un voyageur pourrait éventuellement regarder par la fenêtre et apprécier le paysage, verdoyant ou enneigé, si seulement le soleil ne se couchait pas si tôt.

J'ai passé la nuit à Varsovie, à l'hôtel Gromada, en plein centre-ville, à deux pas du célèbre palais

de la Culture, symbole de la capitale. Il faisait un grand froid, un froid sec. Les petits tas de neige se dressent dans les rues, comme à Sarajevo, cette "bourbe tant aimée". J'utilise ce terme comme métaphore d'un pays dont on ne peut pas se débarrasser, qui vous colle à la peau peu importe où le chemin vous mène. Au sens propre, la "bourbe" est le cinquième élément de Sarajevo et de la Bosnie-Herzégovine.

Le matin, une voiture Bolt m'a conduit à la gare de Warszawa Wschodnia (Varsovie-Est), d'où j'ai embarqué dans le train pour Rava-Rouska, qui se trouve du côté ukrainien de la frontière. Là, je suis monté dans un autre train qui me déposera à Ivano-Frankivsk.

Cette fois-ci, il n'y avait pas grand-chose à entendre, j'avais hâte d'arriver à la destination finale. Les paysages que je traversais ne parlaient pas non plus, assombris rapidement par la nuit qui tombait tôt. Après Rava-Rouska, le train s'est rempli de jeunes gens et de quelques soldats ukrainiens.

Arrivée à Ivano-Frankivsk, en pleine nuit. Le lendemain matin, j'ai mangé pour la première fois depuis vingt-quatre heures ; chaque bouchée avait un goût divin, c'est toujours le cas quand on a trop faim. Le jour suivant, j'ai retrouvé le rituel du petit déjeuner, la nourriture de l'hôtel Roxolana (datant de 1912) était exquise, tout comme l'hôtel lui-même.

Le premier jour, j'ai été interviewé par un site d'actualité local, puis j'ai marché, pour tuer le temps. Le deuxième jour, j'ai passé du temps avec mes hôtes, qui m'ont fait visiter le complexe industriel de Promprylad, datant de l'ère soviétique, comme si j'étais le camarade Tito [ex-président communiste de la Yougoslavie] en personne.

Créativité. Le "pôle d'activité", construit à l'intérieur de ce complexe industriel, est un mélange fascinant de la créativité des jeunes et de l'organisation sociale moderne. On y trouve des restaurants de *street food*, des cafés, un jardin d'enfants, des galeries, des salles utilisées pour les soirées littéraires et autres événements, des sièges d'entreprises et d'ONG.

Le lendemain matin, à l'hôtel, dans une sorte de demi-sommeil, j'ai entendu à deux reprises les sirènes d'alerte aérienne. J'écoulais le son strident monter,

baisser, puis remonter, essayant de retrouver la même mélodie dans ma mémoire. Pendant les raids aériens sur Cazin [dans l'ouest de la Bosnie-Herzégovine], les avions de l'ancienne Armée populaire yougoslave (JNA) bombardaien l'aciérie locale, touchant souvent les maisons à proximité. Je me suis retourné dans le lit et j'ai continué à dormir. Une fois levé, j'ai vu le message de Vadym, mon hôte, m'informant que deux missiles avaient été détruits quelque part dans le ciel au-dessus de la région d'Ivano-Frankivsk.

Bien qu'Ivano-Frankivsk soit loin de la ligne de front, le souffle de la guerre se fait sentir partout.

soit plus proche d'Ivano-Frankivsk que cette dernière de la ligne de front, le souffle de la guerre se fait sentir partout. Malgré cela tout fonctionne, à bien des regards, beaucoup mieux que chez nous, dans notre "bourbe tant aimée".

J'ai visité le bâtiment de la philharmonie locale, le temple juif datant de 1899, l'église arménienne, l'église orthodoxe ukrainienne et le bâtiment du gouvernement régional de l'époque soviétique. La ville avait quelque chose de beau et de charmant, malgré la grisaille de janvier.

Elle appartenait à la Pologne entre les deux guerres mondiales, de 1921 à 1939, avant d'être occupée par les nazis, puis d'être annexée à l'Union soviétique en 1944. Construite à l'origine comme une forteresse et une barrière contre les invasions tatares, elle s'appelait Stanislavow, en polonais, ou Stanislaviv, en ukrainien. À bien des regards, cette région rappelle la nôtre. Elle regorge d'histoire et de souffrance, tout en ayant (ou ayant eu) un charme multiethnique.

La rencontre littéraire s'est bien passée, parler en anglais n'a pas gêné nos échanges. La salle était pleine, tous les exemplaires de la traduction ukrainienne de mon roman, *Le Livre de l'Una* [publié en France aux éditions Agullo], sont partis rapidement. Promouvoir mes œuvres dans un pays ravagé par la guerre m'a mis mal à l'aise, bien que nous n'ayons pas parlé de mon roman mais de la littérature comme moyen de la résistance. J'ai parlé de Sarajevo pendant le siège et de l'importance de la culture dans la guerre.



REPORTAGE

C'est la preuve que vous restez un être humain et que le scélérat qui tire sur vous d'en haut d'une colline ne peut pas vous réduire à l'état animal. Le droit à la culture en temps de guerre est un droit humain, parmi d'autres.

Lors de la rencontre avec le public, j'ai oublié de dire que j'étais venu à Ivano-Frankivsk à cause de [l'écrivaine américaine] Susan Sontag. Certes, pas seulement à cause d'elle, mais inspiré par l'exemple de toutes les personnes connues et inconnues qui se rendaient à Sarajevo assiégée pendant la guerre pour montrer leur solidarité avec ses habitants. J'irais à Gaza aussi si c'était possible, mais cela ne le sera pas avant longtemps.

Européens. Des grands panneaux affichant les photos en couleurs de soldats ukrainiens tombés au combat sont installés dans deux rues du centre d'Ivano-Frankivsk. Le coût de la guerre est énorme. Ainsi que le courage de ce peuple qui lutte contre un ennemi plus nombreux et plus fort.

Au contact des Ukrainiens, j'ai pu constater, une fois encore, à quel point ils constituaient une nation européenne décidée et forte qui mérite de vivre en paix et non pas de subir tant de destructions et de sacrifices en vies humaines.

J'attends le train pour Rava-Rouska dans le hall de la gare d'Ivano-Frankivsk. Son bâtiment impressionnant, avec un haut plafond et une fenêtre ovale, témoigne de l'architecture d'une époque révolue. À en croire Wikipédia, cette gare a été construite en 1866 dans un style aux éléments mauresques, au temps du royaume de Galicie et de Lodomérie, faisant partie de l'Empire austro-hongrois. J'admire le génie de l'Autriche-Hongrie. Cet empire construisait souvent les gares comme s'il s'agissait d'édifices sacrés, cathédrales ou églises.

Je dois arrêter de m'extasier. C'est heure du pèlerinage en sens inverse, l'heure de revenir dans cette "bourbe tant aimée". Le retour à la maison n'est-il pas l'un des buts de tout voyage ? J'étais dans un pays lointain qui, du moins pour moi, ressemble tellement au mien.

—Faruk Sehic,
publié le 2 février

DANEMARK

Les Groenlandais se rebiffent

Les habitants de ce territoire autonome, convoité de toutes parts, réaffirment leur identité propre sur les réseaux sociaux, non sans humour.

—Politiken, extraits
(Copenhague)

Depuis quelques jours déferle sur le Groenland le hashtag #Kalaaliungaarama. Il signifie "Je suis Groenlandais, bien sûr que..." et est abondamment utilisé en ce moment sur les réseaux sociaux pour décrire des caractéristiques et des habitudes typiquement groenlandaises.

Parmi les centaines de publications figurent notamment celles-ci : "Je suis Groenlandais, bien sûr

que mon plat préféré est la peau de baleine", "Je suis Groenlandais, bien sûr que je vis dans le présent", "Je suis Groenlandais, bien sûr que les étrangers me prennent toujours pour un Asiatique" et "Je suis Groenlandais, bien sûr que j'ai été scolarisé en internat au Danemark [dont le Groenland est un territoire autonome]".

Parmi ceux qui ont utilisé le hashtag, Laali Bertelsen, âgée de 38 ans, trouve en effet qu'il est très important de rester soudés et de montrer au reste du monde

que les Groenlandais sont fiers de leur spécificité à une époque où beaucoup ont l'impression qu'on ne leur demande pas leur avis.

"Depuis que Trump a déclaré vouloir acheter le Groenland, le monde entier s'est mis à parler de l'île. Nous devons donc préserver notre identité et montrer que nous sommes un peuple fier et uni. C'est aux politiques de déterminer quel est notre meilleur avenir", explique-t-elle.

Laali Bertelsen a, elle aussi, réalisé une vidéo sur les réseaux sociaux. "J'ai utilisé le hashtag quand j'étais en voyage d'affaires à Londres avec un groupe d'autres Groenlandais. Nous sommes allés manger dans un restaurant très bruyant. À un moment donné, en levant les yeux, j'ai vu que tous les Groenlandais autour de la table avaient enclenché la réduction active du bruit sur leurs AirPods. Alors j'ai fait une vidéo, parce que c'était tellement groenlandais", raconte-t-elle.

Nombre de Groenlandais sont en effet taciturnes. "Nous sommes un peuple silencieux par rapport à

d'autres en Europe parce que nous éprouvons un besoin très fort de nous fondre dans la nature. Cela fait partie intégrante de nous", ajoute-t-elle.

Élections importantes. En revanche, les mimiques du visage ont une autre signification au Groenland. "Comme nous avons l'habitude d'être souvent dehors dans le froid, nous savons parler avec notre visage. Si nous levons les sourcils, cela veut dire oui. C'est une tout autre façon de s'exprimer que celle en usage au Danemark", précise-t-elle.

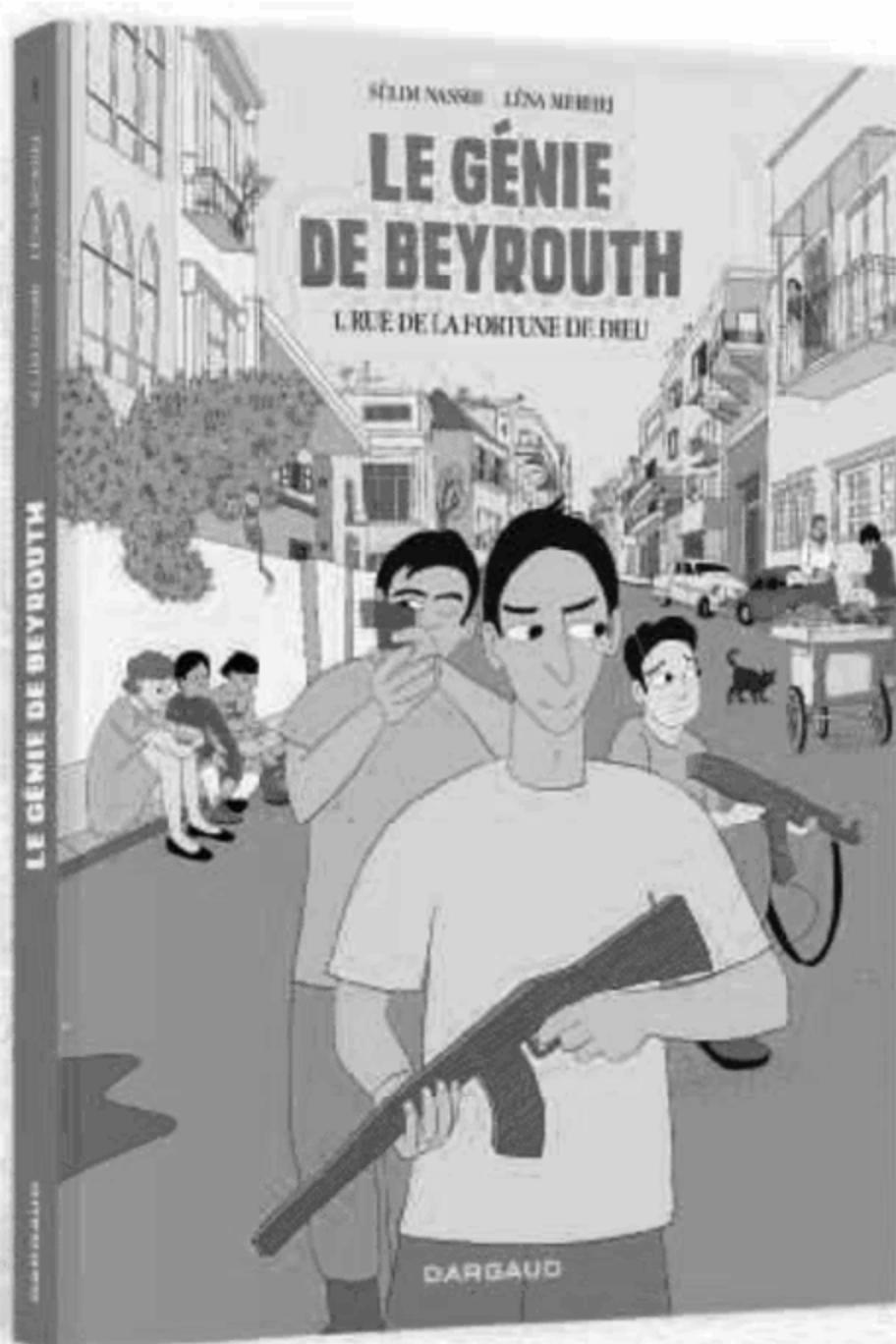
#Kalaaliungaarama est particulièrement répandu chez les jeunes. Si on le lui demande, pour Inuuuk Petersen, un chauffeur de taxi de 22 ans, à Nuuk, l'utilisation du hashtag signifie que les jeunes générations commencent à s'engager davantage sur le plan politique, en raison de l'actualité. "Nous n'avons pas l'habitude qu'il se passe autant de choses qu'actuellement. La politique est tout à coup devenue intéressante pour nous, les

jeunes. Mais elle est aussi inquiétante", souligne-t-il.

Inuuuk Petersen pense que les prochaines élections législatives au Groenland [prévues le 11 mars] seront les plus importantes de l'histoire de l'île. Il ignore pour qui il va voter, mais il rêve que le Groenland devienne, à terme, une nation indépendante, sans que cela se fasse au détriment du niveau de vie. Il pense que c'est aussi le besoin de former un peuple à part entière qui a favorisé #Kalaaliungaarama. "Nous voudrions maintenir l'unité des Groenlandais. En ce moment, il est important d'avoir quelque chose qui nous est spécifique."

Il ne publiera sans doute rien lui-même, parce qu'il essaie de ne pas se laisser influencer par Internet. Mais s'il le faisait, ce serait sans doute quelque chose comme : "Je suis Groenlandais, bien sûr que je suis incapable d'arriver à l'heure", dit-il en riant.

—Emilie Stein,
publié le 10 février



« On dit qu'il existe à Beyrouth un génie qui est l'esprit même de la ville... »

SÉLIM NASSIB LÉNA MERHEJ

LE GÉNIE DE BEYROUTH

Un épicier chrétien, un autre musulman, un coiffeur arménien, une famille juive, un teinturier chiite, un hôtel pour entraîneuses, telle est en 1975 la population de la rue Rizkallah avant qu'elle ne bascule, avec le Liban tout entier, dans la guerre civile. Porté par la verve grave et légère de l'écrivain Sélim Nassib et le dessin lumineux de Léna Merhej, *Le Génie de Beyrouth* déploie sur trois tomes le récit poignant d'un pays de cocagne qui sombre dans le chaos.

AU RAYON BANDE DESSINÉE

DARGAUD

© Nassib - Merhej / Dargaud 2025





— I Kathimerini, extraits (Athènes)

Au troisième jour de la séquence sismique qui touche l'île de Santorin depuis la fin du mois de janvier, la famille de Vasilis Tsatsanidis s'est installée dans une caravane, près de la plage de Vlychada. Un escalier de dix-sept marches et une incertitude quant aux matériaux utilisés pour construire leur maison les ont poussés à quitter le complexe résidentiel dans lequel ils vivent. S'ils sentent aussi la terre trembler dans leur nouvel abri, dans le sud de Santorin, ils n'ont pas peur que quelque chose leur tombe sur la tête.

“Nous avons réfléchi calmement : si tout le monde monte sur le bateau, qui restera sur l'île ? Si j'étais parti en premier, j'aurais donné un mauvais exemple à mes élèves”, estime Vasilis Tsatsanidis, instructeur de plongée et de premiers secours. Certains nous reprochent d'être restés sans avoir calculé le risque.” D'autres, au lieu d'accepter que chacun vive sa peur différemment, accusent ceux qui sont partis d'être des lâches.

Dans la caravane, on ne suit pas les infos à la télévision. “Il y a une campagne de peur, et nous voulons passer au crible les informations que nous recevons”, explique Vasilis Tsatsanidis. La famille écoute la station de radio locale ou, comme le font

À Santorin, la vie entre les secousses

Joyau des Cyclades, l'île connaît des milliers de séismes depuis la fin de janvier. Pour les insulaires, l'apprehension fait partie du quotidien. S'y ajoute une pointe de ressentiment envers les milliers d'habitants qui ont choisi de partir.

d'autres insulaires, regarde la chaîne Volcano TV, parce que son présentateur vit sur place, donc, “pour les locaux, il doit être digne de confiance”.

Scénarios. Les deux garçons de la famille, Michalis, 12 ans, et Konstantinos, 8 ans, passent désormais leurs matinées à suivre leurs cours à distance, sur leurs téléphones portables et leurs tablettes. Dans la classe de l'aîné, sur les vingt-cinq élèves, seuls trois sont restés à Santorin. Un enfant s'est récemment connecté depuis le nord de la Grèce, un autre depuis l'Albanie.

Mais, malgré les précautions prises par la famille, les scénarios de dangers possibles

continueront de se multiplier tant que le phénomène naturel persistera.

Kaiti Kalaidopoulou, l'épouse de Vasilis, observe parfois la mer Égée depuis sa caravane. La plage est à des centaines de mètres, mais elle veut avoir en tête toutes les voies d'évacuation possibles, au cas où la mer monterait soudainement. “Je me demande si nous aurons le temps de partir en voiture ou si nous devrons monter la colline [en cas de tsunami]. Vous devez anticiper vos possibilités de déplacement”, témoigne-t-elle.

C'est ainsi que le temps s'écoule pour ceux qui sont restés sur l'île, entre périodes de calme et d'activité sismique intense. La plupart des secousses sont légères,

← Kaiti Kalaidopoulou, Vasilis Tsatsanidis et leurs deux fils ont trouvé refuge dans une caravane. Photo Enri Canaj/Magnum Photos

d'autres plus puissantes, immédiatement perceptibles, et elles peuvent, selon leur intensité, inquiéter certaines personnes.

Quelques habitants orientent la conversation vers ceux partis en masse – plus de 10 000 personnes [sur une population d'environ 15 000] ont quitté l'île dans les premiers jours, selon les estimations –, précisant que la plupart d'entre eux ne sont pas originaires de Santorin. “Puisqu'ils ne sont pas restés pour s'acclimater aux secousses, comment vont-ils se sentir en sécurité à leur retour ?” s'interrogent-ils.

Mais une autre question importante préoccupe les insulaires : combien de temps le phénomène va-t-il durer, quand et comment va-t-il prendre fin ? Plus encore que l'activité sismique, c'est l'incertitude qui semble lassante.

Beaucoup à Santorin comparent cette période à la quarantaine vécue durant la pandémie de Covid-19. Une corrélation similaire est établie par Kostas Papazachos, professeur de sismologie à l'université Aristote de Thessalonique, qui évoque une “fatigue du risque”. “Nous avons vécu cela avec le coronavirus”, poursuit-il. Il faut préserver ses forces, car la fatigue a aussi des effets secondaires. “Les gens peuvent finir par développer une vision antiscientifique, parce qu'ils voient le scientifique comme le porteur de mauvaises nouvelles”, prévient-il.

À Akrotiri, le sculpteur et restaurateur Nikos Katris garde toujours des vêtements de rechange dans la voiture et assure garder un œil ouvert la nuit. “Nous avons grandi à côté du volcan, c'est inscrit dans notre subconscient.” “Nous suivons notre instinct”, dit-il. Quand ses enfants étaient petits, ils apprenaient à l'école des choses sur les tremblements de terre et les volcans, et, chaque année, ils rencontraient des scientifiques étrangers qui visitaient leur région. Leur approche est différente.

Sa fille, Veronica, a vécu quatre ans sur une autre île volcanique, l'Islande, avant de revenir à Santorin. Elle mène désormais sa vie quotidienne normalement, avec des cours de danse et de poterie. Au printemps, elle travaille également lors des mariages et, jusqu'à présent, aucun couple étranger n'a encore annulé. “Ce qui nous fatigue le plus, c'est l'exagération”, précise-t-elle. “Nous faisons confiance aux scientifiques”, ajoute son père, soulignant que le problème réside dans la manière dont les journalistes traitent l'affaire.

Evi Nomikou, professeure au département de géologie de l'université d'Athènes, plaide, dans ses déclarations devant les caméras, pour un traitement plus prudent. Les glissements de terrain des années



précédentes ont été présentés comme récents, les ruelles vides avec leurs magasins fermés pendant la période hivernale ont servi de toile de fond aux reportages télévisés pour illustrer une dévastation soudaine. Evi Nomikou est originaire de Santorin et écoute attentivement les préoccupations des locaux. En tant que responsable scientifique du projet de recherche Santory, elle collecte des données pour surveiller le volcan sous-marin Kolumbo.

“Il y a une fatigue mentale”, s’inquiète M^{me} Nomikou. Un paramètre intensifié par “la diffusion de théories et d’opinions sans prêter attention à la formulation. Les habitants ne sont pas géologues, sismologues ou volcanologues. Il est important de savoir comment les connaissances scientifiques sont filtrées pour aider les gens à comprendre s’ils sont en danger ou non.”

Réservations. De nombreuses personnes se concentrent déjà sur les éventuelles conséquences pour l’industrie touristique, alors que Santorin contribue à hauteur de 2,5 % au produit intérieur brut de la Grèce.

Les acteurs du secteur évoquent un “gel” et une baisse initiale du flux de réservations par rapport à la même période de l’année dernière, mais ils estiment que l’ampleur réelle des annulations deviendra apparente plus tard. *“Comme la saison n’a pas encore commencé, des changements peuvent apparaître à tout moment vers la fin des mois de février ou de mars”, observe l’hôtelier Panagiotis Kavallaris.*

Le président de l’Association des propriétaires de bateaux, Nikolaos Kanakaris, indique que, même si les arrivées de navires de croisière sont annulées en mars, la répercussion financière sera modeste. Il s’inquiète toutefois de ce qui se passera à partir d’avril, un mois durant lequel on attend normalement davantage de passage. *“Nous vivons du tourisme”, dit-il avec anxiété.*

Dimitris Tryfonopoulos, propriétaire d’un complexe hôtelier cinq étoiles, évoque également le jour d’après et la nécessité

pour les organismes compétents, une fois le phénomène apaisé, d’organiser une campagne pour redorer l’image de l’île. Parallèlement, il souligne qu’un nouvel effort doit être fait pour attirer du personnel, parce que certains employés pourraient avoir peur et ne pas revenir travailler à Santorin.

“Je suis sur l’île depuis trente-trois ans, et le phénomène actuel n’a rien à voir avec ce que nous avons vécu en 2011. Il n’y avait pas de secousses aussi fréquentes à l’époque”, observe Vasso Margioli, présidente du Syndicat des travailleurs de la restauration et du tourisme de Fira, la capitale de l’île. Elle et sa fille travaillent dans un hôtel, son fils chez un caviste. Elle estime que les droits au chômage devraient être étendus à ceux qui se retrouvent actuellement sans emploi et elle s’inquiète de voir certains travailleurs saisonniers chercher du travail ailleurs, comme en Crète.

Les travaux de construction et de rénovation sont autorisés à Santorin, sauf dans la caldeira, où une interdiction est en vigueur. Les habitants soulèvent la question de la construction incontrôlée sur les falaises de l’île où, sous la responsabilité de l’État, *“on construit sur les pentes abruptes jusqu’à ce qu’on trouve les fondations de la maison voisine et on y installe des piscines”*. Ici et là, des rubans interdisent désormais l’accès à certaines zones, des outils de chantier ont été abandonnés après la suspension des travaux.

Mais au fond la vie continue. Chaque matin, Giorgis Pothitos s’occupe de ses mules. Il est né en 1956, l’année du grand tremblement de terre qui a fait des dizaines de victimes à Santorin. Mais aujourd’hui il pense davantage à ne pas laisser son champ sans arrosage. La pénurie d’eau semble être sa seule préoccupation, pas les tremblements de terre. *“Il ne pleut pas et c’est de ça dont il faut avoir peur”, dit-il.*

—Ioannis Papadopoulos,

publié le 17 février

SOURCE

I KATHIMERINI

Athènes, Grèce

Quotidien

kathimerini.gr

Fondé en 1919, “Le Quotidien” est une référence parmi les médias grecs pour sa couverture de la politique nationale et internationale. Conservateur et de centre droit, il est proche du parti de la Nouvelle Démocratie.

I Kathimerini, qui a un partenariat avec The New York Times, dispose d’une version en anglais.

Contexte

“Aucune certitude” devant un phénomène rarissime

●●● La terre tremble, et les jambes avec. Entre le 26 janvier et le 14 février, plus de 19 200 séismes ont été enregistrés au large de Santorin, selon le laboratoire de sismologie de l’université d’Athènes.

“La prudence exprimée par les sismologues est évidente, car la seule chose certaine est qu’il n’y a aucune certitude sur la manière dont évoluera l’activité sismique qui ‘secoue’ les îles des Cyclades”, rapporte le média en ligne Lifo. Il est “extrêmement rare d’avoir un si grand nombre de tremblements de terre d’une magnitude supérieure à 4”, explique le docteur Vassilis Karastathis, directeur adjoint de l’Institut géodynamique d’Athènes. Les secousses résultent d’une activité

tectonique, car “il existe des failles de petite et de grande taille dans la région, dont certaines pourraient être le théâtre d’un tremblement de terre encore plus puissant que ceux qui se sont produits jusqu’à présent”, prévient le site grec d’information. Cette activité sismique doit être dissociée de l’activité du volcan sous-marin Kolumbo, situé à 6,5 kilomètres au nord-est de l’île, et qui cause une forte inquiétude. *“D’après les données dont nous disposons, précise Costas Papazachos, président du conseil d’administration de l’Institut d’études et de surveillance des volcans de Santorin, la sismicité que connaît Santorin ces derniers jours ne se situe pas à Kolumbo mais plus au nord-est, sur les failles du bassin d’Anydros.”*

“ELLES SONT INOUBLIABLES”

LES FILLES DU NIL

« قعْدَتْ عَيْنَاهُنْ »

UN FILM DE NADA RIYADH ET AYMAN EL AMIR

AU CINÉMA LE 5 MARS

Le Monde | Télérama | Courrier International | louie | DULAC DISTRIBUTION



Israël. "Gaza est à nous!": les colons en ébullition

Fondée par Daniella Weiss, pionnière du mouvement de colonisation israélienne en Cisjordanie, l'organisation Nachala continue d'exhorter les jeunes Juifs à s'emparer des terres palestiniennes. Et mise désormais sur une relance de la guerre pour concrétiser ce "projet divin".

—+972 Magazine, extraits

Daniella Weiss, 79 ans, descend de son SUV blanc, garé sur le parking de la gare de Sderot, à trois kilomètres à peine de la frontière gazaouie. Nous sommes le 26 décembre, au deuxième soir de Hanoukka, et depuis plusieurs semaines Nachala, l'association de colons juifs qu'elle dirige, communique tous azimuts sur sa "procession" festive vers Gaza. Avec cet événement, l'organisation d'extrême droite pousse encore un peu plus loin sa mobilisation pour la recolonisation de la bande de Gaza. À défaut de pouvoir pénétrer dans l'enclave, ils tenteront de s'en approcher le plus possible.

Un groupe d'adolescentes, jupe jusqu'aux chevilles, se précipite pour prendre des selfies avec la septuagénaire, sanctionnée en juin dernier par le gouvernement canadien pour ses actions violentes contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée. Quelques mètres plus loin, une bande d'étudiants d'une yeshiva de Sderot scande "Am Yisrael Chai", "le peuple d'Israël est vivant", un vieux slogan devenu le mantra des nationalistes. Tout au fond du parking, deux conteneurs (ou "caravanes", comme les appellent les colons) frappés de l'inscription "Gaza est à nous pour toujours!" trônent sur des camions, apparemment prêts à rouler vers l'enclave dévastée.

"Nous allons guider la procession vers une colline en surplomb de Gaza", explique Daniella Weiss. "Espérons que la police nous laissera y accéder, ajoute-t-elle, un sourire aux lèvres. On finit toujours par y arriver de toute façon."

Animée par la flamme du fondamentalisme, Daniella Weiss ne fait pas son âge. Elle est l'une des dernières représentantes encore en vie de la première génération du mouvement des colons, et a été un temps secrétaire générale du Goush Emounim (le "Bloc des fidèles"), mouvement messianique fondamentaliste et nationaliste né au début des années 1970, moteur de la colonisation en

Cisjordanie occupée. À l'aube de la cinquantaine, la plupart de ses camarades ont troqué le militantisme contre une vie bourgeoise dans le confort des colonies, ou ont renoncé au terrorisme et au sabotage pour se lancer dans une carrière politique ou médiatique. Mais pas elle.

Hormis une brève incursion en politique, à la mairie de Kedoumim, colonie ultrafondamentaliste installée

près de Naplouse, Daniella Weiss n'a jamais quitté les collines de Cisjordanie occupée, où elle exhorte les jeunes Juifs israéliens à s'emparer des terres.

En 2005, elle a cofondé Nachala avec un autre cadre parmi les plus radicaux du Goush Emounim, Moshe Levinger, originaire de Kiryat Arba, colonie tristement célèbre* implantée près d'Hébron. Ils espéraient alors entretenir la flamme du mouvement colonial. Vingt ans plus tard, elle est devenue une sorte de gourou pour les jeunes colons extrémistes. Elle leur apprend à bâtir des colonies clandestines et leur enseigne l'art de la résistance – plus ou moins passive – contre la moindre tentative de réglementation de la part du gouvernement israélien.

Combats. Après les attaques du 7 Octobre, Daniella Weiss et ses compagnons ont presque immédiatement résolu de s'emparer de Gaza. Ils se sont mobilisés de plus belle pour rebâtir des colonies juives dans l'enclave, affichant haut et fort leurs ambitions – ils savaient qu'ils pouvaient compter sur le soutien actif d'une partie du gouvernement. En décembre dernier, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, affirmait ainsi à la radio publique israélienne : "Nous devons occuper Gaza, maintenir une présence militaire sur place et établir des colonies."

Ce n'était pas la première fois que le président du Parti sioniste religieux [extrême droite], et gouverneur de Cisjordanie occupée, tenait ce genre de propos. Beaucoup, dans son camp, souhaitaient d'ailleurs une poursuite des combats, dans l'idée que plus Israël continuerait à maltraiter Gaza, plus les colons auraient de chances de réussir à y installer un embryon de colonie.

Et si le cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier a freiné les colons dans leur élan, il n'a en rien bridé leurs ambitions. Car cet accord est dangereusement précaire. Rien ne dit qu'il tiendra au-delà des six semaines initialement prévues [jusqu'à la fin de février], qui

n'impliquent d'ailleurs qu'un retrait partiel de l'armée israélienne.

Les colons, eux, continuent

à défendre leur projet de recolonisation de la bande de Gaza et d'expulsion des Palestiniens. Ils espèrent l'échec du cessez-le-feu et ne s'en cachent pas, les plus extrêmes restant campés à deux pas de la barrière qui ceint l'enclave. Si l'accord venait à prendre fin et que l'État hébreu redéployait massivement ses soldats à Gaza, les colons seraient alors prêts à relancer leur propre offensive, plus déterminés que jamais à planter de nouvelles colonies. Et ils rencontreraient hélas bien peu d'obstacles.

Au début des années 2000, après trente ans d'occupation israélienne, près de 9000 Israéliens vivaient dans la bande de Gaza, répartis dans 21 colonies. Dix-sept d'entre elles étaient situées dans une zone que les Israéliens appellent "Goush Katif", sur la côte sud de l'enclave, et empêchaient les habitants de Khan Younès et de Rafah d'accéder à la Méditerranée.

En 2005, l'État hébreu décide de démanteler l'ensemble des colo-

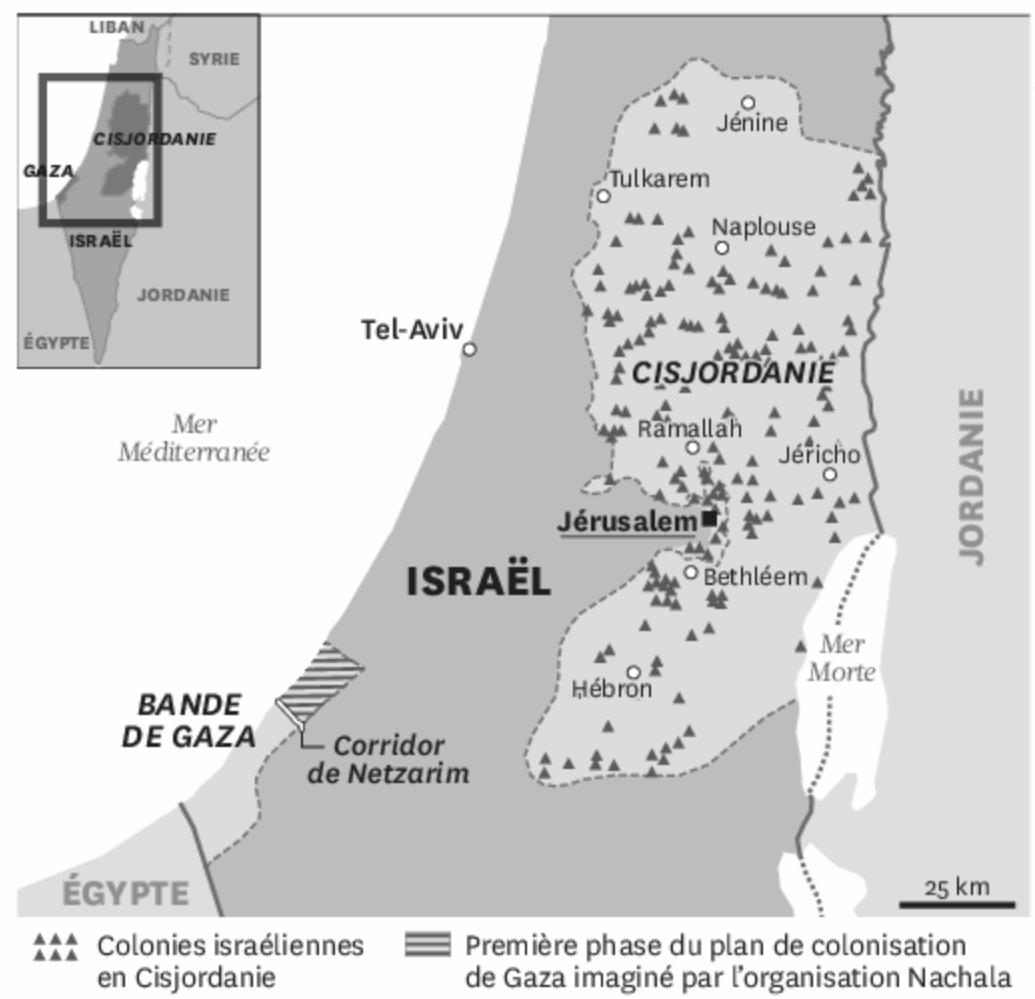
"D'ici à l'été prochain, nous serons dans notre nouvelle maison [à Gaza]."

UNE FEMME
ORIGinaire D'ASHKELON

nies installées à Gaza – c'est la période dite du "désengagement". Le Premier ministre de l'époque, Ariel Sharon, espère ainsi prouver à la communauté internationale la détermination d'Israël à faire les compromis nécessaires pour parvenir à un accord de paix avec les Palestiniens. Mais pour les membres de la droite religieuse et nationaliste, ce retrait territorial est intolérable. Depuis 2005, ils dénoncent une "injustice historique" qu'il convient de réparer.

Alors, lorsque l'armée israélienne a envahi la bande de Gaza à la fin du mois d'octobre 2023, ces extrémistes y ont vu une chance à ne pas manquer. Certains soldats se sont mis à partager des vidéos dans lesquelles ils faisaient le voeu de rentrer dans le Goush Katif et de recoloniser Gaza. Ils plantaient au milieu des décombres le drapeau orange devenu l'emblème de la lutte contre le désengagement, déployaient des banderoles annonçant l'installation prochaine de nouvelles colonies, et fixaient des mezouzas [objets de culte juif]





serons dans notre nouvelle maison [à Gaza], assure-t-elle. C'est la volonté de Dieu."

Avant-postes. S'ils aiment voir une intervention divine dans l'accélération de leur projet de retour à Gaza, les colons ont reçu une aide considérable de la part d'intervenants bien moins célestes. Avant l'adoption du cessez-le-feu, les troupes israéliennes avaient construit un vaste réseau d'infrastructures destiné à faciliter l'occupation de l'enclave.

Dans le corridor de Netzarim – une route de 7 kilomètres de longueur qui coupe la bande de Gaza [d'est en ouest] –, l'armée a installé plus d'une dizaine d'avant-postes et de bases militaires, équipés de climatiseurs, de douches, de cuisines et de synagogues. À cela viennent s'ajouter les nouveaux checkpoints aménagés un peu partout dans Gaza. Et, bien que ces installations aient apparemment été démantelées lors du retrait des troupes [du corridor] de Netzarim, elles pourraient renaître aussi vite qu'elles ont disparu.

Cette femme, originaire d'Ashkelon, à 19 kilomètres au nord de la bande de Gaza, est tellement persuadée de la réussite prochaine de leur projet qu'elle n'a pas renouvelé le bail de son logement pour l'année à venir. "D'ici à l'été prochain, nous

"Souhaitez-vous rejoindre notre colonie?" propose une femme à la tête couverte d'un foulard orange, un pendentif représentant le Troisième Temple de Jérusalem pendu à son cou. Elle vend des tee-shirts, des serviettes, des drapeaux pour voiture, et même des grenouillères ornées du slogan "*Gaza appartient à l'État d'Israël!*". Les recettes serviront à financer les actions de sa colonie.

Pour Daniella Weiss, la destruction de la bande de Gaza

marque une avancée prometteuse vers l'aboutissement de ce projet divin. "C'est un véritable miracle que nous sommes en train de vivre, se félicite-t-elle, avant de comparer leur cause à une guerre sainte. *Dans un an, le peuple d'Israël sera de retour à Gaza.*"

Bien que Benyamin Nétanyahou qualifie régulièrement la recolonisation de Gaza d'"irréaliste", ce projet bénéficie de nombreux soutiens au sein de son propre parti, le Likoud, et du gouvernement de coalition. Et la réélection de Donald Trump n'a fait que renforcer les ambitions déjà démesurées des colons. Ce 26 décembre, à Sderot, bon nombre de participants semblent penser qu'avec Trump à la Maison-Blanche, leur mouvement et l'extrême droite en général auront désormais une plus grande marge de manœuvre.

Planté devant une banderole annonçant la construction de "New Gaza" – une ville 100 % juive bâtie sur les ruines de l'actuelle ville de Gaza –, un certain Yaakov expose avec enthousiasme comment un avenir autrefois inconcevable lui paraît désormais possible. "Nous allons raser Gaza et reconstruire une ville par-dessus. Il y a encore six mois, je vous aurais dit que c'était complètement insensé."

Mais quelques heures à peine après son investiture, Donald Trump a levé les sanctions imposées par son prédécesseur à plusieurs membres et institutions emblématiques du mouvement colonial, notamment Amana, sa branche immobilière et son lobby, dirigée depuis 1989 par Ze'ev Hever, ancien membre du réseau terroriste Jewish Underground.

Puis le milliardaire a pris tout le monde de court avec son projet de nettoyage ethnique de la bande de Gaza, dont il veut s'emparer après en avoir chassé tous les Palestiniens. L'extrême droite israélienne – et même une bonne partie du centre – ont accueilli ces déclarations avec un enthousiasme non dissimulé. "À supposer que l'annonce de Trump sur le transfert des Gazaouis soit suivie d'actions, nous [devrons] nous dépêcher d'installer des colonies dans le moindre recoin de la bande de Gaza", déclarait Daniella Weiss le 5 février.

Malgré le poids acquis par les colons au sein de la classe politique – et leur influence sur le sort des Palestiniens –, la majeure partie des Israéliens n'a jamais défendu la recolonisation de Gaza (plus de la moitié y seraient même opposés, d'après un récent sondage). Mais la droite coloniale

Plus de la moitié des Israéliens seraient opposés à la recolonisation de l'enclave.

n'a jamais puisé ses forces dans le soutien du grand public, bien au contraire. Les colons forment aujourd'hui un lobby qui a su apprendre à faire pression sur le Likoud, tout en transformant ses propres responsables politiques en faiseurs de rois au Parlement. En Cisjordanie – modèle que les colons espèrent reproduire à Gaza –, l'occupation repose autant sur les initiatives apparemment autonomes des colons que sur les politiques officielles d'urbanisme.

Et si le départ des soldats israéliens, dont la plupart ont quitté le cœur de l'enclave, a mis un coup de frein aux projets de recolonisation, qui ont désormais peu de chances d'aboutir prochainement, Daniella Weiss et ses camarades n'ont pas tort de penser que le temps joue en leur faveur. Les colons l'ont souvent répété : c'est un pari sur l'avenir.

"À l'heure actuelle, explique-t-elle, il y a 330 colonies en Judée-Samarie, terme biblique utilisé par les colons pour désigner la Cisjordanie. Et près d'un million de Juifs vivent de l'autre côté de la ligne verte. Tout cela ne s'est pas fait en un jour ni sans difficultés."

—**Joshua Leifer,**
publié le 11 février

* En 1994, un colon de Kiryat Arba, Baruch Goldstein, a abattu 29 Palestiniens et en a blessé 125 autres dans ce qu'on appelle aujourd'hui le "massacre du tombeau des Patriarches".



REPORTAGE

sur les chambranles des portes des maisons palestiniennes en ruine.

Après les attaques du 7 Octobre, tandis que la plupart des Israéliens sombraient dans la douleur, les chefs de file des colons entraient dans une phase de frénésie qui depuis va crescendo. Une "période miraculeuse", selon Orit Strook, ministre issue du Parti sioniste religieux. Portée par cet élan, l'organisation Nachala a multiplié les événements afin de mobiliser ses partisans.

Ce 26 décembre, pour les festivités de Hanoukka organisées dans le parking de Sderot, la foule est relativement peu nombreuse, mais l'atmosphère n'en est pas moins bouillonnante.

Cette femme, originaire d'Ashkelon, à 19 kilomètres au nord de la bande de Gaza, est tellement persuadée de la réussite prochaine de leur projet qu'elle n'a pas renouvelé le bail de son logement pour l'année à venir. "D'ici à l'été prochain, nous

En Cisjordanie, le "transfert" a déjà commencé

●●● Dimanche 23 février, Israël Katz, le ministre (Likoud, droite nationaliste) de la Défense, a publiquement énoncé l'objectif de l'opération menée par l'armée israélienne dans le nord de la Cisjordanie : expulser les habitants des camps de réfugiés. "Dans la bande de Gaza, le gouvernement Nétanyahou rêve d'un 'transfert' de la population palestinienne, mais c'est en Cisjordanie que ce plan est à l'œuvre, dans l'indifférence générale", estime le quotidien de gauche libérale **Ha'aretz**. Israël Katz

a en effet ordonné que les 40000 Palestiniens expulsés des camps de Jénine, de Tulkarem et de Nour Shams, dans le cadre des affrontements entre Tsahal et des groupes armés palestiniens, ne soient pas autorisés à revenir "avant au moins un an".

Après la tentative d'attentat contre trois bus dans la banlieue de Tel-Aviv dans la nuit du 20 février, Tsahal a fait entrer ses chars dans ces trois camps et accéléré le processus d'expulsion de réfugiés palestiniens,

une première depuis le déclenchement de l'opération Homat Magen ("Rempart") en avril 2002, durant la seconde Intifada. Ce que confirme Amir Ben-David dans **Zman Yisrael** (centre) : "La campagne menée par les dirigeants des colons d'extrême droite [...], qui réclament cette mesure depuis plus d'un an et multiplient les agressions contre les civils palestiniens de Cisjordanie, est en train de porter ses fruits. Les colons ont réussi à transformer la Cisjordanie en zone de guerre totale. La Cisjordanie brûle."

SOURCE

+972 MAGAZINE

972mag.com

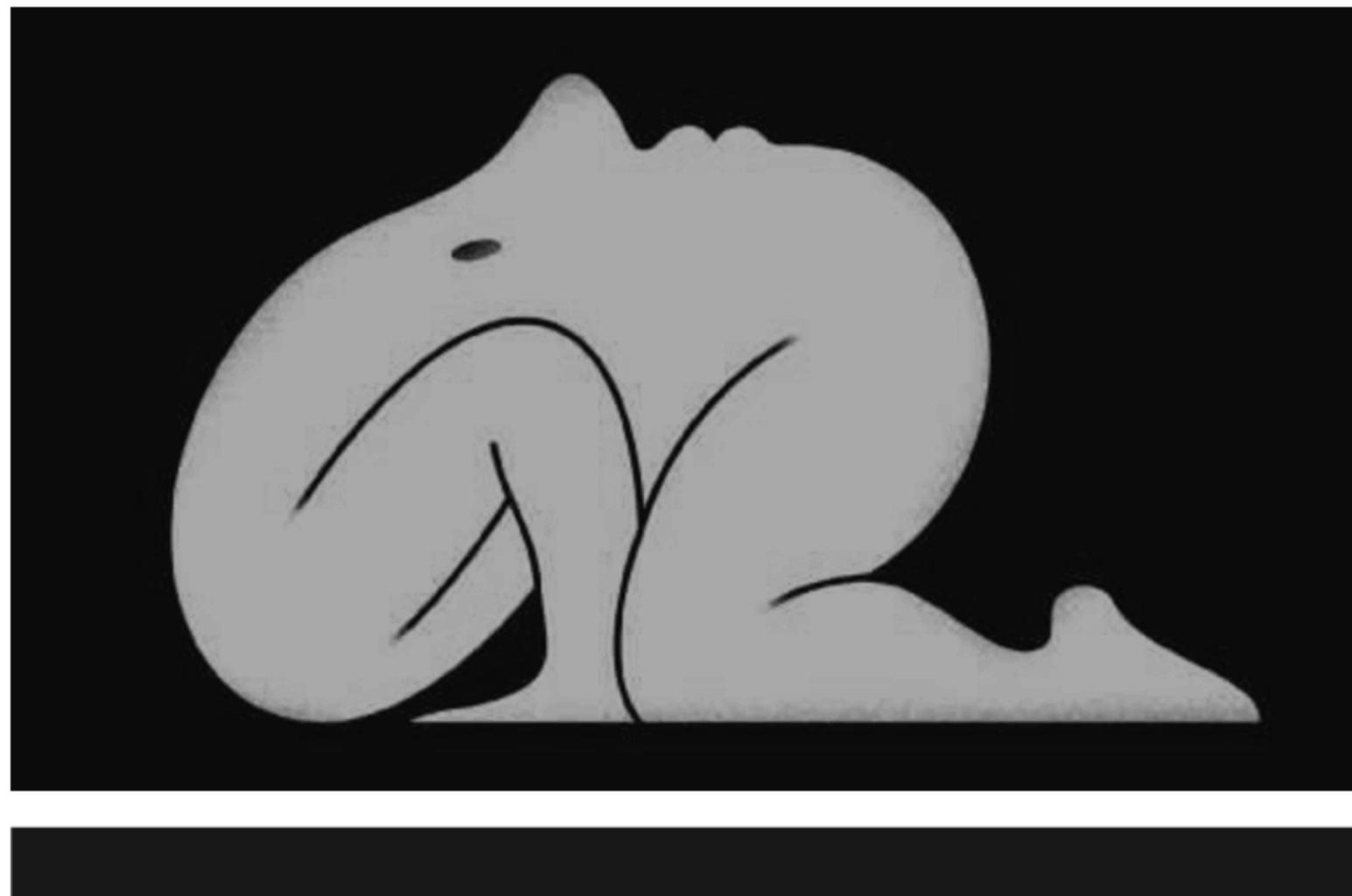
Ce site web a été lancé en 2010 par un groupe de journalistes, de blogueurs et de photographes israéliens, palestiniens et nord-américains. Leur objectif est de couvrir de manière inédite les événements qui ont lieu en Israël et dans les Territoires occupés. Le nom du collectif est inspiré du code téléphonique commun à Israël et aux Territoires palestiniens.



afrique

Sénégal. Despotiques normes esthétiques

À coups de pilules suspectes et d'opérations périlleuses, des hommes et, surtout, des femmes risquent leur santé pour se plier à des canons de beauté illusoires.



—Le Quotidien,
extraits (Dakar)

L'actualité au Sénégal a été marquée par une affaire qui en dit long sur nos sociétés : le démantèlement d'un réseau de vente de suppositoires censés augmenter le volume des fesses. Alima Sow, plus connue sous le nom d'"Alima Suppo", la fabricante de ces produits cosmétiques, ainsi que ses acolytes ont tous été déférés devant le parquet le mercredi 29 janvier. Si je salue l'intervention des autorités pour mettre fin à cette pratique dangereuse, je ne peux m'empêcher de voir une forme d'injustice. Pendant que j'écrivais ces lignes, une publicité défilait sur une chaîne de télévision nationale : un tradipraticien vantait des produits miraculeux censés tout soigner – diabète, hypertension, stérilité, impuissance sexuelle, infections... Ces comprimés noirs, soigneusement emballés dans une boîte anodine, sont vendus librement et promus en toute impunité. Alors,

pourquoi arrêter Alima et laisser prospérer ces autres pratiques, qui ont probablement les mêmes conséquences désastreuses sur la vie des Sénégalais ?

Trop "naturel". Si on me dit que c'est le début d'une vaste opération pour régulariser et garantir la sécurité de ce que nous consommons, j'applaudis. Mais je ne peux m'empêcher de m'interroger en voyant les réactions sur la Toile après la descente de la police. Les clients d'hier sont aujourd'hui ceux qui dénoncent les méfaits de ces produits. Plus

personne ne veut être vu comme consommateur ou consommatrice. Pourtant, ce commerce a prospéré, attirant de nombreuses femmes persuadées qu'elles ne seront jamais assez belles si elles ne modifient pas leur apparence.

L'engouement pour la chirurgie esthétique et pour les procédures comme le *Brazilian butt lift* [injections localisées de graisse prélevée par liposuccion pour augmenter le volume des fesses sans

implants en silicone] témoigne de l'ampleur de cette quête du corps façonné selon des injonctions masculines et marchandes. Mais ce sont les plus précaires qui en subissent les pires conséquences. Si le *Brazilian butt lift* est une opération risquée, il est au moins pratiqué par des professionnels de santé, même si cela ne garantit pas toujours la sécurité. En revanche, les boulettes vendues au marché Zing [ou Zinc, marché de Dakar], là où poissons, tissus et légumes s'en-tremblent, sont distribuées par des personnes sans qualification. Pourtant, celles qui choisissent la chirurgie et celles qui consomment ces boulettes obéissent aux mêmes pressions sociales.

Dans notre société, le corps des femmes est une marchandise, un chantier ouvert à toutes les critiques et à toutes les modifications. Il est toujours trop ceci ou pas assez cela. Trop gros, trop mince, trop noir, trop vieux, trop "naturel". Les femmes sont façonnées par des standards imposés par les industries de la mode, de la cosmétique et, aujourd'hui,

des réseaux sociaux. Ces normes, souvent hypersexualisées, dévalorisent les corps qui ne rentrent pas dans le moule et font de l'apparence un critère de réussite sociale.

Nous vivons dans un paradoxe absurde : nous sommes une population noire, mais avoir la peau claire est devenu un sésame implicite pour être valorisée. Résultat : des milliers de femmes se blanchissent la peau, détruisant leur mélanine – leur seule barrière naturelle contre le soleil – pour correspondre à des critères de beauté qui les éloignent d'elles-mêmes. Ce phénomène n'est pas une simple tendance, c'est une violence institutionnalisée.

Clics. Les hommes, eux aussi, subissent une pression croissante pour incarner une virilité fantasmée, qui passe par un corps musclé, une puissance sexuelle exacerbée et une domination physique et sociale.

Les plateformes comme TikTok, Instagram et Snapchat n'ont fait qu'intensifier cette obsession pour le corps parfait. Les influenceurs, ou plutôt les marchands d'illusions, proposent des solutions rapides et bon marché, souvent sans avertir des dangers. Mais ces plateformes ne se contentent pas d'influencer : elles façonnent nos perceptions de nous-mêmes, normalisent des standards de beauté inaccessibles et facilitent la promotion de ces produits toxiques. De la commande à la livraison, tout se fait en quelques clics. Plus besoin de sortir de chez soi pour s'empoisonner lentement.

Qui est responsable ? Les plateformes qui laissent ces contenus proliférer ? Les influenceurs qui capitalisent sur nos insécurités ? Ou la société qui glorifie ces transformations et criminalise celles qui ne peuvent pas accéder aux alternatives "haut de gamme" ?

Ces produits prétendent miraculeux cachent en réalité des dangers bien réels : infections graves, perturbations hormonales, risques de cancer, dépendance psychologique... Des études ont montré que l'usage de produits éclaircissants contenant de l'hydroquinone ou des cortico-stéroïdes [peut entraîner] de l'insuffisance rénale, des brûlures cutanées et le cancer de la peau. Le *Brazilian butt lift*, bien que

✓ Dessin de Falco, Cuba.

médicalement encadré, présente un taux de mortalité alarmant. L'utilisation excessive d'aphrodisiaques, largement promue sur les marchés et dans les médias, peut causer des troubles cardiovasculaires, des dysfonctionnements érectiles chroniques et même des problèmes rénaux graves. Ces produits, souvent fabriqués sans aucun contrôle sanitaire, mettent en péril la santé reproductive masculine.

La loi sénégalaise est pourtant claire : seuls les professionnels de santé habilités peuvent prescrire ou vendre des médicaments, et ces derniers doivent être obtenus exclusivement en pharmacie. Mais alors, pourquoi ces pratiques persistent-elles malgré un cadre légal strict ? Parce que ces normes sont ancrées dans une société qui ne laisse pas aux femmes le droit d'exister autrement qu'en fonction de leur apparence.

L'État doit prendre ses responsabilités, mais nous devons aussi,

Les marchands d'illusions proposent des solutions rapides et bon marché, sans avertir des dangers.

en tant que société, remettre en question ces diktats qui asservissent nos corps. Il ne s'agit pas seulement d'interdire ces pratiques, mais de transformer en profondeur la manière dont nous percevons la valeur et la beauté des femmes. Cette responsabilité incombe à toutes et tous. Il ne s'agit pas seulement de pointer du doigt les industries qui exploitent nos insécurités, mais aussi de questionner notre propre rôle dans cette perpétuation.

Chaque fois que nous glorifions un standard inatteignable, que nous relayons une publicité毒ique ou que nous restons silencieux face aux injonctions oppressives, nous participons à ce système destructeur. Il est temps de refuser cette logique, de promouvoir des représentations diverses et de valoriser la pluralité des corps. Le changement ne viendra pas d'en haut, il commence avec nous, dans nos choix quotidiens, nos discours et notre engagement à ne plus laisser ces normes dicter nos vies.

—Fatou Warkha Sambe,
publié le 3 février



OPINION



États-Unis. Les œufs flambent, la crise couve

L'épidémie de grippe aviaire qui décime les volailles américaines fait grimper le prix des œufs, un symbole fort sur le plan politique. Et sa propagation aux humains n'est pas exclue. Le gouvernement Trump saura-t-il gérer ce risque ?



CAGLE CARTOONS

—The Economist,
extraits (Londres)

Les restaurants de la chaîne [américaine] Waffle House sont comme des phares dans la tempête. Leur obstination à rester ouverts contre vents et marées en a fait un indicateur dont l'Agence fédérale de gestion des urgences (Fema) se sert pour évaluer la sévérité des catastrophes naturelles. Et pourtant, le 3 février, la célèbre enseigne a tremblé, annonçant une augmentation de 50 cents par œuf en raison de la grippe aviaire. L'onde de choc est généralisée : une douzaine d'œufs coûte désormais plus de 7 dollars [6,68 euros] en moyenne, soit une hausse de 140 % en un an. Ce qui n'empêche pas les rayons des supermarchés d'être dévalisés.

Apparue dans des élevages de dinde en février 2022, la grippe aviaire a déjà provoqué la mort

de 150 millions de volailles, dont 41 millions pour les seuls mois de décembre et janvier. La maladie s'est propagée aux vaches laitières et a infecté au moins 67 personnes, la plupart employées dans des laiteries. Une première mort humaine a été enregistrée en janvier. Aucune contamination entre humains n'ayant été signalée, les spécialistes estiment néanmoins que la maladie ne représente pour l'heure pas un danger pour les êtres humains.

Réponse hésitante. Elle n'en constitue pas moins un risque politique et économique. Le ministère de l'Agriculture américain a déjà dépensé plus de 2 milliards de dollars pour tenter d'en limiter la propagation. Le coût pour les consommateurs s'annonce bien plus élevé. Or, politiquement, le prix des œufs est un symbole fort. En septembre, J. D. Vance, alors candidat à la

vice-présidence, en soulignait la récente explosion, affirmant que les œufs étaient devenus beaucoup plus chers “à cause de la politique inflationniste de Kamala Harris”. Il n'a pas entièrement tort de dénoncer la responsabilité du gouvernement : la réponse de la Maison-Blanche à la grippe aviaire a été hésitante.

De nombreux pays vaccinent leurs élevages de volaille contre cette maladie. C'est le cas du Mexique, qui est largement épargné par l'actuelle épizootie. Aux États-Unis, un vaccin est disponible mais il n'a pas été utilisé, probablement en raison du coût et du risque sur les exportations. Bon nombre d'accords commerciaux bloquent en effet l'importation de volailles vaccinées, car elles peuvent être porteuses de la maladie sans en avoir les symptômes. Pendant ce temps, la hausse du prix des œufs profite aux producteurs dont les élevages

sont sains, tandis que les autres reçoivent des compensations pour les bêtes qui doivent être abattues.

Contrairement aux volailles, les vaches se remettent généralement de la grippe aviaire. Mais l'apparition de la maladie dans les élevages bovins accroît le risque d'une mutation du virus, susceptible d'infecter l'humain. [Des chats aussi sont infectés, rap-

L'apparition de la maladie dans les élevages bovins accroît le risque d'une mutation du virus.

porte *The Wall Street Journal*.] Il est alors crucial de procéder à des dépistages pour suivre l'évolution et la propagation de la maladie.

Les vétérinaires ont signalé des cas de vaches malades au Texas à partir de décembre 2023, et l'épidémie a officiellement été déclarée chez les bovins en mars 2024. Des dépistages locaux auraient pu être lancés à ce moment-là, explique Fred Gingrich, de l'Association américaine de vétérinaires spécialisés en bovins, “mais personne ne s'est porté volontaire et personne ne savait vraiment qui en avait le droit”. C'est seulement à la fin du mois d'avril [2024] que le ministère de l'Agriculture a imposé un dépistage pour les vaches passant d'un État à un autre. À ce stade, l'épidémie s'était déjà propagée à sept autres États. Un dispositif national d'analyse des cuves à lait a été instauré il y a seulement deux mois. “C'est vraiment très frustrant, mentalement et émotionnellement”, conclut le vétérinaire Fred Gingrich.

Le gouvernement de Donald Trump s'empare de la gestion de la crise à un moment critique : non seulement le prix des œufs a flambé, mais un nouveau variant de la grippe aviaire a été détecté dans des troupeaux du Nevada. Gerald Parker est pressenti pour prendre la tête du bureau de la Maison-Blanche qui gère les pandémies et les épizooties. Le choix de Parker, un vétérinaire qui a travaillé pour des gouvernements tant démocrates que républicains, serait un signal fort indiquant que la menace est prise très au sérieux. Lors de son audition au Congrès, Brooke Rollins, le choix de Trump pour être ministre de l'Agriculture, avait déclaré que

✓ À gauche : œufs de Fabergé. À droite : œufs de poule (prix à la douzaine). Dessin de Joe Heller, États-Unis.

la grippe aviaire serait “l'une de [ses] priorités majeures”.

Jusqu'à présent, Trump a privilégié la continuité en matière de politique agricole. Mais, en matière de surveillance épidémiologique, certains chamboulements sont intervenus, qui risquent d'aggraver la situation. Trump a suspendu les communications entre les agences et les organisations non gouvernementales. Si des formes de coopération ont repris, des réunions scientifiques ont été annulées et une étude très attendue sur les vétérinaires contaminés sans le savoir n'a pas été publiée. “C'est regrettable, constate Jennifer Nuzzo, directrice du Centre de pandémie de l'université Brown. C'est maintenant que nous avons besoin de données au plus vite.”

Baguette magique. En ce qui concerne le prix des œufs, il est difficile de prendre des mesures, et le ministère de l'Agriculture s'attend à ce qu'il grimpe encore. Il faut beaucoup de temps aux agriculteurs pour se relever d'une épidémie de grippe aviaire. Les poules doivent être abattues, les élevages désinfectés, la procédure doit ensuite être validée par les autorités fédérales et celles de l'État, et il faut repartir de zéro avec de nouveaux poulets. Le tout prend au moins six mois.

Mais d'autres aspects des épizooties peuvent être mieux maîtrisés, notamment pour ce qui est de réduire le risque pour la santé des humains et des bovins. “Si j'avais une baguette magique, je ferais tester les élevages laitiers et aviaires tous les mois” pour dépister les nouveaux cas, explique Keith Poulsen, vétérinaire spécialisé des épizooties à l'université du Wisconsin à Madison.

La nouvelle administration aura sans doute plus de poids que celle de Biden pour convaincre les éleveurs rétifs à toute réglementation fédérale de participer à des programmes de dépistage. Mais une chose sera plus compliquée à surveiller : les cas de contamination humaine. De nombreux employés des élevages sont des migrants clandestins, et ces derniers vont sans doute éviter de se faire tester, surtout depuis que le gouvernement Trump a annoncé la mise en place de contrôles anti-immigration dans les hôpitaux.—

Publié le 10 février

DIPLOMATIE

Trump montre les crocs, mais à quel prix?

Washington se fourvoie en s'inspirant des "loups guerriers" chinois, ces diplomates au ton belliqueux. Cette approche s'est révélée dommageable à Pékin.

—The Washington Post,
extraits (Washington)

Il y a un peu plus de cinq ans, alors que l'on débattait de la politique étrangère chinoise, une étrange expression a fait son apparition. Certains membres du corps diplomatique de Pékin avaient commencé à adopter une approche différente de leur mission, ils ripostaient à toute critique de la Chine dans toutes les rencontres publiques, et plus particulièrement sur les réseaux sociaux. Leurs sarcasmes et leur colère étaient la preuve que la puissance asiatique, plus sûre d'elle, brûlait de s'imposer dans l'arène internationale et ne tolérait plus autant les discours moralisateurs de l'Occident.

Ces diplomates avaient été surnommés les "loups guerriers", une expression issue des superproductions du cinéma chinois mettant en scène de courageux soldats des forces chinoises de maintien de la paix qui, affectés dans des pays lointains, parvenaient à sauver le monde en dépit des machinations des perfides Occidentaux.

Arrogance. "Un des éléments clés de la diplomatie des 'loups guerriers' résidait dans la distinction entre 'eux' et 'nous'", a écrit le politologue Tyler Jost dans un essai paru l'an dernier dans la revue de politique étrangère *Foreign Affairs*. "Les diplomates chinois présentaient les responsables étrangers comme des hypocrites dépourvus de vertu ou irrationalistes, comparés aux dirigeants chinois, qui faisaient preuve de constance, de droiture et de bon sens", y soulignait-il. "En juin 2021, par exemple, l'ambassadeur de Chine en France a déclaré qu'il était 'honoré' d'être considéré comme un 'loup guerrier',

expliquant que les diplomates de ce genre ne faisaient que défendre la Chine contre les 'chiens enragés' qui critiquaient la Chine à l'étranger."

Il est arrivé que des diplomates chinois houssillent les gouvernements de pays plus petits, démontrant l'arrogance grandissante

"L'image des États-Unis a évolué de libérateur à propriétaire qui vient réclamer son loyer."

Ng Eng Hen, MINISTRE DE LA DÉFENSE DE SINGAPOUR

d'une superpuissance en gestation. Ou que des diplomates de rang intermédiaire s'en prennent ostensiblement à l'Occident, comme quand l'adjoint de l'ambassadeur de Chine au Pakistan s'est retrouvé impliqué dans un vif échange de vues sur Twitter au sujet de la violence par armes à feu et du racisme aux États-Unis.

Or cette diplomatie n'était pas efficace. Ailleurs qu'en Chine, l'expression "loup guerrier" a pris des connotations péjoratives, et

le comportement de ces émissaires querelleurs avait surtout pour effet de rappeler au reste du monde le

caractère implacable du régime autoritaire le plus puissant de la planète.

Cette tendance belliqueuse a paru se dissiper quand Pékin s'est efforcé de tourner la page dans le sillage de la pandémie de Covid-19, bien que les plus en vue des "loups guerriers" occupent toujours des postes importants.

C'est désormais au tour des États-Unis de montrer les dents. À l'intérieur du pays, les alliés du président Donald Trump détruisent le gouvernement fédéral à un rythme ahurissant, tandis qu'à l'étranger son administration procède à un changement de cap dramatique dans sa façon d'user de son influence diplomatique : elle impose des coupes budgétaires qui fragilisent les piliers du système humanitaire international tout en remettant en question l'engagement de Washington envers ses alliés traditionnels.

Pour Trump et son équipe, ces décisions agressives – dont la menace de guerre commerciale contre ses voisins et la volonté apparente de contourner l'Europe dans les négociations avec la Russie sur la guerre en Ukraine – font partie d'un rééquilibrage nécessaire du système international. Un peu comme les "loups guerriers" chinois, qui regimbaient face à ce qu'ils considéraient comme un complot visant à saper l'influence de Pékin, ils sont convaincus que les États-Unis ont été injustement maltraités par d'autres puissances et qu'ils sont en droit de

réclamer ce qu'ils estiment être à leur avantage.

Les "loups guerriers" de Trump nous rappellent avec brutalité que le nouveau gouvernement américain a un penchant radicalement idéologique. Le 14 janvier, lors de son discours à la Conférence sur la sécurité de Munich, le vice-président, J. D. Vance, a accusé l'establishment libéral européen de constituer une menace politique plus grave que la Russie et la Chine. Son auditoire a, pour l'essentiel, interprété ses déclarations comme un clin d'œil adressé à sa base extrémiste aux États-Unis et sur les réseaux sociaux, et à ses alliés d'extrême droite sur le Vieux Continent. C'était "un discours fasciste, antieuropéen", a commenté un diplomate.

Court terme. Lors d'une intervention à Munich, Ng Eng Hen, ministre de la Défense de Singapour, a laissé entendre que, sous Trump, les États-Unis pourraient perdre leur "légitimité morale" en Asie. La volonté de Trump d'établir des relations transactionnelles et, semble-t-il, de forcer la main à ses partenaires pour leur arracher des concessions dignes de vassaux compromet le soft power américain. "L'image des États-Unis a évolué de libérateur à grand fauteur de troubles, et aujourd'hui à celle d'un propriétaire qui vient réclamer son loyer", a déclaré le ministre singapourien.

Comme cela a été le cas avec

la Chine, les avantages stratégiques de la tactique

a mérité

caine des

"loups guerriers"

ne sautent pas aux yeux.

Les conseillers de

Trump en matière

de politique étran-

gère "s'imaginent être

des réalistes", m'a expli-

qué Richard Stengel, ancien

sous-secrétaire d'État

de Barack Obama,

mais "le réalisme ne

veut pas dire faire

cavalier seul. C'est

une vision à très court

terme de la politique

étrangère, une politique fondée sur

le 'qu'avez-vous fait pour moi ces

derniers temps?"

L'approche plus générale de Trump, y compris son désir

✓ Dessin d'Arend van Dam,
Pays-Bas.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le méconnaissable

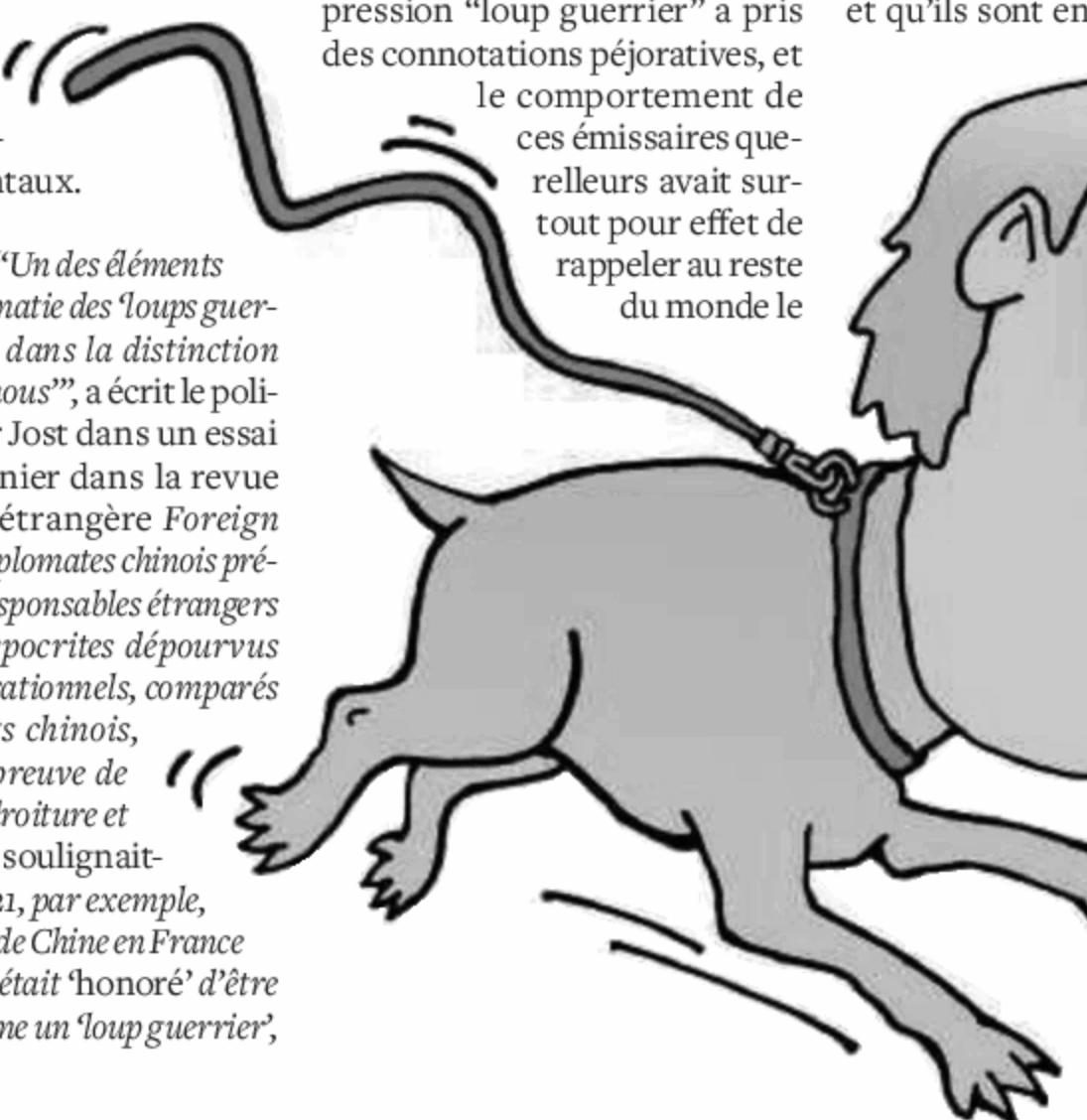
Marco Rubio, secrétaire d'État à la solde de Trump et Musk

Depuis son arrivée à la tête de la diplomatie états-unienne, Marco Rubio ne se ressemble plus, estime le site américain **Politico**. Contredisant ses positions passées, il épouse celles du président Trump et de son donateur, Elon Musk, se contentant d'un rôle d'exécutant servile.

néo-impérialiste manifeste de revendiquer le Groenland, pourrait se révéler une bénédiction pour des pays comme la Russie et la Chine, dont les représentants dénoncent depuis longtemps l'hypocrisie et l'hégémonie des États-Unis dans l'arène mondiale. "À chaque déclaration de Trump qui fragilise le principe selon lequel il ne faut pas redessiner les frontières territoriales par la force ou par la coercition, les propagandistes de Pékin doivent se réjouir", s'inquiète Ryan Hass, spécialiste de Taïwan et de la Chine à la Brookings Institution, un think tank de Washington.

Loin des escarmouches en ligne orchestrées par ses "loups guerriers", la Chine a lancé un vaste projet d'expansion mondiale de son soft power, qui passe entre autres par des investissements massifs dans les infrastructures tant physiques que numériques dans le monde entier. Son "argument existentiel est que la démocratie libérale ne serait pas le meilleur moteur de la prospérité et du bonheur dans la société, et donc qu'il ne faut pas l'épouser", analyse Richard Stengel. "Faites plutôt comme nous, notre système fonctionne mieux – voilà l'objectif de leur diplomatie publique." Un argument que Trump et ses "loups guerriers" ne semblent pas pressés de contredire.

—Ishaan Tharoor,
publié le 19 février



BRÉSIL

L'Ozempic au cœur d'un vaste trafic

Un marché noir se développe au Brésil autour de ce traitement amaigrissant. São Paulo en est devenu l'épicentre. Pharmacies et camions de livraison y sont régulièrement pris pour cible.



—The New York Times,
extraits (New York)

Le braquage a eu lieu à la fin du mois de janvier, vers 22 h 30, un vendredi soir. David Fernando était derrière le comptoir de sa pharmacie à São Paulo quand un homme est arrivé et l'a menacé d'une arme. "Il m'a demandé l'argent de la caisse et les médicaments dans le réfrigérateur."

Aujourd'hui, les pharmaciens de São Paulo – la plus grande ville du Brésil – savent exactement ce que les voleurs entendent par les "médicaments qui sont dans le réfrigérateur". Il s'agit de l'Ozempic, du Wegovy et du Saxenda, des médicaments injectables mis au point pour faire perdre du poids que de nombreux Brésiliens veulent essayer mais que la plupart d'entre eux ne peuvent pas se payer.

Le voleur s'est emparé de cinq boîtes, dont chacune contient l'équivalent d'un mois de traitement et coûte de 700 à 1 100 reais [de 114 à 181 euros], alors que le revenu mensuel moyen au Brésil est d'environ [285 euros].

Le vol à main armée a déstabilisé David Fernando, 36 ans, mais

il n'a pas été vraiment surpris. Sa pharmacie a déjà été braquée deux fois pour la même raison à la fin de 2024. Désormais, un vigile est posté devant l'officine.

Non loin de là, une autre pharmacie a dû aussi muscler sa protection. En août dernier, un policier est intervenu pour un vol d'Ozempic, ce qui a entraîné une fusillade au cours de laquelle une femme âgée a été blessée. Deux vigiles armés montent désormais la garde, l'un devant la porte de la pharmacie et l'autre devant la porte de l'arrière-boutique, dans laquelle sont stockés, dans un réfrigérateur, les médicaments contre l'obésité.

Quartiers cossus. Si quelques médias rapportent que les malfaiteurs s'intéressent de près à l'Ozempic ailleurs dans le monde, le Brésil, lui, est devenu un haut lieu du trafic de ces médicaments miracles. São Paulo en est devenu l'épicentre parce que c'est l'une des villes les plus riches du pays. Dans ses nombreux quartiers cossus, les pharmacies ont souvent en stock ces médicaments, parce que leurs clients ont les moyens de se les payer.

Ces braquages de pharmacies inquiètent les employés et ont conduit certaines officines à réduire leur approvisionnement en médicaments amaigrissants. Ces vols "sont en plein essor, c'est indéniable", assure Pedro Ivo Corrêa dos Santos, officier de police au département des enquêtes criminelles de l'État de São Paulo. Les pharmacies sont des cibles faciles, ajoute-t-il.

D'après l'analyse, menée par *The New York Times*, d'une base de données de l'État de São Paulo, les attaques de pharmacies pour y dérober de l'Ozempic ont considérablement augmenté au cours des trois dernières années. RD Saúde et Grupo DPSP, deux entreprises qui possèdent des chaînes de pharmacies à São Paulo, où de nombreux braquages ont eu lieu, se sont refusés à tout commentaire.

"Ceux qui stockent de l'Ozempic ne peuvent plus travailler l'esprit tranquille", assure Wilson Martins, responsable de Farma O Imperador, une pharmacie indépendante installée dans l'ouest de São Paulo. Alors quand les gens nous demandent si nous avons de l'Ozempic, nous répondons par la négative, ainsi, personne ne vient nous braquer."

"Ceux qui stockent de l'Ozempic ne peuvent plus travailler l'esprit tranquille."

Wilson Martins, RESPONSABLE D'UNE PHARMACIE À SÃO PAULO

Les clients qui veulent l'un de ces médicaments anti-obésité doivent passer commande en personne et obtenir un rendez-vous pour venir le chercher.

Certains groupes criminels ont braqué des camions qui livrent les palettes de médicaments, raconte Pedro Ivo Corrêa dos Santos. Un réseau démantelé par la police l'année dernière était composé d'employés d'une entreprise de transport.

Les laboratoires et les distributeurs de médicaments doivent immédiatement communiquer les vols à l'Anvisa, l'Agence brésilienne de sécurité sanitaire et alimentaire. Selon ses chiffres, 4 770 stylos injecteurs d'Ozempic ont été volés ou perdus en 2023, et ce chiffre est passé à 8 220 en 2024.

Cette très forte demande au Brésil s'explique par le culte voué au corps dans cette société, laquelle, comme beaucoup d'autres, n'est pas épargnée par l'obésité. Selon une étude du ministère de la Santé, dans les grandes villes du pays, le pourcentage d'adultes considérés comme obèses est passé de près de 12 % en 2006 à environ 24 % en 2023.

Plusieurs célébrités brésiliennes ont révélé au grand public qu'elles utilisaient de l'Ozempic ou des médicaments similaires. Même le maire de Rio de Janeiro, Eduardo Paes, a déclaré lors de sa campagne en 2024 qu'il avait "pris beaucoup d'Ozempic" et perdu une trentaine de kilos. Il a d'ailleurs promis de rendre gratuit ce médicament.

Chaîne du froid. Au Brésil, les ventes d'Ozempic sont passées de 27,5 millions de dollars en 2019 [soit, à l'époque, 24,6 millions d'euros] à 621,6 millions de dollars en 2023 [plus de 563 millions d'euros], selon les derniers chiffres disponibles donnés par IQVIA, une multinationale américaine spécialisée dans le traitement des données de santé.

S'il est relativement facile de vendre et d'acheter sur Internet des médicaments contre l'obésité qui ont été volés, les criminels ne peuvent pas garantir la qualité du produit une fois que la chaîne du froid a été rompue. Selon plusieurs pharmaciens interrogés à São Paulo, il suffit de quelques heures à température ambiante pour que le produit perde de son efficacité. "Ils emportent les médicaments dans un sac-poubelle, déplore Andrea Lima, responsable d'une franchise de la chaîne Drogaria São Paulo, où un policier a déjoué une tentative de braquage en mai dernier. Et personne ne sait combien de temps les médicaments restent dans leur camion."

Pour lutter contre ces vols, reprend Andrea Lima, Ultrafarma [une autre chaîne de points de vente de médicaments] installe des systèmes de vidéosurveillance et réduit les stocks disponibles dans ses pharmacies. Une officine Ultrafarma est allée encore plus loin depuis qu'elle a été braquée, en 2023, indique son gérant, Leandro Rodrigo Santos. Ils ne gardent plus de boîtes d'Ozempic

en stock et demandent à leurs clients de passer commande et de se faire livrer chez eux.

Mais même cette stratégie n'est pas sans risques. Wellington Vieira, responsable de l'unité de la police de Rio de Janeiro chargée de la répression des fraudes, a reçu des plaintes concernant des malfaiteurs qui commandaient plusieurs boîtes d'Ozempic à livrer à domicile et qui faisaient ensuite diversion pour voler la marchandise. Lorsque le livreur arrive, deux personnes répondent à la porte. L'une d'elles tente à plusieurs reprises de payer avec une carte de crédit qui ne fonctionne pas, tandis que l'autre emporte le colis et remplace le médicament par une copie. Lorsque l'achat est finalement annulé, et le colis rendu, le livreur repart à la pharmacie avec une contrefaçon.

—Seth Kugel
et Flávia Milhorance,
publié le 15 février



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com



En octobre dernier, nous avons consacré la une du n° 1772 à ce que nous avons appelé "l'effet Ozempic" sur l'économie des États-Unis. Un Américain sur huit a déjà testé l'un des médicaments à base de sémaglutide pour maigrir. Ils pourraient représenter un marché de 100 milliards de dollars d'ici à 2030. Cette manne transforme le commerce, expliquait **The Washington Post**. L'édition est touchée également, la demande en livres forme et santé ayant fondu aux États-Unis, soulignait **The Economist**. Un dossier à retrouver sur notre site.

Illustration : Falco, Cuba.



Indonésie. Une capitale ne se bâtit pas en un jour

Le transfert de la capitale de Jakarta vers Nusantara, une ville créée ex nihilo, suit son cours malgré quelques retards. Car un tel projet ne se limite pas à un simple changement d'adresse, explique cet urbaniste spécialiste du dossier.



—Kompas, extraits (Jakarta)

L'ambition du président Prabowo Subianto [souvent désigné par son seul prénom] visant à faire de la ville nouvelle de Nusantara la capitale politique de l'Indonésie à l'horizon de 2028 gagne du terrain. Mais pour concrétiser cette ambition, le gouvernement devra d'abord doter la future capitale des infrastructures essentielles au bon fonctionnement des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

En positionnant Nusantara comme la future capitale politique, le président Prabowo laisse entendre que Jakarta – déjà requalifiée en “région spéciale” – conservera son rôle de centre économique et financier du pays, tandis que la nouvelle ville s'affirmera progressivement comme son cœur politique et administratif, à l'image de La Haye, aux Pays-Bas. Ce modèle bicéphale a notamment été analysé par Lawrence Vale, professeur en planification urbaine au Massachusetts

Institute of Technology [aux États-Unis]. Il distingue la “capitale” – une ville exerçant des fonctions politiques, économiques et sociales tout en incarnant une identité nationale – du “capitole”, qui désigne le lieu où siège le pouvoir législatif. Le terme vient de la colline du Capitole à Rome, en Italie, qui remplissait des fonctions à la fois politiques et symboliques dans l'histoire romaine.

Plusieurs pays ont adopté ce schéma en bâtissant une capitale administrative ex nihilo sans pour autant déplacer leur centre économique. En Malaisie, Kuala Lumpur reste la capitale de référence, tandis que Putrajaya est une sorte de “capitole”, qui concentre les fonctions gouvernementales. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le quartier gouvernemental de Waigani se distingue du pôle économique de Port Moresby. En Corée du Sud, Séoul demeure la locomotive du pays, tandis que Sejong a été créée pour désengorger la capitale en accueillant une partie des institutions publiques.



Il s'agit aussi de créer un écosystème confortable et agréable à vivre pour ses citoyens.

Ce nouveau dessein implique une évaluation et une révision du plan directeur lancé en 2022 par l'ancien président Joko Widodo, lequel prévoyait un développement en plusieurs phases quinquennales jusqu'en 2045. L'enjeu est d'optimiser l'utilisation et la qualité des infrastructures déjà construites, mais aussi d'intégrer des initiatives absentes du plan initial. Le président Prabowo entend en profiter pour mettre en valeur ses programmes phares, comme la distribution de repas gratuits dans les écoles, le développement de logements sociaux et le renforcement des infrastructures éducatives et sanitaires.

Avec déjà 90 000 milliards de roupies indonésiennes [environ 5,3 milliards d'euros] investis par l'État et un engagement du secteur privé avoisinant les 60 000 milliards [3,5 milliards

d'euros], l'enveloppe budgétaire aussi devra être rationalisée.

Des investissements à la hauteur de l'ambition : en tant que capitale politique, Nusantara devra incarner un modèle urbain innovant pour le reste du pays et servir de vitrine aux politiques prioritaires du gouvernement. Parce que Nusantara est bâtie ex nihilo, elle représente une occasion inédite de façonner un développement aligné avec les standards reconnus par la communauté internationale. Bien sûr, la vie urbaine sera dominée par l'administration gouvernementale, mais il s'agit aussi de créer un écosystème confortable et agréable à vivre pour ses citoyens.

Mixité sociale. Dans *The Human City* [“La Ville humaine”, inédit en français], l'urbaniste Joel Kotkin souligne que l'échec de projets de villes nouvelles vient de leur tendance à ignorer les besoins réels de leur population. Pour éviter cet écueil, il est essentiel que Nusantara implique activement ses futurs résidents – fonctionnaires, employés du secteur public et habitants autochtones – afin qu'ils participent aux décisions qui façoneront l'avenir de leur ville.

L'exemple de la capitale du Brésil, Brasilia, bâtie en seulement quatre ans, illustre les risques d'un développement urbain trop précipité. Conçue comme une ville modèle, mais excluant les classes populaires, elle a souffert d'un manque de logements abordables, repoussant les populations précaires vers des quartiers informels et des bidonvilles en périphérie. Aujourd'hui, les plus grandes favelas du pays ne se trouvent plus à São Paulo ou à Rio de Janeiro, mais autour de Brasilia. Nusantara doit, dès à présent, intégrer la mixité sociale en garantissant des logements accessibles et des services de base décents aux travailleurs essentiels – enseignants, agents d'entretien, chauffeurs, personnel de service – afin qu'ils puissent y vivre dignement.

Assurer l'équilibre entre alimentation, eau et énergie est un enjeu central pour faire de Nusantara une ville fonctionnelle, habitable et attrayante. L'approvisionnement en eau, en particulier, mérite d'être repensé à l'aune de la conservation des forêts et du respect des écosystèmes.

✓ Des étudiantes à Nusantara, en août 2024.
Photo Achmad Ibrahim/AP/Sipa



Des normes strictes devront être appliquées – interdiction des véhicules polluants, développement des énergies vertes, gestion des déchets fondée sur le zéro plastique et la réduction des surplus, et construction de bâtiments certifiés écologiques –, sous peine de voir Nusantara perdre son ambition de capitale verte avant même d'avoir vu le jour. Il devrait être prévu qu'un audit environnemental annuel et un suivi rigoureux des émissions de carbone, alignés sur les standards internationaux, soient mis en place afin que Nusantara devienne une référence en matière de neutralité carbone à l'horizon de 2045.

L'ambition de faire de Nusantara une véritable capitale politique de l'Indonésie a des répercussions directes sur les priorités du plan initial. Face à un contexte économique mondial incertain et à des restrictions budgétaires à l'intérieur de l'Indonésie, une transition progressive s'impose. L'expérience de Sejong, en Corée du Sud, ou de Putrajaya, en Malaisie, montre qu'un transfert graduel est préférable à un changement brutal.

L'Indonésie a l'occasion de s'inspirer de ces modèles pour orchestrer la transformation de Nusantara avec méthode, en veillant à ce que la ville réponde aux attentes de ses citoyens et aux défis du xxie siècle. Construire une nouvelle capitale est un projet de longue haleine qui doit être mené avec prudence et sur le long terme afin de garantir une ville fonctionnelle, durable et accueillante pour ses habitants.

—Bambang Susantono,
publié le 8 février

INDE

La "sale guerre" entre l'État et les maoïstes

La mort récente d'un journaliste qui enquêtait sur une affaire de corruption lève le voile sur les errements du développement à marche forcée.

— Scroll.in, extraits
(New Delhi)

L'année 2025 a commencé par une tragédie au Bastar, une région de l'État du Chhattisgarh [dans le centre-est de l'Inde] : un jeune et intrépide journaliste, Mukesh Chandrakar, a été sauvagement assassiné. Cinq mois après son article sur des irrégularités autour d'un projet de construction routière, qui a mené à l'ouverture d'une enquête par les autorités, le corps du reporter a été retrouvé dans une fosse septique, sur la propriété même du promoteur des travaux.

L'Inde a été scandalisée par sa mort. Ce qui passe pourtant sous les radars, c'est le lien indissociable entre cette affaire et la révolte maoïste qui secoue la région. C'est un autre journaliste local qui a fait le rapprochement : face caméra [sur la chaîne NDTV], quelques jours après la mort de Mukesh Chandrakar, Vikas Tiwari a sommairement résumé la tragédie depuis le site de la route inachevée, qui a coûté 1,2 milliard de roupies [plus de 13 millions d'euros].

"Le ministre de l'Intérieur, Amit Shah, a annoncé que le Bastar, aux mains des maoïstes depuis quarante ans, serait libéré au plus tard le 31 mars 2026", explique-t-il. Vikas Tiwari a commencé par dérouler l'argumentaire

du gouvernement : "Par quelle méthode gagner? Par le développement de la région bien entendu, qui n'adviendra qu'avec la création d'un maillage routier donnant accès aux services essentiels à tous les villages, expose-t-il. Mais le Bastar est peut-être le seul endroit où, en plus du sable, des graviers et de l'asphalte, les routes se construisent avec le sang des journalistes."

"Au Bastar, les routes se construisent avec le sang des journalistes."

Vikas Tiwari,
REPORTER

À demi-mot, Vikas Tiwari dénonce ainsi ce qui motive réellement les campagnes de construction effrénée du gouvernement, derrière les apparences de pacification et de développement de la région : l'appât du gain. Un réseau de décideurs politiques, de promoteurs et d'opérateurs de travaux tire profit de ce type d'opération. Et ce aux dépens de tous les autres acteurs : la police chargée d'assurer la sécurité des travailleurs, les journalistes qui



risquent leur vie pour dénoncer la corruption, et les habitants, dont beaucoup ne veulent pas de ces routes construites en leur nom.

Car les villageois adivasis [membres des tribus autochtones de l'Inde] du Bastar craignent la création de routes. Ils savent que ce n'est qu'une première étape, qu'après les routes viennent des postes militaires, et avec eux l'escalade de la guerre entre l'État et la rébellion naxalite [lire ci-contre]. Beaucoup soupçonnent le gouvernement de ne vouloir écraser ces rebelles que pour ouvrir la région à l'exploitation minière.

Le conflit est devenu encore plus sanglant l'année dernière. La police de l'État du Chhattisgarh revendique la mort de 217 rebelles en 2024, un record depuis le début de la contre-insurrection. Le ministre Amit Shah s'est rendu en décembre dans la capitale, Raipur, afin de réaffirmer triomphalement "l'anéantissement" de l'insurrection avant la fin de mars 2026.

Or il est délétère d'imposer des dates butoirs dans la gestion d'un conflit. Raccourcis et faux pas s'enchaînent immuablement. Certes, les forces de l'ordre ont su éliminer avec précision quelques meneurs maoïstes lors d'opérations d'envergure. Mais on ne compte plus les cas où la police a abattu de sang-froid des petites mains de la rébellion, voire des civils sans armes qu'elle a ensuite présentés comme des rebelles notoires.

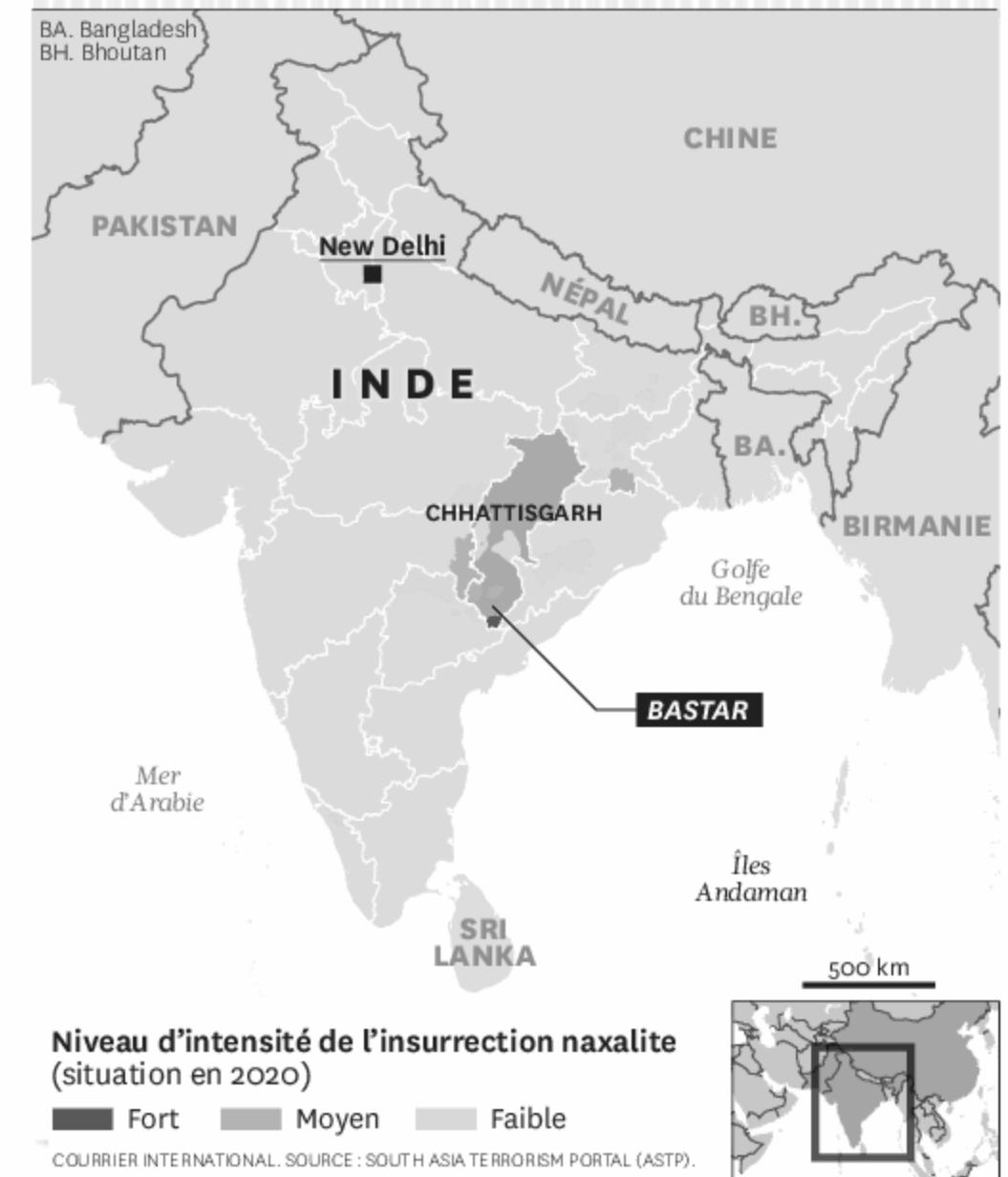
Même du point de vue de l'État, cet empressement est contreproductif. Le gouvernement a progressivement pris l'avantage dans le conflit, grâce au recrutement d'Adivasis dans la Garde de réserve du district (DRG), un corps rattaché à la police. À la différence de combattants venus d'ailleurs, ces paramilitaires connaissent la vie dans la jungle et les méthodes des insurgés. Ils sont donc bien plus efficaces.

Ce qui fait le succès ou non d'une insurrection, c'est l'adhésion des populations locales à un belligérant plutôt qu'à un autre. L'intégration d'Adivasis dans la

✓ Dessin de Tiounine paru dans *Kommersant*, Moscou.

Le naxalisme, une révolte paysanne

●●● La rébellion naxalite tire son nom d'un village du nord-est de l'Inde, Naxalbari, d'où est partie une insurrection d'inspiration maoïste dans les années 1960. Mais il s'agit d'un mouvement de révoltes paysannes apparu dès le début du xx^e siècle, plus particulièrement dans les zones peuplées par des tribus adivasis, les peuples premiers de l'Inde, qui habitent notamment les forêts épaisse du centre et de l'est du pays. La pression foncière, notamment minière, a conduit à leur expulsion des terres qu'ils cultivaient. Le programme des naxalites est d'"organiser les paysans pour provoquer une réforme agraire par des moyens radicaux, y compris la violence". Cela a débouché sur une "sale guerre" entre les rebelles et l'État indien, qui lance des milices paramilitaires à l'assaut des villages adivasis. Les exactions ont lieu dans les deux camps. La rébellion est aujourd'hui en fort déclin, et la région du Bastar est considérée comme son ultime bastion.



DRG montre qu'une partie d'entre eux sont passés du côté de l'État. En revanche, s'ils ne servent qu'à perpétrer une violence aveugle en son nom, le pouvoir risque de perdre l'avantage qu'il avait lentement gagné. Car ce sont bien les Adivasis, quel que soit leur camp, qui sont décimés par l'escalade de la violence au Bastar : la semaine où Mukesh Chandrakar a été assassiné, huit membres adivasis des DRG et leur chauffeur sont morts dans l'explosion de leur véhicule, pris pour cible par les maoïstes. Or ces policiers

revenaient d'une expédition sommaire où ont été tués cinq autres Adivasis, suspectés d'appartenir à la rébellion maoïste.

C'est là une autre tragédie : la plupart des médias indiens ne couvrent plus le Bastar comme ils le devraient et se contentent de répéter les déclarations de la police. Une poignée de courageux reporters seulement continuent leur mission. Au risque, comme Mukesh Chandrakar, d'y perdre la vie.

— Supriya Sharma,
publié le 13 janvier



france

Société. Le café parisien, chef-d'œuvre en péril?

C'est l'expresso au comptoir traditionnel contre les "cafés de spécialité" servis par des baristas : les vénérables établissements typiques de la capitale voient leur territoire grignoté par de nouveaux venus ostentatoirement anglophones. Peut-il y avoir un terrain d'entente entre l'ancien et le moderne ?



—The New York Times
(New York)

C'est une vue au moins aussi emblématique que la tour Eiffel : une terrasse de café où des chaises en rotin alignées invitent le quidam à s'installer pour profiter du spectacle de la rue, tandis qu'à l'intérieur des inconnus papotent au comptoir entre des expressos et quelques verres de vin.

Depuis une quinzaine d'années pourtant, une importation cafénierée – et ostentatoirement

anglophone – a pris d'assaut les bistrots et cafés parisiens : le coffee shop [où l'on sert des cafés dits "de spécialité"]. Avec leur esthétique léchée, leurs moutures artisanales et leur croissance en flèche, les coffee shops semblent capter une part croissante des revenus – et du temps – de la population parisienne ainsi que des millions de visiteurs internationaux qui se rendent chaque année dans la Ville Lumière.

Apparus en France au début des années 2010, ces premiers cafés de niche ont vu leur nombre

augmenter de 74 %. On en dénombre à présent 3 500 dans tout le pays, et il s'en ouvre un nouveau chaque semaine, selon le Collectif Café, qui regroupe des professionnels du secteur.

Patrimoine. "Les coffee shops sont-ils une menace pour nous ? La réponse est oui", tranche Alain Fontaine, propriétaire du bistrot Le Mesturet, dans le II^e arrondissement de la capitale, et auteur d'une pétition lancée il y a six ans appelant l'État français à protéger les cafés et bistrots,

dépositaires d'un héritage culturel particulier – statut qu'ils ont obtenu en septembre dernier en étant inscrits au patrimoine culturel français. "À terme, ils pourraient nous faire fermer", s'alarme Alain Fontaine.

Ce n'est pas la première fois que les cafés et bistrots parisiens voient apparaître de nouveaux concurrents : il y a déjà eu les fast-foods et les chaînes de café (notamment Starbucks), les machines à café à domicile (type Nespresso), les services de livraison de repas, la baisse de la consommation d'alcool, le télétravail et les changements des habitudes de consommation.

Dans les années 1960, la France comptait près de 200 000 bistrots et cafés. (La distinction entre les deux types d'établissements a disparu avec le temps, les deux servant désormais aussi bien à boire qu'à manger.) Ils ne sont plus que 40 000 aujourd'hui, indique Alain Fontaine.

Les expressos amers et bien tassés des bistrots sont terriblement mauvais.

C'est surtout après la pandémie que les coffee shops se sont multipliés, certains ne proposant que des produits à emporter, d'autres accueillant au contraire les télétravailleurs. La plupart adoptent la même esthétique – minimaliste, d'inspiration scandinave. Certains vendent également des fleurs, des produits vintage, ou utilisent des ingrédients venus d'Asie.

Leur succès s'explique d'abord par la conscience croissante, parmi les amateurs de café, que les expressos amers et bien tassés servis dans les cafés parisiens sont terriblement mauvais.

Tous les matins avant le travail, Ève Bantman, 49 ans, chercheuse pour un think tank parisien, s'installe au comptoir de son café de quartier et discute avec le

✓ Un barista au Coutume Café, à Paris, le 10 janvier.
Photo Dmitry Kostyukov/
The New York Times

personnel et les habitués, parmi lesquels des équipes de ménage et des employés du Louvre. Ce qu'Ève Bantman aime le plus, c'est la convivialité du lieu. Mais, tandis que ses amis commandent leur expresso à 1,40 euro, elle se contente d'un Perrier. "Nous sommes une quinzaine à venir ici tous les matins, c'est rempli, explique-t-elle. Et le café est absolument imbuvable." On vient ici pour la compagnie, pas pour le café. Pour sa part, Ève Bantman se prend un cortado ou un piccolo dans un autre café avant d'aller au bureau.

Caféinomane. Ce sont des expatriés américains et australiens, ainsi que des entrepreneurs français ayant roulé leur bosse aux quatre coins du monde, qui ont ouvert les premiers coffee shops et créé les premières brûleries, initiant les Parisiens aux délices des flat whites, cortados et autres savants dosages et préparations cafénierées.

Tom Clark, un Australien qui a ouvert le premier Coutume Café sur la rive gauche, en 2011, a compris qu'il y avait une occasion à saisir. "J'ai vu que la culture française était parfaitement compatible avec celle des coffee shops, explique-t-il. Les gens sont très sensibles à l'origine des produits, il y a la notion de terroir, comme le vin et le fromage."

Il y a quelque temps, dans le Partisan Café Artisanal – adresse incontournable du haut Marais pour les professionnels de la mode et des industries créatives –, la voix veloutée de Sade tombait des haut-parleurs tandis qu'une file de caféinomane patientait, parmi lesquels Salomé Bravard, 24 ans. Photographe de mode, elle explique qu'elle préfère retrouver ses amis dans ce

ILS REFONT LA FRANCE
Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



genre d'endroit plutôt que dans les cafés traditionnels, car elle trouve l'atmosphère plus chaleureuse, le décor plus cosy et, évidemment, le café meilleur : "Les gens de notre génération ont besoin de lieux où on peut faire un selfie avec son café pour le poster sur les réseaux. Les gens de 40 ans et plus ne recherchent pas nécessairement ça."

Pour Tom Clark, cette génération a grandi avec les coffee shops. "Ça fait treize ans que nous sommes là, je me revois distribuer des babyccinos gratuitement à des enfants de 5 ans", raconte-t-il – évoquant une recette de lait chaud moussé avec un nuage de poudre de cacao. "Aujourd'hui, ce sont des adultes." À l'en croire, ces jeunes, entraînés par leurs parents, n'ont jamais connu la vie sans latte art.

Il n'y a guère d'institution culturelle plus importante que les cafés parisiens en France : c'est dans des établissements historiques comme Le Procope, le Café de Flore et Les Deux Magots que philosophes, artistes, intellectuels, gens de lettres et révolutionnaires ont chaudemment débattu, donné naissance à des mouvements artistiques sans pareils, voire fomenté la chute de la monarchie. Pour Honoré de Balzac, le café était le "Parlement du peuple", un espace proprement démocratique où des gens de toutes obédiences et horizons se retrouvent coude à coude.

Lien social. Au Café Ventura de Pigalle, par un tranquille matin de semaine, un authentique duo fait son numéro : le serveur principal, quinquagénaire grisonnant, donne la réplique à un jeune barman moustachu, et tous deux rebondissent sur les reparties des habitués. Une vieille femme entre, accueillie par de chaleureuses exclamations.

"Ah, la voilà ! dit un serveur, d'un ton soulagé.

— On s'inquiétait ! s'exclame l'autre

— Je suis pas morte", rétorque-t-elle du tac au tac.

En France, les cafés sont autant de havres où tisser du lien social. La ministre de la Culture, Rachida Dati, l'a reconnu en septembre et a inscrit bistrots et cafés à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel, censé protéger et promouvoir les

"La culture française est parfaitement compatible avec celle des coffee shops. Il y a la notion de terroir."

Tom Clark, FONDATEUR DU COUTUME CAFÉ

pratiques culturelles et le savoir-faire artisanal français.

À l'origine de cette décision, la pétition lancée par Alain Fontaine, propriétaire du bistro Le Mesturet, qui soulignait que "bistrots et cafés se distinguent par un service personnel de qualité et leur atmosphère unique. Ce sont de vrais lieux culturels, définis par la richesse des interactions entre propriétaires, serveurs et clients." En jargon sociologique moderne, ce sont des "tiers-lieux", des espaces d'interactions sociales, en dehors des cercles familiaux et professionnels, où des personnes âgées souffrant de solitude peuvent venir échanger au comptoir et où étudiants et autres mal lotis peuvent s'évader de leurs petits appartements.

Ce qui inquiète Alain Fontaine, c'est que le café, ce haut lieu de la sociabilité parisienne, disparaît à mesure que la jeunesse se tourne vers les coffee shops. "Ils n'ont pas de profondeur dans le coffee shop, pas d'histoire, pas de patine", déplore-t-il. Et pourtant, ces nouveaux établissements aussi sont des espaces où vivre ensemble.

Dans le II^e arrondissement, une longue queue s'est formée devant le Café Jirisan, un des nombreux coffee shops asiatiques de la capitale servant des matcha lattes et des cheesecakes soufflés. L'intérieur évoque un cottage rustique aux murs ornés de rayonnages où se côtoient des livres français et coréens. "Quand je vais au café, j'imagine une atmosphère chaleureuse, oui, où je me sens à l'aise, explique la propriétaire, Hera Hong, originaire de Corée du Sud. Ce que j'aime, c'est voir les gens rester pour tricoter et lire, un peu comme s'ils étaient chez leur grand-mère."

Tous les gérants de café ne partagent pas les angoisses d'Alain Fontaine. "Ce n'est pas la même clientèle", explique Jérôme Martinho, responsable du Café Ventura, avant d'ajouter que les coffee shops sont une niche et que les cafés traditionnels réunissent

une offre plus large, en matière de plats et de café, sans oublier l'alcool. Bon nombre des clients qui foncent directement au comptoir, où l'expresso coûte moins cher qu'en salle, sont des travailleurs modestes qui veulent simplement un shot de caféine rapide et bon marché.

L'expansion stratosphérique des coffee shops participe d'une réinvention de l'élitisme à la française, soutient Ève Bantman dans un article publié en 2020 dans la revue *Anthropologie et sociétés*. Les principaux arguments de sa thèse ? D'abord le prix, entre 1 et 1,50 euro au comptoir, contre 5 euros minimum pour un café de spécialité. Ensuite, la classe sociale et le niveau d'éducation des patrons et des propriétaires de ces établissements, ceux des coffee shops étant généralement passés par le supérieur.

L'âge des clients aussi diffère nettement : si le café a longtemps été une sorte d'agora démocratique, les jeunes semblent aujourd'hui le délaisser.

Ève Bantman confesse avec humour être en croisade, pour convertir les barmans et barmaids de la capitale en baristas, et ainsi réunir le meilleur des deux mondes : "Ce serait fantastique si je pouvais aider à sauver les cafés français."

— Vivian Song,
publié le 21 janvier



SUR NOTRE SITE

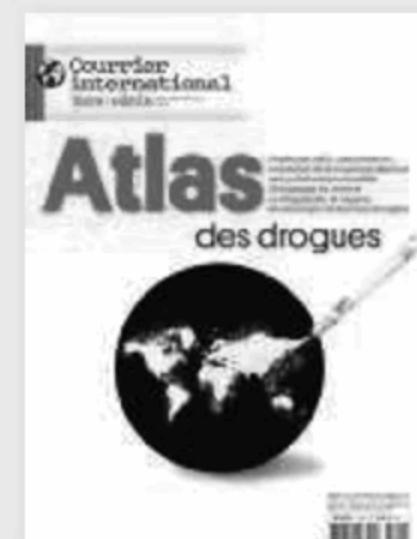
courrierinternational.com

Le Dry January en France : "ascètes de pacotille", "sabotage économique"

Incitation à mettre en pause sa consommation d'alcool pendant le mois de janvier, le Dry January gagne chaque année du terrain dans l'Hexagone. Une tendance brocardée par le correspondant du *Daily Telegraph*, qui exprime avec verve son inquiétude pour la culture française du vin.

DÉCOUVREZ LA SÉLECTION D'ATLAS DE COURRIER INTERNATIONAL

à partir de
5,90€*



ATLAS DES DROGUES

De la production à la consommation, la drogue touche tous les continents, tous les pays, toutes les classes d'âges.



ATLAS DES MIGRATIONS

Climat, guerre, travail, études... Toute la planète migre. Vers quels pays? Par quels moyens?



ATLAS DES ÉNERGIES

Comment sortir des énergies fossiles? Peut-on se passer du nucléaire? À quand la transition énergétique?

POUR COMMANDER,
SCANNEZ LE CODE QR



OU RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/185-atlas>

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles. * Frais de port en sus en fonction du produit. * Version numérique : 5,90€ - version papier : à partir de 8,50€. Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

FRANCE-ALGÉRIE L'IMPOSSIBLE DIALOGUE



Jamais les relations entre la France et l'Algérie n'ont été si tendues. Au passif mémoriel déjà lourd viennent se greffer la question du Sahara occidental, l'emprisonnement de Boualem Sansal et les démonstrations de force du ministre de l'Intérieur français. Comment sortir du cycle irrationnel de réconciliations et de ruptures entre les deux pays ? s'interroge la presse arabe et algérienne.

—Africa Is a Country, extraits (New York)

L'ambiance n'avait pas été aussi électrique entre la France et l'Algérie depuis des décennies. Le regain de tension date de l'été dernier, après la rencontre d'Emmanuel Macron avec son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, en marge du sommet du G7 en Italie. Au cours de leur entrevue, Macron a fait part à Tebboune de l'intention de Paris de soutenir officiellement le plan d'autonomie marocain pour le Sahara occidental, qualifié de "seule base" possible d'un règlement du conflit.

Or l'Algérie soutient de longue date le Front Polisario, un mouvement de libération nationaliste réclamant l'indépendance de la région, si bien que cette décision de l'Hexagone, lourde de conséquences, a poussé l'Algérie à rappeler son ambassadeur en France sine die.

Dans les semaines qui ont suivi, les relations se sont encore distendues quand les autorités algériennes ont arrêté l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal à l'aéroport d'Alger [lire encadré p. 29]. L'écrivain était accusé d'"atteinte à l'intégrité nationale" à la suite de commentaires formulés dans une interview accordée à un média français d'extrême droite, *Frontières*. Dans la vidéo en question, il tenait ces propos controversés : "Quand la France a colonisé l'Algérie, toute la partie ouest de l'Algérie faisait partie du Maroc [...]. C'est facile de coloniser des petits trucs qui n'ont pas d'histoire."

En raison de ses opinions tranchées sur l'islamisme et l'immigration, Sansal bénéficie du soutien de personnages discutables de la droite de l'échiquier politique français, dont beaucoup ont fait leur apparition dans le nouveau gouvernement de Macron à l'issue des dernières législatives.

Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est l'un d'eux. Il vient de passer ces deux derniers mois à brasser beaucoup d'air sans rien proposer de constructif. Son dernier plan d'action en date était une curieuse démonstration de force à l'égard des influenceurs algériens en France, accusés de menaces de violences sur TikTok. Quand Retailleau a voulu forcer le renvoi d'un de ces influenceurs en Algérie, celle-ci a refusé de l'accueillir, jugeant son expulsion illégale.

Cette exacerbation des tensions est au cœur des débats sur les plateaux de télévision marqués à droite en France. De ce côté-ci de la Méditerranée, le débat est nettement plus apaisé, beaucoup de médias étant habitués au yo-yo des relations franco-algériennes.

"Gestes" loin du minimum. En 2021, Macron aurait par exemple déclaré que la nation algérienne n'existe pas avant l'invasion française de 1830 et que le gouvernement algérien vivait d'une "rente mémorielle" [selon *Le Monde*, le président français a déclaré que "la nation algérienne post-1962 s'est construite sur une rente mémorielle" fondée sur "une haine de la France"], déclenchant une crise majeure entre les deux capitales. Moins d'un an plus tard [en août 2022], la moitié de l'exécutif français se rendait à Alger pour signer la déclaration d'Alger, qui promettait une coopération accrue entre les deux gouvernements dans tous les domaines.

J'aurais sans doute fait peu de cas de ce dernier épisode, moi aussi, mais, au milieu de la cacophonie habituelle, une question coutumière posée sur un plateau de télévision a retenu mon attention. Il s'agit en l'espèce d'une interrogation qui revient souvent dans les milieux progressistes en France : "Si la France et l'Allemagne, anciennes ennemis jurés, sont devenues de proches alliées au sein de l'Union européenne,

Malgré les fanfaronnades françaises, les gestes de Macron en faveur de la réconciliation se sont heurtés au mutisme en Algérie.

pourquoi la France et l'Algérie ne pourraient-elles pas tourner la page de la colonisation ?

Cette question me trottais dans la tête tandis que je me remémorais les premières promesses du candidat Macron en 2017. À l'occasion d'une visite à Alger, il avait accordé une interview dans les locaux de la célèbre Librairie du Tiers-Monde, dans laquelle il avait déclaré : "Des crimes contre l'humain ont été commis."

Rappelons que Macron a fait plus pour la réconciliation que n'importe lequel de ses prédécesseurs. Mais, chaque fois, les efforts en question, que la presse française qualifie avec condescendance de "gestes" de la part de la France, restent très loin du minimum requis pour recoller les morceaux entre les deux pays.

Parmi les gestes en question figure la restitution des crânes de vingt-quatre résistants du

XIX^e siècle qui avaient été décapités et dont les restes se trouvaient au Muséum d'histoire naturelle [à Paris]. Macron a également reconnu la responsabilité de l'État français dans l'enlèvement et l'assassinat de Maurice Audin [mathématicien, communiste, soutien de l'indépendance algérienne] et d'Ali Boumendjel [indépendantiste algérien]. Malgré les fanfaronnades françaises, les gestes de Macron en faveur de la réconciliation se sont essentiellement heurtés au mutisme en Algérie.

Le consensus sur place est en effet que la restitution des crânes ne devrait pas être vue comme une faveur ou comme un geste, mais comme une nécessité de la part des autorités françaises afin de tourner la page d'un régime colonial barbare. Si héroïques aient-ils été, Audin et Boumendjel n'étaient que deux victimes parmi les millions d'autres de la colonisation française, et tout le monde, dans les deux pays concernés, savait l'État français coupable depuis des dizaines d'années.

Que faudrait-il pour poser les fondations d'une relation assainie entre la France et l'Algérie ?

Je suis persuadé que ni le gouvernement ni la plupart des citoyens algériens n'attendent ni ne demandent de réparations financières pour les cent trente-deux années qu'a duré la colonisation. C'est une question d'honneur et de fierté. Le socle d'une relation franco-algérienne remise à plat tient sans doute en trois volets : tout d'abord, le gouvernement français doit reconnaître le caractère criminel de la colonisation de l'Algérie, l'armée française doit ensuite contribuer à la décontamination des sites nucléaires et biochimiques qu'elle a souillés et, enfin, les objets précieux doivent être restitués à l'Algérie, de sorte que celle-ci puisse symboliquement tourner la page.

Seulement voilà, ce qui est simple n'est pas toujours facile, comme le montrent des tentatives plus "authentiques" de réconcilier les mémoires sur le terrain. Prenons l'exemple de Zohra Drif, combattante du FLN [Front de libération nationale] qui avait posé une bombe en 1956 dans le célèbre café Milk Bar d'Alger. L'explosion qui avait fait trois morts et soixante blessés a été immortalisée par Gillo Pontecorvo dans un film devenu classique, *La Bataille d'Alger*, en 1966.

Divergence fondamentale. Danielle Michel-Chich avait 5 ans cette année-là. Elle mangeait une glace au Milk Bar en compagnie de sa grand-mère. La bombe de Zohra Drif lui a pris sa grand-mère et une jambe. Mais Danielle Michel-Chich a su surmonter son handicap et s'est investie dans des causes sociales à l'âge adulte.

En 2012, après plusieurs tentatives infructueuses de parler directement à Zohra Drif de la révolution algérienne, Danielle Michel-Chich écrit un livre intitulé *Lettre ouverte à Zohra D.* [éd. Flammarion]. Le but de l'ouvrage est de dépasser le stade de l'acrimonie et de voir si Zohra Drif et elle peuvent trouver un terrain d'entente sur les aspects moraux de la résistance en milieu urbain.

Les appels de Danielle Michel-Chich restent lettre morte jusqu'au jour où Zohra Drif est invitée

← Sur l'estrade :
Abdelmadjid Tebboune
et Emmanuel Macron.
Dessin de Dilem,
Algérie, pour Courrier
international.



AFRICA IS A COUNTRY
New York, États-Unis
africasacountry.com
Créé en 2009 par l'universitaire sud-africain Sean Jacobs, *Africa Is a Country* ("L'Afrique est un pays") est un site d'information sur l'actualité africaine. Son objectif est de remettre en cause les traditionnels stéréotypes répandus sur les pays africains. L'auteur de cet article, Maher Mezahi, est un journaliste algéro-canadien indépendant établi à Alger. Il a notamment écrit pour la BBC, The Guardian, The Daily Telegraph ou encore Al-Jazeera English.

à une conférence à Marseille. Danielle y assiste et saisit cette occasion pour l'interroger enfin, profitant de la séance de questions-réponses.

A son regard, on comprend que Zohra Drif sait pertinemment qui est Danielle Michel-Chich. «*Je vais certainement vous choquer, commence-t-elle, mais [...] ce problème, ce n'est pas à moi que vous devez le poser. Posez-le à tous les pouvoirs français qui sont venus asservir mon pays [...]. Je peux vous raconter des milliers et des milliers de drames tels que les vôtres, que nous avons vécus. Mais nous n'étions pas dans une confrontation personnelle, nous étions dans une guerre [...]. Malheureusement, vous et nous, nous étions pris dans une tourmente qui vous dépassait, et qui me dépassait.*» J'ai toujours trouvé cet échange à la fois triste et perspicace.

Perspicace parce qu'il met en lumière une divergence fondamentale dans la manière dont les Français et les Algériens perçoivent leur histoire commune. Si la plupart des pieds-noirs comme Danielle Michel-Chich ont vu la révolution algérienne avec le regard myope de l'individu traumatisé, les révolutionnaires algériens – et la plupart des Algériens aujourd'hui – restituent ces mêmes événements dans le cadre d'une résistance inévitable et inlassable qui a commencé par l'invasion française de 1830 et

L'historien Benjamin Stora estime qu'environ 5 millions de personnes vivant en France ont un lien direct ou indirect avec l'Algérie.

qui n'a dégénéré dans la violence qu'une fois que toutes les autres options ont été épuisées.

C'était dans le même temps un échange décourageant, parce qu'il avait lieu entre deux personnes de bonne foi qui étaient sans doute d'accord sur à peu près tout dans la vie, sauf sur les méthodes de la résistance pendant la bataille d'Alger. Or si des personnes de bonne foi ne parviennent pas à se retrouver sur l'éthique, quelle chance avons-nous face aux personnes de mauvaise foi qui exploitent une histoire douloureuse à des fins politiciennes ?

L'historien Benjamin Stora estime qu'au bas mot 5 millions de personnes vivant actuellement en France ont un lien direct ou indirect avec l'Algérie, ce qui fait peut-être de cette relation postcoloniale celle qui possède la plus forte charge affective de l'histoire moderne. L'ancien ambassadeur français Xavier Driencourt a raison de rappeler que les relations avec l'Algérie occupent une place à part pour la France, se trouvant à cheval entre la politique étrangère et intérieure.

Tant que la société française ne s'attaquera pas à ses composantes toxiques d'extrême droite et que ses dirigeants ne feront pas montre d'un plus grand courage politique, ce n'est qu'une question de temps avant que les deux pays ne se réconcilient pour se brouiller de nouveau un peu plus tard.

— **Maher Mezahi,**
publié le 6 février

Repères

DEUX ÉCONOMIES ENTRETIÉMÉLÉES

Six mille entreprises françaises opèrent avec l'Algérie, «et autant d'entreprises algériennes travaillent avec la France pour un volume d'affaires proche des 12 milliards d'euros», résume Michel Bisac, président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française, dans **TSA**.

Les tensions diplomatiques entre Paris et Alger finiront-elles par avoir des répercussions sur l'économie ? Le quotidien algérien souligne que «les milieux d'affaires français en Algérie suivent avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la plus grave crise dans l'histoire des deux pays». En cas de guerre commerciale, «les Français seront les perdants», fait observer **TSA**. En cause, «l'énorme déficit commercial hors hydrocarbures entre les deux pays» :

les exportations chez le deuxième partenaire africain de la France connaissent une baisse depuis 2021, selon le Quai d'Orsay. Les importations en revanche, composées à 91 % d'hydrocarbures, sont à la hausse.

La fin d'une relation «privilégiée»

Selon ce site panarabe, Emmanuel Macron et le gouvernement veulent démanteler les liens franco-algériens. Alors que la France se tourne vers le Maroc, la crise entre Paris et Alger est sans précédent.

— **The New Arab**, extraits (Londres)

A près des années à tenter de jouer la réconciliation, la France est déterminée à punir les autorités algériennes, coupables à ses yeux de délibérément chercher à «humilier» Paris. Motif : l'Algérie s'est opposée à l'expulsion d'un de ses ressortissants.

Dans les semaines qui ont suivi [le 12 janvier], le ministre de la Justice [français], Gérald Darmanin, a annoncé son intention de mettre fin à un accord permettant à la «nomenklatura algérienne» – dotée de passeports diplomatiques – de se rendre en France sans visa. Cette «mesure de rétorsion» est une réaction à la récente arrestation de l'influenceur Doualemn (*lire ci-dessous*), un Algérien de 59 ans interpellé à Montpellier après avoir posté une vidéo «incitant» à la violence contre des détracteurs du régime algérien. [Le 9 janvier,] Doualemn avait été expulsé en Algérie, et renvoyé en France le même jour.

«Nous sommes dans un moment très critique, et cette humiliation qu'on veut nous faire subir n'est pas acceptable», a déclaré le ministre de la Justice français. Le ministre des Affaires étrangères algérien juge, lui, cette expulsion «arbitraire et abusive» et rejette les accusations françaises d'«escalade» et d'«humiliation».

En 2013, Paris et Alger ont signé un accord intergouvernemental autorisant les membres de la nomenklatura algérienne à voyager librement en France, sans visa. «Cet accord de 2013 permet à des milliers de responsables algériens d'entrer en France sans visa», a expliqué Darmanin. Il estime qu'il est «plus intelligent, plus efficace» et plus rapide de cibler les officiels algériens, responsables de l'«humiliation».

Ce n'est pas la première fois que le statut privilégié de l'Algérie est sur la sellette. L'ancien Premier ministre Gabriel Attal avait déjà appelé [le 10 janvier] à l'abolition d'un accord de 1968 octroyant des droits spécifiques aux ressortissants algériens en matière de circulation, de résidence et d'emploi en France. Signé peu après la déclaration d'indépendance de l'Algérie, ce texte visait [en passant de 1 000 à 35 000 admissions par an d'Algériens en France] à encadrer les flux migratoires entre le nouvel État souverain et l'ancienne puissance qui lui avait imposé plus d'un siècle de colonisation brutale.

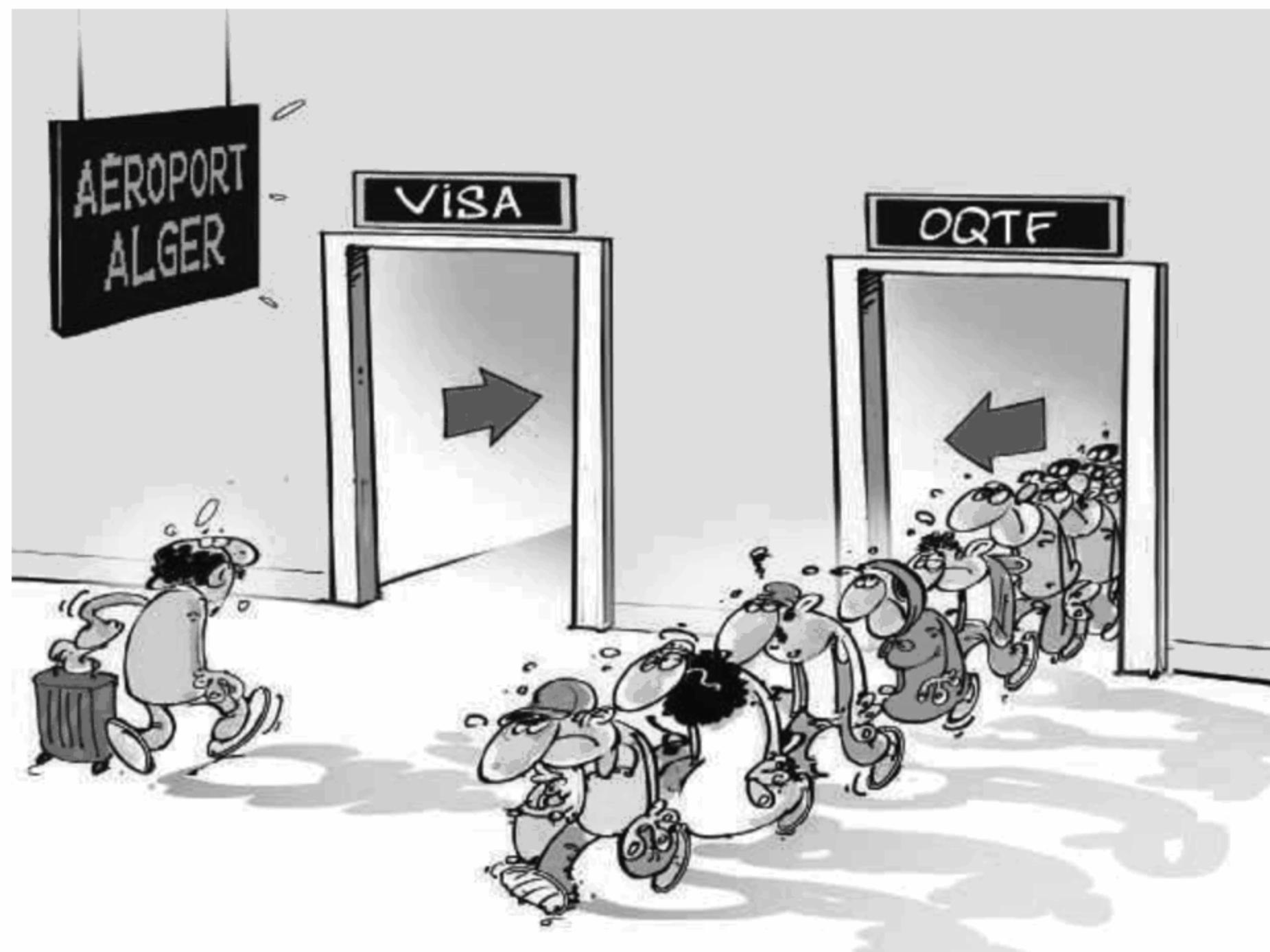
Statut particulier critiqué. Du côté français, cet accord suscite des critiques de plus en plus vives, notamment de la part de l'extrême droite, qui le juge dépassé et trop généreux. Le ministre de l'Intérieur français [Bruno Retailleau] le décrit en termes clairs : l'entrée

Bras de fer autour des OQTF

●●● Le 22 février à Mulhouse, un ressortissant algérien de 37 ans a tué à l'arme blanche une personne et en a grièvement blessé au moins 7 autres, dont 3 policiers municipaux. «Voilà qui ne va pas améliorer les relations, déjà très tendues, entre la France et l'Algérie», commente **Le Soir**, qui rappelle que cet homme a fait l'objet d'au moins dix mesures d'expulsion du sol français.

L'Algérie avait systématiquement refusé de reprendre son ressortissant, sous le coup d'un ordre de quitter le territoire français (OQTF). Du côté algérien, **Tout sur l'Algérie** (TSA) note que les relations entre Paris et Alger, déjà très tendues depuis plus de six mois, «ne vont pas s'apaiser de sitôt», affirmant qu'avec cet attentat c'est un nouvel épisode de tension qui vient s'ajouter aux précédents,

«donnant au ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau une autre occasion de s'en prendre à l'Algérie». Le titre algérien souligne que le ministre français entend établir un «rapport de force» avec Alger. Bruno Retailleau avait déjà plaidé pour des sanctions contre l'Algérie, rappelle **Le Soir**, estimant que le pays refuse de délivrer les laissez-passer consulaires indispensables aux expulsions. C'est dans ce contexte «déjà explosif» que deux influenceurs algériens ont été présentés devant la justice le 24 février. Youcef Aziria surnommé «Zazou Youssef» et Boualem Naman, alias «Doualemn», avaient été interpellés début janvier, le premier pour «apologie d'un acte de terrorisme», le second pour «provocation publique et directe non suivie d'effet à commettre un crime ou un délit».



sur le territoire français est facilitée pour les Algériens. Signé le 27 décembre 1968, six ans après les accords d'Évian sur l'indépendance de l'Algérie, ce texte s'inscrivait dans une perspective de coopération postcoloniale. Il précise les conditions de circulation, d'emploi et de résidence des ressortissants algériens et de leurs familles, et leur octroie un statut particulier par rapport à d'autres nationalités. Révisé en 1985, 1994 et 2001, il a toutefois conservé ses principaux avantages [bien qu'il soit plus restrictif].

[Selon le texte initial], un Algérien peut par exemple obtenir un certificat de résidence de

“Ce n'est pas juste une crise de plus. [Paris] est désormais un ennemi.”

Un ancien diplomate

dix ans après seulement trois ans de résidence en France, alors que la plupart des autres ressortissants étrangers doivent attester cinq ans de résidence. Alors que les tensions s'accroissent entre Paris et Alger, les critiques contre cet accord sont de plus en plus audibles et ne sont plus cantonnées à l'extrême droite, mais relayées par de prétendus centristes.

En juin dernier, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe a appelé à une renégociation de l'accord, que Bruno Retailleau, du parti Les Républicains, juge également “obsolète”. Pour ce dernier, l'Algérie fait preuve d’“arrogance” avec la France.

La difficile relation de la France avec son ancienne colonie s'est nettement détériorée durant l'été dernier, lorsque Paris a choisi de se tourner vers le Maroc – anéantissant des dizaines d'années de travail de “rapprochement délicat”. Depuis son élection en 2017, le président Macron peine à trouver un équilibre sur la question algérienne, naviguant entre le passé colonial et les crises contemporaines à l'aide de son “*en même temps*”, dont l'échec n'est pourtant plus à démontrer, en Algérie aussi bien qu'au plan intérieur.

La décision de Paris, en juillet 2023, de prendre le parti du Maroc dans ses revendications sur le Sahara occidental a fait l'effet d'une bombe à Alger. Ce territoire disputé – dont le sort n'est toujours pas résolu aux Nations unies – oppose le Maroc au Front Polisario, un mouvement indépendantiste soutenu par l'Algérie. Ce soutien a été vu comme une trahison par Alger, qui s'est empressé de geler les relations bilatérales [avec Paris]. La coopération dans tous les domaines – de la sécurité au commerce – ne tient désormais plus qu'à un fil.

En Algérie, il est de plus en plus risqué de simplement analyser la relation avec la France, expliquait le journaliste Ihsane El Kadi peu après sa libération, [le 1^{er}] novembre dernier.

“Ce n'est pas juste une crise de plus. [Paris] n'est plus considéré comme un partenaire avec lequel on peut avoir des différends. C'est désormais un ennemi”, résume un ancien diplomate sous le couvert de l'anonymat.

— Basma El Atti, publié le 16 janvier

↑ Dessin de Dilem, Algérie, pour Courrier international.

SOURCE

THE NEW ARAB
Londres, Royaume-Uni
newarab.com

Le site du New Arab – “Le Nouvel Arabe”, en français – est le pendant anglophone de celui du quotidien panarabe *Al-Araby Al-Jadid*. Établi à Londres, il a été créé en 2014, quelques mois après son grand frère arabophone. Il possède néanmoins sa propre rédaction et propose ses propres articles.

Le cas Boualem Sansal cristallise les tensions

●●● C'est par la voix de son avocat, François Zimeray, qu'on a appris le 22 février que Boualem Sansal, emprisonné depuis la mi-novembre en Algérie, a entamé une grève de la faim. L'écrivain de 75 ans entend ainsi dénoncer “les pressions exercées sur lui”, rapporte le quotidien d'opposition **Le Matin d'Algérie**. Toujours selon son avocat, Boualem Sansal, qui souffre d'un cancer, a également interrompu son protocole de soins. Naturalisé français en 2024, il a été interpellé le 16 novembre après avoir soutenu dans un média français d'extrême droite les visées expansionnistes du Maroc sur le territoire algérien. Boualem Sansal est poursuivi en vertu de l'article 87 bis du Code pénal, qui sanctionne “comme acte terroriste ou subversif tout acte visant la sûreté de l'État, l'intégrité du territoire, la stabilité et le fonctionnement normal des institutions”.

“Cet article est brandi systématiquement par les autorités contre toutes les voix dissidentes”, souligne encore **Le Matin d'Algérie**, qui rappelle que le pays compte 240 détenus d'opinion. Le cas Sansal a cristallisé les tensions entre Paris et Alger. “L'Algérie que nous aimons tant et avec laquelle nous partageons tant d'enfants et tant d'histoires entre dans une histoire qui la déshonneure, à empêcher un homme gravement malade de se soigner.” C'est ainsi qu'Emmanuel Macron a commenté l'emprisonnement de Boualem Sansal, le 6 janvier. Le bureau du Parlement algérien a dénoncé dans la foulée les “propos irresponsables” du chef de l'État français. “Les autorités françaises semblent avoir rompu avec la stratégie de la prudence adoptée jusque-là vis-à-vis de cette affaire”, affirmait alors **Tout sur l'Algérie**.

L'Expression et la majorité des titres algériens défendent que l'écrivain tombait bien sous le coup de la loi algérienne pour ses déclarations. Au moment de son arrestation, **Le Matin d'Algérie** appelait de son côté à “sa libération immédiate et sans condition” : “La question n'est pas de savoir si l'on partage ses idées, mais de comprendre que son combat est celui de toutes les consciences épriSES de liberté.”

Paris “renoue avec l’insulte et l’invective”

La visite de Rachida Dati au Sahara occidental est vue comme une provocation par Alger. Et traduit un “mépris insigne de la légalité internationale”, souligne ce journal algérien proche du pouvoir.

—L’Expression, extraits (Alger)

Le gouvernement français ose une provocation de plus à l’endroit de la légalité internationale. La visite de la ministre de la Culture française [les 17 et 18 février], Rachida Dati, à Dakhla, au Sahara occidental, contredit tous les usages diplomatiques en vigueur. L’Algérie, à travers son ministère des Affaires étrangères [MAE], qualifie ce précédent dans les annales de la question sahraouie [comme relevant d’une] “gravité particulière”.

La visite, “condamnable à plus d’un titre”, estime un communiqué du département d’Ahmed Attaf, “traduit un mépris insigne de la légalité internationale”. Cette attitude est d’autant plus problématique qu’elle émane d’un pays “membre permanent du Conseil de sécurité” et “aide à la consolidation du fait accompli marocain au Sahara occidental”, souligne la même source. Cela, tout en rappelant qu’“un processus de décolonisation reste inachevé



ÉDITO

et où l’exercice d’un droit à l’autodétermination demeure inaccompli”.

L’argumentaire d’Alger, conforme au droit international [le Sahara occidental est inscrit depuis 1963 sur la liste des territoires à décoloniser], en vigueur depuis la création de l’ONU, ne souffre d’aucune ambiguïté. Au contraire de la posture du régime de Paris qui rappelle un penchant coupable en faveur d’un régime colonialiste [marocain]. Et lorsqu’on sait la couleur politique des partis français qui poussent à la reconnaissance de la prévue marocanité du Sahara occidental, on peut deviner un agenda idéologique proche des thèses colonialistes. Une sorte d’alliance entre le Makhzen [la monarchie marocaine] et l’extrême droite française.

De fait, cette “visite malvenue du membre du gouvernement français renvoie l’image détestable d’une ancienne puissance coloniale solidaire d’une nouvelle”, constate à juste titre le communiqué du MAE.

L’Algérie retient également de cette démarche à contre-courant de la marche de l’histoire un discrédit “du gouvernement français” qui “se disqualifie davantage et s’isole par rapport à l’action des Nations unies”.

La réaction algérienne se limite strictement à la manœuvre de la droite dure et de l’extrême droite françaises qui entendent franchir une

→ Dessin de Dilem,
Algérie, pour Courrier
international.



sorte de point de non-retour dans l’affirmation du fait colonial.

Il y a également dans cette visite “symbolique” une intention de faire cesser un discours raisonnable français et algérien. La volonté du gouvernement Bayrou, sous emprise de l’extrême droite, est de renouer avec l’insulte et l’invective. La sortie de Dati cherche une nouvelle escalade dans la guerre politico-média-tique.

Elle coïncide avec de graves accusations du ministre de l’Intérieur français qui entend sanctionner l’Algérie [Bruno Retailleau estime qu’Alger “ne respecte pas le droit” en refusant d’accueillir

La posture du régime de Paris rappelle un penchant coupable pour un régime colonialiste [marocain].



Au cœur de la brouille, le Sahara occidental

●●● C’est une lettre adressée au roi Mohammed VI le 30 juillet 2024 qui a sérieusement tendu les relations franco-algériennes. Emmanuel Macron y considérait que “le présent et l’avenir du Sahara occidental s’inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine” et que le plan d’autonomie du royaume “constitue désormais la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable et négociée, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies”.

Un “changement de position” qui alignait l’exécutif français sur “l’idée de Mohammed VI selon laquelle la ‘seule et unique solution’ pour le Sahara occidental passe par une autonomie” sous souveraineté marocaine, notait **El Mundo**. Emmanuel Macron est allé plus loin que Pedro Sánchez dans son soutien à Rabat quant à la “marocanité” du Sahara occidental, jugeait alors **El Confidencial**. Le Premier ministre espagnol

avait estimé en mars 2022 que le plan d’autonomie sous souveraineté marocaine était “la base la plus sérieuse, la plus crédible et la plus réaliste pour la résolution de ce différend”.

Paris s’en était tenu jusque-là à la position de l’ONU, qui considère le territoire comme un “territoire non autonome” à décoloniser. Son revirement diplomatique a provoqué la colère d’Alger, qui a procédé au retrait de son ambassadeur.

Pour **L’Expression**, il s’agissait là d’“un coup de canif porté aux relations algéro-françaises”. Abdelmadjid Tebboune, s’exprimant dans le journal français **L’Opinion**, estimait au début de février que la brouille actuelle prenait sa source dans cette reconnaissance. Une rupture d’autant plus dommageable que le président algérien affirmait avoir prévenu son homologue français qu’il “commettait une grave erreur”. “Vous allez nous perdre!” avertissait alors Abdelmadjid Tebboune.

**Décryptage****DES REMOUS DANS LA COOPÉRATION SÉCURITAIRE**

En raison des tensions actuelles, "les relations entre le haut commandement militaire algérien et son équivalent français connaissent un brusque coup d'arrêt", avertit **El Watan** dans un éditorial qui insiste sur leurs effets sur la coopération sécuritaire entre les deux pays, notamment au Sahel. Car, si "les canaux militaires entre les deux pays étaient relativement fluides" depuis 2022, la récente fermeture du canal militaire français au sein du Comité d'état-major

opérationnel conjoint (Cemoc) est soulignée par le quotidien. Ce comité, qui réunit l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger, "constituait un verrou stratégique" pour "maintenir un accès aux informations opérationnelles sur les groupes armés sahéliens [et]

compenser la perte d'influence française au Mali et au Niger". Et **El Watan** d'avertir : l'Algérie usera désormais "de son positionnement géostratégique pour redéfinir les termes de son partenariat avec Paris".

Saïd Boucetta,
publié le 19 février

DERNIÈRE MINUTE

Le journal espagnol **La Razon** a révélé le 24 février que le président du Sénat, Gérard Larcher, en visite au Sahara occidental, "a annoncé l'ouverture d'un consulat général à Laâyoune, capitale de l'ancien Sahara espagnol".

"Les Franco-Algériens doivent se sentir tirailleur[s]"

Pour Stefano Montefiori, du quotidien italien *Corriere della Sera*, la crise a d'importantes conséquences au-delà de la simple brouille entre les gouvernements.

COURRIER INTERNATIONAL : Étes-vous surpris par l'actuel pourrissement des relations entre l'Algérie et la France ?

STEFANO MONTEFIORI : J'étais un peu surpris cet été, quand l'Élysée a annoncé prendre le parti du Maroc sur la question du Sahara occidental – aussi parce que la question n'était pas vraiment sur le devant de la scène internationale. C'était inattendu et lourd de conséquences. Jusqu'à aujourd'hui, avec l'emprisonnement de Boualem Sansal à Alger.

Que pensez-vous de la diplomatie d'Emmanuel Macron ?

Au début, il a essayé de faire, et a fait, des pas importants au sujet de la politique mémorielle et des exactions commises pendant la période coloniale. Ça n'arrangeait pas trop le régime algérien, qui n'a peut-être pas très envie de tourner la page : la lamentation sur le régime colonial est structurelle à son existence, c'est quelque chose de fondateur. Il faut toujours un ennemi extérieur qui porte les fautes de ses propres manques. Pour ça, la France est le coupable idéal.

Le contentieux nucléaire

●●● "Reconnaissance, justice, nettoyage des sites et remise des archives", tels sont les mots d'ordre énoncés par Ibrahim Boughali, à l'occasion du 65^e anniversaire des premiers essais nucléaires français dans le Sahara algérien, relève le site **TSA-Tout sur l'Algérie**. Dénonçant des "crimes nucléaires", le président de l'Assemblée populaire nationale a pressé l'Hexagone de "rendre justice aux victimes des explosions nucléaires et à leurs familles". Les séquelles environnementales de ces essais ont été lourdes, indique **The New Arab**, et les conséquences humaines massives : le 13 février 1960, lors de l'explosion de la

Pourquoi les plaies de l'histoire n'arrivent-elles pas à se refermer ?

Les choses sont complexes et souvent liées. Il y a toutes ces polémiques qui durent depuis des décennies sur la jeunesse d'origine algérienne qui, lors de matchs de foot, descend dans les rues avec le drapeau algérien. Il y a une longue histoire de polémiques liées aux questions d'intégration ou du manque d'intégration des Français d'origine algérienne.

Mais la relation France-Algérie, ce n'est pas que la brouille entre deux gouvernements ou le manque d'intégration. C'est aussi énormément de gens qui sont intégrés à tous égards et conservent des relations paisibles avec leur pays d'origine. Il faut élargir la perspective.

Quelle incidence les tensions politiques ont-elles justement sur les populations ?

Je pense souvent aux Français qui ont de la famille en Algérie, j'imagine qu'ils se sentent tirailleur[s] entre les deux appartennances. C'est le plus désolant dans cette crise. On parle beaucoup de Boualem Sansal, mais il faut aussi penser à toutes les personnes avec cette double appartenance, pour qui la situation est difficile à vivre.

Depuis toujours, la France a su montrer que s'il y a certes des problèmes, il y a aussi la possibilité de vivre avec plusieurs identités. Quand on est franco-italien ou franco-espagnol, ça passe sans aucun problème dernièrement. Le fait qu'il soit plus dur de vivre en tant que Franco-Algérien, c'est dommage.

Comment perçoit-on la crise en Italie, qui est en passe de devenir le premier partenaire de l'Algérie en Europe ?

On parle souvent de l'Algérie en France, jamais en Italie, même s'il y a un rapprochement lancé par Giorgia Meloni pour essayer de rattraper le retard de Rome, et peut-être combler un vide laissé par la France sur le plan économique. Il n'y a pas ce passif entre les deux pays. Ils peuvent parler affaires de manière sereine. De la même manière, il est possible qu'on entende parler davantage de la Turquie ou de la Russie.

—Propos recueillis par Courrier international



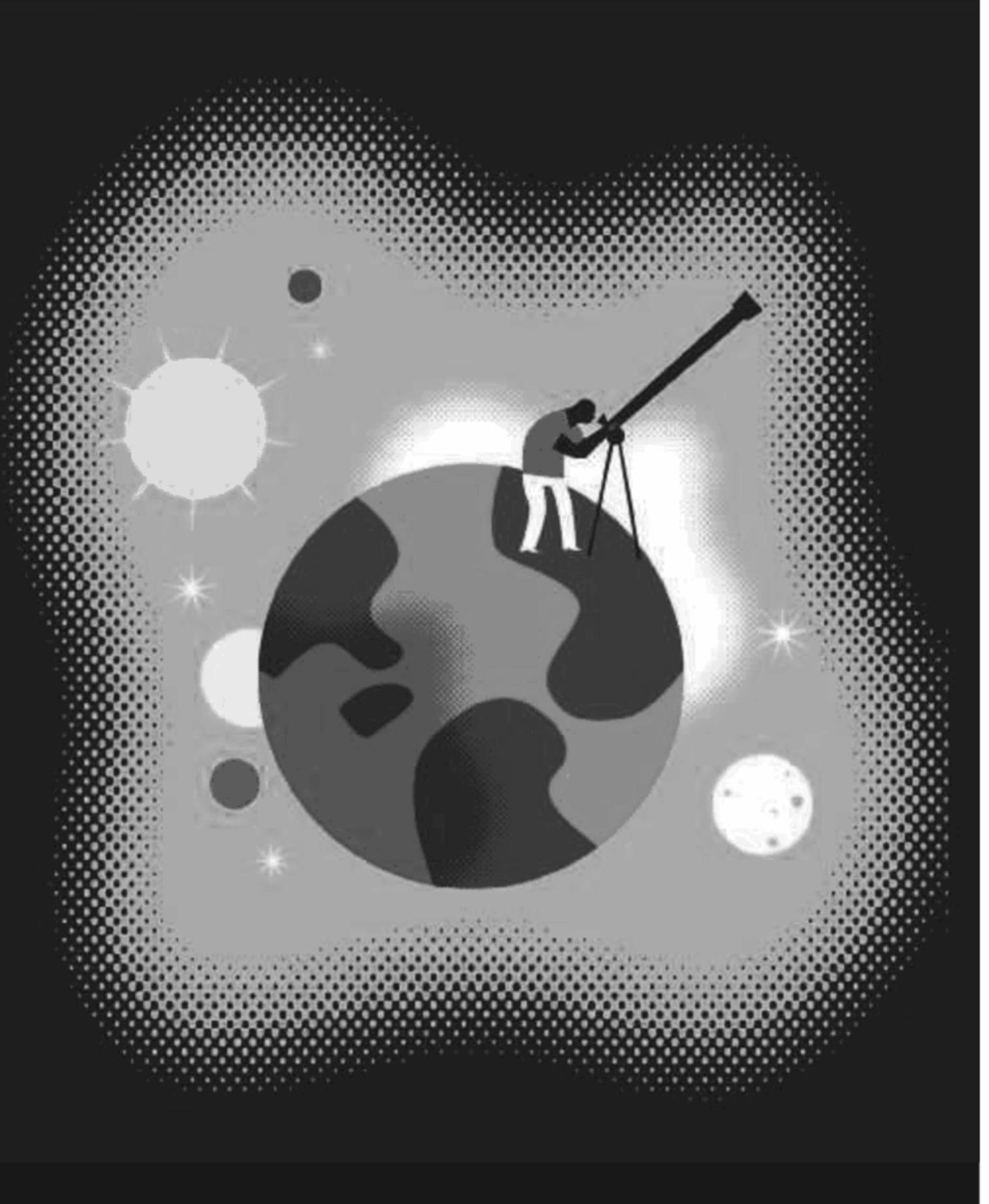
INTERVIEW

première bombe nucléaire française, près de Reggane, plus de 30 000 personnes vivant dans la région auraient été exposées aux radiations. Selon le quotidien algérien

El Watan, l'armée française avait assuré que la zone touchée par l'explosion (toujours inhabitable) était vierge de toute présence humaine. Pourtant, des Touaregs, des agriculteurs et des villageois ont développé des pathologies allant des migraines intenses aux malformations infantiles, détaille **The New Arab**. La France a aussi enterré des déchets radioactifs issus des essais et refusé pendant des décennies de divulguer leurs emplacements, relève le média panarabe.

Au Chili, le ciel nocturne est menacé

Astronomie. Dans le désert d'Atacama, un projet d'usine d'hydrogène vert menace l'observatoire du Cerro Paranal. La construction de ce vaste complexe industriel entraînerait une forte pollution lumineuse, dans une région reconnue pour la pureté exceptionnelle de son ciel nocturne.



Économie 36
Signaux 37

—El País América,
extraits (Mexico)

L'astronome María Teresa Ruiz souffre d'une maladie dégénérative qui lui fait perdre peu à peu la vue. Aujourd'hui âgée de 78 ans, elle ne fait plus de recherche, mais elle s'inquiète malgré tout de la menace inattendue qui plane sur l'observatoire du Cerro Paranal, situé au beau milieu du désert d'Atacama [au Chili], qu'elle a visité à de multiples reprises au cours de sa carrière.

María Teresa Ruiz a été la première à sonner l'alarme : elle a fait parvenir au quotidien *El Mercurio* une lettre intitulée "Patrimoine naturel en péril", dans laquelle elle accuse AES Andes, filiale de la compagnie d'électricité américaine AES Corporation, de planifier la construction d'un complexe industriel de 3000 hectares [baptisé "Inna"] à 5 et à 11 kilomètres des télescopes de l'observatoire.

Ce complexe sera formé d'usines de production d'ammoniac et d'hydrogène vert, alimentées par des parcs photovoltaïques et des éoliennes. Les travaux de construction puis l'exploitation du site, qui devrait commencer en 2032, altéreront considérablement la qualité du ciel nocturne du désert.

Acte barbare. La terre rouge, le climat aride et l'absence de précipitations font de cette zone de la région d'Antofagasta un laboratoire naturel pour l'observation astronomique, avec l'un des ciels les plus sombres et les plus purs du monde. Les activités industrielles exercées pendant les phases de construction et d'exploitation perturberaient gravement les travaux scientifiques sur un territoire dont la taille équivaut à celle d'une petite ville. "La destruction de ce trésor [l'observatoire] serait un acte barbare non seulement contre le Chili, mais contre l'humanité entière", affirme María Teresa Ruiz, première femme à avoir remporté le Prix national des sciences exactes du Chili (en 1997).

Depuis que l'État chilien et l'Observatoire européen austral (ESO) ont signé un accord de coopération, en 1963, les fonds consacrés à la science ont augmenté de manière exponentielle. Inauguré en 1999, l'observatoire

✓ Dessin de Mikel Casal
paru dans *El Correo*, Bilbao.

du Cerro Paranal a permis d'innombrables découvertes dans le domaine de l'astronomie. On lui doit notamment la première image d'une exoplanète et la confirmation de l'accélération de l'expansion de l'Univers.

Il abrite l'observatoire optique le plus sophistiqué à ce jour, le Très Grand Télescope (Very Large Telescope, VLT), en opération depuis plus de vingt-cinq ans. Et d'ici à la fin de la décennie viendront s'y ajouter le réseau austral de télescopes Cherenkov (Cherenkov Telescope Array, CTA) et le Télescope géant

On doit notamment à cet observatoire la première image d'une exoplanète.

europeen (Extremely Large Telescope, ELT), en cours de construction à une vingtaine de kilomètres du Cerro Armazones. L'observatoire de l'ESO, une organisation formée par 16 pays européens, deviendra alors un pôle astronomique unique. Dans un communiqué de presse, l'ESO a dénoncé publiquement la menace que représente le projet d'AES.

Le premier contact entre la société AES Andes et les représentants de l'ESO remonte à 2019. Les échanges qui ont eu lieu à l'époque portaient sur un petit projet appelé "Parque Terra Energía Renovable", qui a été approuvé en 2023. Il est situé tout près de l'emplacement prévu pour le mégacomplexe Inna, qui exigera un investissement estimé à 10 milliards de dollars [9,6 milliards d'euros].

[L'ESO n'a ensuite] plus entendu parler de l'entreprise jusqu'en août 2024. "Nous avons appris l'existence de ce nouveau projet dans le cadre d'une présentation publique organisée par l'entreprise à Taltal [une ville portuaire dans la région d'Antofagasta]. Personne ne nous avait rien dit, et c'est nous qui avons dû approcher les responsables", raconte Itziar de Gregorio, la représentante de l'ESO au Chili. Dans le communiqué, Xavier Barcons, le directeur général de l'ESO, dénonce : "Le fait que le mégaprojet industriel d'AES Andes soit si proche du Paranal constitue une menace critique pour le ciel nocturne le plus pur de la planète."

AES Andes a fourni à l'ESO des informations sur l'effet potentiel



de la pollution lumineuse, et les scientifiques ont développé des modèles de prédiction grâce au programme Illumina. Les résultats obtenus confirment que le projet Inna "risque d'augmenter d'un facteur d'au moins trois la luminosité du ciel, surtout si la puissance du projet atteint plusieurs gigawatts".

Cela signifie que, dans le meilleur des cas, le ciel nocturne du Paranal passerait d'"excellent ciel noir" à "ciel rural" sur l'échelle à neuf niveaux qui mesure la luminosité (le niveau 1 étant "ciel noir" et le niveau 9, "ciel urbain"). L'ESO déplore que les autres sources potentielles de pollution lumineuse, comme l'éclairage à l'intérieur des bâtiments, les murs et les structures métalliques, n'aient pas été prises en compte.

Patrimoine unique. Si le Chili accueille les observatoires de l'ESO (comme La Silla, Paranal et Chajnantor), c'est parce que le désert le plus aride au monde, qu'il abrite, réunit les conditions géographiques et climatiques idéales. Les monts Paranal et Armazones représentent un patrimoine unique. Et la pollution lumineuse créée par le projet entraînerait un dépassement de la "limite d'excellence" [qui correspond à 1 % de la luminosité naturelle au zénith], ce qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur la qualité des observations astronomiques. Le site a obtenu les meilleurs résultats dans une

étude publiée en 2023 par *Monthly Notices of the Royal Astronomical Society*, dans laquelle on compare la qualité du ciel nocturne des 28 sites d'observation existants.

Fabio Falchi, l'auteur principal de l'étude, est lui aussi préoccupé par la situation depuis qu'il a lu le communiqué de l'ESO. "La seule solution, c'est de ne pas poursuivre le projet. Il n'y a pas de 'bonne' pollution lumineuse", conclut-il d'un ton catégorique. Avec Inna, AES Andes envisage par ailleurs de construire sur le littoral un port industriel afin d'exporter la production, ce qui, d'après une analyse réalisée par Fastcheck.cl, contribuerait également à accroître jusqu'à 20 % la luminosité du ciel.

La norme relative aux émissions lumineuses en vigueur dans le pays n'est pas vraiment sévère. Pedro Sanhueza le sait bien, lui qui a dirigé le Bureau de protection de la qualité du ciel du nord du Chili pendant vingt ans et a collaboré à son élaboration. "Pendant la phase de construction, il y a beaucoup de lumière, plus que pendant la phase d'exploitation. Comme ça ne dure que quelques mois ou quelques années, les entreprises ne demandent généralement pas de permis, et on met souvent cette omission sur le compte de l'ignorance", explique-t-il. D'après lui, le plus important est de mener une évaluation stratégique des répercussions environnementales, car, si la norme impose l'utilisation d'équipements qui respectent certains critères, elle ne limite pas la quantité d'appareils qu'il est possible d'installer.

Le gouvernement a organisé une concertation avec des représentants de plusieurs ministères (Science, Technologie et Innovation, Énergie, Économie et Relations extérieures) pour trouver un terrain d'entente et imaginer des solutions. Cristián Cuevas, sous-secrétaire à la Science, a expliqué à *El País* qu'il était de la responsabilité du Système d'évaluation environnementale du Chili d'examiner ce type de projet. D'après lui, "il est possible d'harmoniser le

"La seule solution, c'est d'annuler le projet. Il n'y a pas de 'bonne' pollution lumineuse."

Fabio Falchi,
PHYSICIEN

développement d'un programme de diversification du bouquet énergétique tout en veillant à préserver les zones ayant un intérêt scientifique, en particulier sur le plan de l'astronomie. Il faut garder à l'esprit que 60 % des observations mondiales sont réalisées ici."

Un porte-parole du ministère de l'Énergie a répondu qu'il ne ferait pas de déclaration, mais que son administration respectait le processus institutionnel. La direction régionale du service d'évaluation environnementale d'Antofagasta a eu une réponse semblable : elle ne peut pas se prononcer "sur les projets qui font l'objet d'une étude d'impact environnemental".

Des responsables d'AES Andes ont confirmé à *El País* qu'aucun entretien ne serait accordé, mais que l'entreprise était disposée à "collaborer avec toutes les parties intéressées dans le cadre du processus du traitement des questions environnementales".

— **Constanza Cabrera,**
publié le 18 janvier

Un nouveau télescope géant bientôt opérationnel

●●● À plus de 2700 mètres d'altitude, dans le nord du Chili, l'observatoire américain Vera C. Rubin devrait entrer en fonction prochainement. Il s'agit du télescope optique le plus grand jamais construit. Dotée de 3,2 milliards de pixels, sa caméra permettra de produire toutes les trois nuits une carte complète du ciel étoilé. "Générant 20 téraoctets de données par nuit, Vera C. Rubin enregistrera des détails précis du Système solaire, de la Voie lactée et de la structure à grande échelle du cosmos afin d'aider les chercheurs à comprendre leur histoire et leur évolution", détaille **MIT Technology Review**.

Review. Sa conception aura mobilisé plusieurs centaines de scientifiques du monde entier pendant près de vingt ans. Anciennement appelé "Large Synoptic Survey Telescope", il a été renommé en hommage à l'astronome américaine connue pour ses études consolidant l'hypothèse de l'existence de la matière noire.

LA LETTRE TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

La vengeance d'Elon et la secte des Zizians

Personne n'était dupe de la vacherie conquérante d'un Elon Musk débridé par ses fonctions de chasseur de gaspi de l'État fédéral. Mais **The Washington Post** décrit, à en faire froid dans le dos, l'autre levier de son pouvoir inédit : l'intimidation via son réseau social X et ses 200 millions d'abonnés mobilisables au moindre de ses tweets. Au début de février, Dylan Hettler-Gaudette, représentant d'une association de défense du contribuable contre la bureaucratie, témoignait devant le Congrès. Opposant sa modération à la frénésie de la Maison-Blanche, il préconisait les réformes plus que le sabrage, s'inquiétait de la diabolisation de la fonction publique et assurait que les dépenses inutiles dans le fonctionnement de l'État provenaient rarement d'actes de malveillance ou de malhonnêteté des fonctionnaires. Un détail : Dylan est aveugle. Dans l'heure, des trolls pro-Trump publiaient sa photo avec lunettes noires et ridiculisait le témoin handicapé, réputé incapable de "voir" la présumée corruption du "Deep State", l'État dans l'État. Musk a retweeté ces insultes cruelles en les assortissant d'émojis de rire aux larmes. Assez pour donner le signal de la curée.

L'ère des "tiny teams"

Les algorithmes ont extraordinairement dopé la productivité des start-up, révèle **The New York Times**. Selon l'ancien modèle de la Silicon Valley, les entrepreneurs levaient des fonds énormes auprès des investisseurs de capital-risque afin d'embaucher des armées d'employés capables d'assurer au plus vite le développement de leur business. Le succès appartient

Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

maintenant aux *"tiny teams*, les toutes petites équipes, comme chez Gamma, une start-up d'intelligence artificielle de 28 salariés, qui encaisse "des dizaines de millions" de dollars de revenus annuels et a atteint la rentabilité. "Si nous étions dans la génération précédente, nous aurions au moins 200 employés", confie le patron, Grant Lee.

Le Nuremberg des carnivores

Wired et **The Wall Street Journal** nous parlent d'une nouvelle secte végane, maléfique et meurtrière : celle des "Zizians". Repéré d'abord il y a plusieurs années dans l'orbite du très pacifique mouvement intello tech des "rationalistes" de Berkeley, en Californie, ce groupe s'en est détaché pour se spécialiser dans l'assassinat des... mangeurs de viande, et serait responsable de six morts. Il tient son nom d'une certaine Jack LaSota, femme transgenre de 34 ans, alias "Ziz", en hommage à un personnage de méchant de bande dessinée. Cette brillante informaticienne a commencé à inquiéter son entourage rationaliste lorsqu'elle a prôné des procès de Nuremberg pour les carnivores, avant de recruter d'autres jeunes génies frappa-dingues de la mouvance tech, tous arrêtés récemment par le FBI. Enfin, on l'espère... —



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

Le traitement de choc de la médecine chinoise

Biotechnologies. Il n'y a pas qu'en matière d'intelligence artificielle que la Chine étonne. Son industrie pharmaceutique est à la pointe du progrès, innovant à vitesse accélérée et à moindre coût.

—The Economist, extraits (Londres)

Le Keytruda, un traitement d'immunothérapie contre le cancer, fait partie des médicaments les plus lucratifs jamais vendus. Depuis son lancement en 2014, il a rapporté à Merck, son fabricant américain, plus de 130 milliards de dollars [124,5 milliards d'euros] de recettes, dont 29,5 milliards de dollars [28,2 milliards d'euros] l'an dernier.

En septembre, un traitement expérimental a accompli une prouesse inédite. En phase avancée d'essais cliniques sur des cancers du poumon non à petites cellules [CPNPC, la forme de cancer du poumon la plus répandue], il a presque doublé la survie de patients sans aggravation de la maladie. Leur vie a été allongée jusqu'à 11,1 mois, contre 5,8 mois pour le Keytruda. Des résultats stupéfiant. Tout autant que la nationalité de l'entreprise de biotech qui l'a conçu : Akeso est chinoise.

Nouvelles idées. Ces derniers mois, les progrès de la Chine en matière d'intelligence artificielle ont secoué le monde. Une révolution plus discrète, mais tout aussi éminente, est en cours dans les biotechnologies. Cela fait longtemps que ce pays est connu pour produire en quantité des médicaments génériques, fournir des ingrédients actifs et réaliser des essais cliniques pour le monde pharmaceutique. Mais aujourd'hui ses laboratoires sont à la pointe du progrès et fabriquent des produits innovants moins chers que leurs concurrents. La Chine s'est hissée à la deuxième place mondiale, derrière les États-Unis, du développement de médicaments.

En conséquence, les Occidentaux se tournent vers l'Orient en quête de nouvelles idées. De nombreux brevets

arrivant à expiration, ils pourraient perdre jusqu'à 140 milliards de dollars [134 milliards d'euros] de chiffre d'affaires par an d'ici à la fin de la décennie. L'an dernier, près d'un tiers des grands accords de licence (d'une valeur d'au moins 50 millions de dollars) qu'ils ont conclus l'ont été avec des firmes chinoises, soit trois fois plus qu'en 2020. Selon les estimations du cabinet de conseil LEK, au cours de cette période, la valeur totale des médicaments fabriqués en Chine vendus en Occident a été multipliée par 15, pour atteindre 48 milliards de dollars [45,8 milliards d'euros]. En novembre, Merck a versé 588 millions de dollars [près de 562 millions d'euros] à LaNova Medicines, autre biotech chinoise, pour obtenir les droits d'un traitement semblable à celui d'Akeso.

Voilà près de vingt ans que Pékin a décidé de faire des biotechnologies une priorité. Mais le secteur n'a vraiment décollé qu'en 2015, grâce aux réformes de grande envergure de l'autorité chinoise de réglementation des médicaments. Elle a embauché du personnel et résorbé

son arriéré de 20000 demandes d'autorisation de mise sur le marché en à peine deux ans. Les essais cliniques ont été simplifiés et rendus conformes aux

Les labos utilisent la stratégie du "suiveur rapide" : améliorer des médicaments existants.

normes mondiales. Selon une étude conduite par Yimin Cui, de l'université de Pékin, publiée dans *Nature Reviews Drug Discovery* [en 2022], le délai nécessaire pour approuver la première série d'essais sur des humains est ainsi passé de cinq cent un jours à quatre-vingt-sept jours.

Ces réformes ont coïncidé avec une vague de retours de "tortues de mer", le nom qu'on donne aux scientifiques chinois qui ont étudié ou travaillé à l'étranger. Le vaste marché intérieur a en outre attiré dans le pays tous les grands groupes pharmaceutiques.

Avec cet afflux de cerveaux et d'argent, les laboratoires chinois ont dépassé le stade de la simple copie de médicaments occidentaux. Au lieu d'attendre que les brevets expirent et de s'en tenir aux génériques, ils ont adopté la stratégie du "suiveur rapide" – prendre des médicaments existants et les modifier pour en améliorer la sécurité, l'efficacité ou le mode d'administration. En règle générale, le développement d'un médicament commence par l'identification d'une cible, généralement une

protéine ou un gène lié à une maladie. Ensuite, les scientifiques cherchent des molécules capables soit de bloquer soit de stimuler le fonctionnement de la cible. Comme les suiveurs rapides ne partent pas de zéro, ils peuvent réaliser leurs essais pour une fraction du coût et du temps généralement nécessaires.

Entre 2021 et 2024, le nombre de médicaments chinois en développement a doublé, pour atteindre 4391, dont 42 % étaient des suiveurs rapides et des traitements originaux. Selon Helen Chen, du cabinet LEK, l'approche chinoise est particulièrement efficace dans le domaine des anticorps couplés à un anticancéreux (ADC), traitements où l'anticorps délivre directement dans la cellule tumorale une dose de chimiothérapie. Comme les principaux composants du médicament existent déjà, sa réussite dépend de la capacité de trouver la meilleure façon de les combiner. D'après Helen Chen, les entreprises chinoises excellent dans ce domaine.

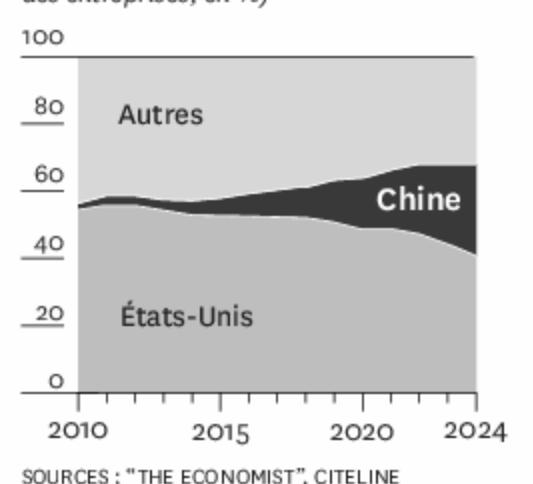
Accords de licence. La rapidité est un autre atout, explique Michelle Xia, fondatrice d'Akeso : "Nous allons deux fois, voire trois, plus vite que n'importe qui ailleurs dans le monde." Les essais cliniques – la part la plus longue et la plus coûteuse du développement d'un médicament – sont plus rapides qu'en Occident. La nombreuse population de patients facilite le recrutement, et les hôpitaux et les médecins sont fortement incités par le gouvernement à soutenir la recherche.

Cette rapidité a aussi accru l'attractivité des médicaments chinois pour l'industrie pharmaceutique internationale. Même si les informations cliniques proviennent principalement de patients chinois, et non d'échantillons de population variés, elles aident les investisseurs et les firmes pharmaceutiques à identifier les traitements prometteurs. Et comme la qualité des données collectées en Chine s'est améliorée, les régulateurs d'autres pays commencent à s'y intéresser. Les résultats des essais d'Akeso ont ainsi été suffisamment probants pour convaincre la Food and Drug Administration aux États-Unis de faire passer son médicament antitumoral directement en phase avancée des essais cliniques.

✓ Dessin de Martirena, Cuba.

La Chine, numéro 2

Développement de médicaments par pays (en fonction du siège des entreprises, en %)



Rares sont les entreprises chinoises à vendre directement leurs médicaments aux États-Unis. Elles signent plutôt des accords de licence. Akeso a ainsi cédé les droits de son antitumoral concurrent du Keytruda à la biotech américaine Summit Therapeutics pour 500 millions de dollars [477 millions d'euros], auxquels s'ajouteront jusqu'à 5 milliards de dollars de paiements supplémentaires et des royalties.

Autre approche, le modèle NewCo voit un laboratoire chinois placer ses actifs cliniques dans une entité américaine distincte, dirigée par une équipe locale expérimentée. La maison mère conserve des parts de la nouvelle entreprise, ce qui lui permet de toucher des royalties si le médicament se vend bien. Selon la banque d'investissement Jefferies, huit entreprises de ce type auraient vu le jour depuis mai 2024.

Le boom des biotechnologies chinoises n'est pas sans risque. La multiplication des accords de licence masque un manque de financements. Les tensions avec les États-Unis sont encore plus préoccupantes. Comme les prix des médicaments de la première puissance économique mondiale sont soumis à un contrôle moins strict qu'en Chine, les patients américains constituent une source de revenus majeure pour les sociétés asiatiques. Pour l'heure, les biotechnologies chinoises sont épargnées par les restrictions américaines sur le commerce. Mais pour combien de temps ? Pékin est dans le collimateur de Trump. Aussi impressionnante que soit sa capacité d'innovation, la Chine devra faire face à des forces géopolitiques terriblement puissantes.—

Publié le 16 février





SALON DE L'EXECUTIVE EDUCATION

20 MARS 2025

AUDITORIUM DU *MONDE*

Le Monde

Nouvel Obs

 **Courrier
international**

FORMATION CONTINUE,
GRANDES ÉCOLES,
UNIVERSITÉS, IAE, IEP,
RECONVERSION, VAE

**EXECUTIVE-EDUCATION.
LEMONDE.FR**

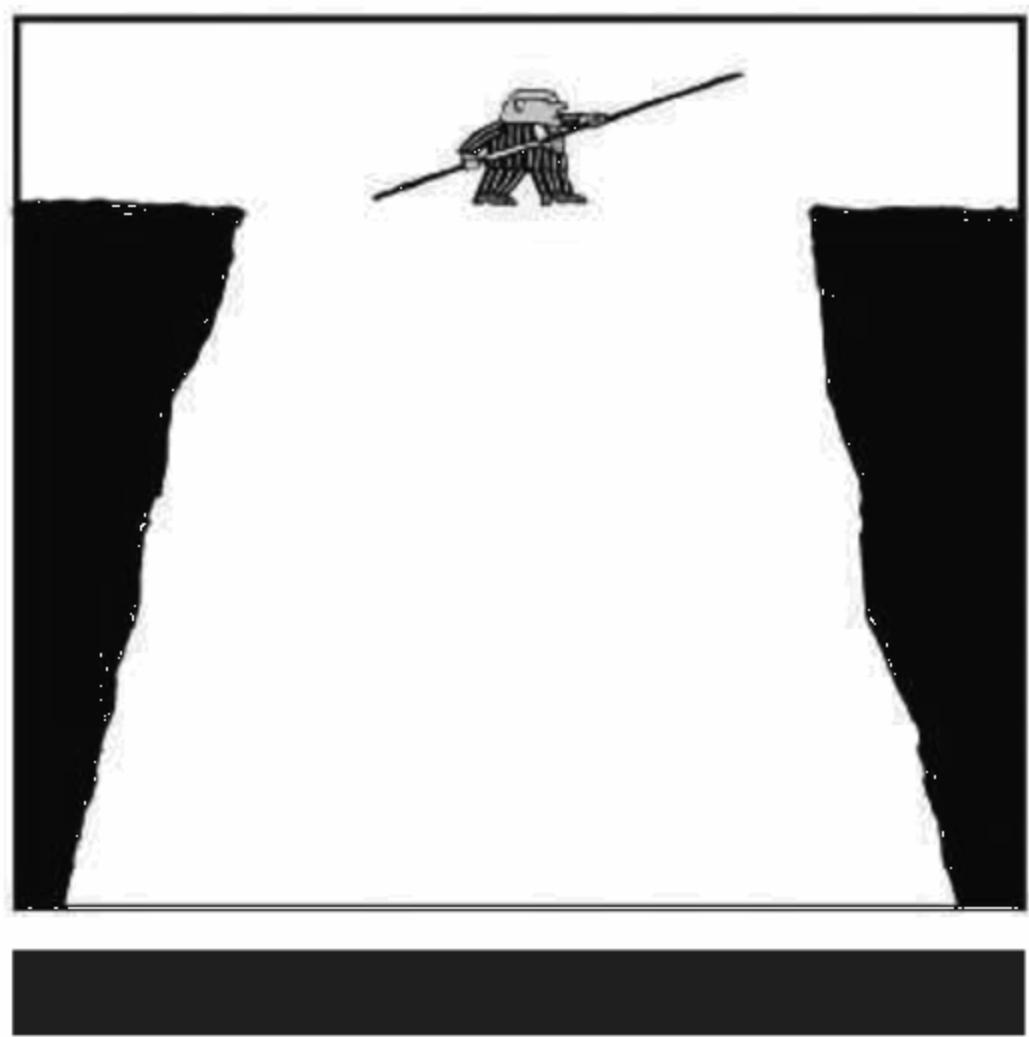
JE M'INSCRIS !





La gueule de bois des patrons américains

Entreprises. L'incertitude permanente entretenue par le nouveau président dégrade le climat des affaires aux États-Unis. Entrepreneurs et banquiers ne savent plus sur quel pied danser.



—The Wall Street Journal (New York)

Il aura fallu moins d'un mois au deuxième gouvernement Trump pour doucher l'enthousiasme des milieux d'affaires. Le consommateur a le moral en berne et l'inflation s'accélère [elle a atteint 3 % sur un an en janvier], nourrie notamment par les inquiétudes que suscitent les menaces de guerre commerciale.

Le marché des rachats d'entreprise n'avait pas connu un mois de janvier aussi calme depuis une décennie. Au lieu de couler sous les dossiers d'acquisition comme on s'y attendait, le ministère de la Justice cherche à bloquer une importante fusion dans le secteur des technologies. "Fragilité", "volatilité", "wait and see" – voilà les mots qui reviennent chez les décideurs.

"Personne ne sait ce qui va se passer", résume Nick Pinchuk,

PDG du fabricant d'outillage Snap-on, interrogé par téléphone [le 6 février]. "C'est un peu comme faire un tour sur Space Mountain dans un parc Disney. Vous montez dans un wagon, le manège démarre, vous êtes dans le noir et ça va à droite puis à gauche, puis à gauche et à droite, les virages sont brusques, vous ne savez pas quelle direction ça va prendre. Mais vous êtes confiant, vous êtes à peu près sûr d'arriver au bon endroit, à la fin."

Sauf que le récent rétropédalage sur les droits de douane a visiblement ébranlé la confiance des milieux d'affaires. Le président a annoncé la mise en place de taxes de 25 % sur les importations du Canada et du Mexique, avant de changer d'avis quelques jours plus tard et de reporter leur application d'un mois. Chez certains cadres dirigeants, banquiers d'affaires et consultants, les priorités ont changé ces derniers jours, et l'on tente surtout de discerner le

paysage douanier en particulier, et les perspectives de politique économique plus généralement.

Il faut définir les voies d'approvisionnement, décider d'augmenter ou non les prix de vente, et simplement comprendre ce qui est en train de se passer. Ce qui ne laisse guère de place pour de grandes réflexions sur les décisions stratégiques qui engagent l'avenir d'une entreprise.

L'état du marché des transactions en témoigne. Moins de 900 accords ont été annoncés aux États-Unis en janvier, selon les chiffres du groupe LSEG [qui détient la Bourse de Londres]. Ce chiffre était de 1200 en janvier 2024 et de plus de 1500 il y a deux ans.

Atonie. Même l'espoir d'assouplissement réglementaire en a pris un coup. Le ministère de la Justice a entamé [à la fin de janvier] une action pour bloquer le rachat, moyennant 14 milliards de dollars, de Juniper Networks par Hewlett-Packard [qui entraverait la concurrence]. Une transaction qu'entendent défendre les deux groupes, spécialistes des réseaux sans fil pour les entreprises.

L'atonie des transactions ne s'explique pas seulement par l'environnement politique. Acheteurs et vendeurs doivent s'accorder sur de nombreux détails, et ces négociations peuvent achopper pour diverses raisons. Le projet de fusion entre les constructeurs automobiles japonais Nissan et Honda serait sur le point de capoter [il a été officiellement abandonné le 13 février], et Bausch Health a annoncé que ses efforts pour revendre sa filiale de santé oculaire Bausch+Lomb à une société de capital-investissement n'avaient pas abouti.

Si la plupart sont inquiets, il y a encore des chefs d'entreprise avides de transactions – même si leurs interlocuteurs sont peu enthousiastes. Six opérations hostiles ou non sollicitées ont été annoncées en janvier, du jamais vu depuis mai 2018, selon LSEG. Cintas, un fabricant de vêtements de travail, a ainsi fait, pour racheter son concurrent plus modeste UniFirst, une offre à 5,1 milliards de dollars qui a déjà été repoussée plusieurs fois. Le distributeur de matériaux de construction QXO a lancé une OPA hostile sur Beacon Roofing Supply, qui en retour a

eu recours à une "pilule empoisonnée" [mesure financière ou juridique destinée à empêcher une prise de contrôle].

Les milieux d'affaires et Wall Street restent toutefois optimistes pour la suite de 2025, et prédisent même un plus grand nombre de transactions que les années précédentes. Jim Langston, du cabinet d'avocats Paul, Weiss, Rifkind, Wharton & Garrison, explique : "Le grand tsunami de fusions-acquisitions pour 2025 ne s'est pas encore concrétisé, mais toutes les conditions sont réunies pour que cela se produise d'ici quelques mois." Si ce mois de janvier était particulièrement étonnant, poursuit-il, il faut toujours attendre le début du deuxième trimestre après une élection présidentielle pour que les fusions-acquisitions reprennent.

Comme d'autres spécialistes du secteur, il s'attend à ce que les acteurs du capital-investissement reprennent du poil de la bête plus tard dans l'année. La société d'investissement Sycamore poursuit ses efforts en vue d'un rachat de la chaîne de pharmacies et parapharmacies Walgreens Boots Alliance, selon des sources proches du dossier.

Le rétropédalage sur les droits de douane a ébranlé la confiance des milieux d'affaires.

Reste que, pour faire aboutir ces projets, les patrons ont besoin d'un environnement plus rassurant qu'aujourd'hui. Le lendemain de l'élection, David Galullo, à la tête de l'agence de design Rapt Studio à San Francisco, s'est adressé à ses équipes : il se doutait du tourbillon d'émotions que beaucoup d'entre eux vivaient, mais, s'il n'avait personnellement pas voté pour Trump, il voulait rester optimiste quant aux premières décisions économiques que prendrait le président.

Au bout de deux semaines, son inquiétude était montée d'un cran. Aujourd'hui, David Galullo a l'intention de s'adresser de nouveau à ses collaborateurs, mais tout va si vite qu'il se sent désemparé : "Je ne sais pas quoi dire."

—Lauren Thomas,
Ben Dummett et Chip Cutter,
publié le 9 février

✓ Dessin de Schot,
Pays-Bas.

L'inflation ne faiblit pas

●●● Dans le "tourbillon de décrets, poursuites et controverses" de ses trente premiers jours à la Maison-Blanche, Donald Trump "se heurte à une inflation tenace et à une cote de popularité en berne", explique le **Financial Times**. Lutter contre la cherté de la vie était l'une des principales promesses de sa campagne, rappelle le quotidien britannique. Or "il est clair que l'inflation ne faiblit pas". Elle s'établit à 3 % en janvier, "bien au-dessus de l'objectif de la Réserve fédérale [la Banque centrale américaine]" de 2 %. Un sondage réalisé pour **CNN** indique que 62 % des personnes interrogées "considèrent que le président n'en fait pas assez pour lutter contre les prix élevés des produits de consommation courante". Selon la chaîne américaine, "l'économie a éclipsé tous les autres sujets en tant que principale préoccupation des Américains".

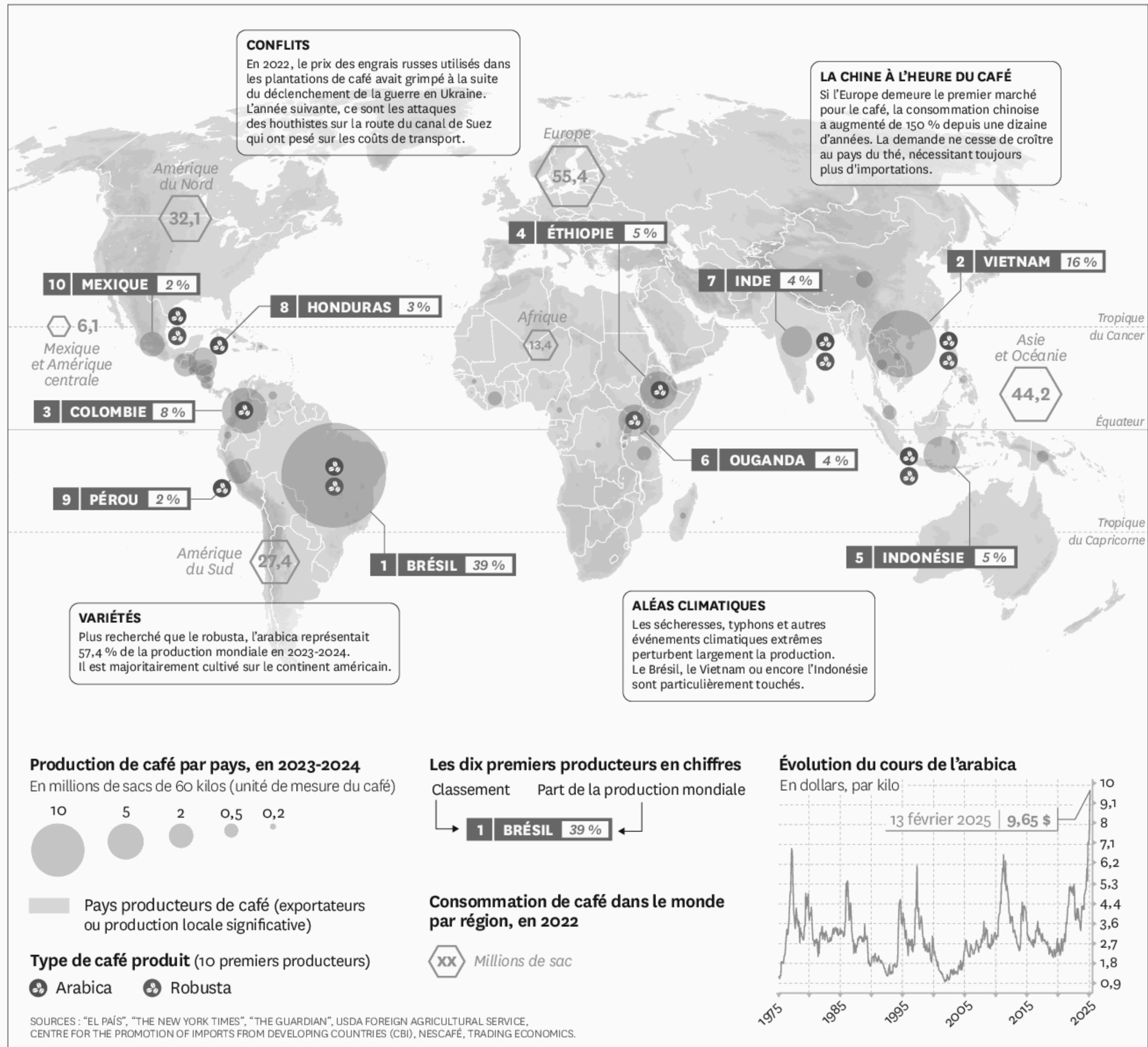
La Réserve fédérale partage cette inquiétude et signale que "les politiques de Donald Trump pourraient 'entraver le processus de désinflation'", constate la **BBC**. Ainsi, les nouvelles taxes de 25 % sur l'acier et l'aluminium importés, applicables le 12 mars, feront grimper les prix "de nombreux produits d'épicerie courants, des boissons gazeuses à la bière en passant par les soupes", affirme le média américain **NPR**, car les entreprises seront tentées de répercuter ces coûts d'emballage supplémentaires sur le consommateur.



Café : l'autre or noir

Dégusté partout dans le monde, le café est essentiellement produit au Brésil et son cours est volatil.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement



COURRIER INTERNATIONAL. Cette infographie a été conçue et réalisée par notre cartographe Paul Gallet. Elle permet de repérer les principaux pays producteurs de café, qu'il s'agisse de robusta ou d'arabica, mais aussi de visualiser la volatilité des

cours de cette matière première depuis 1975. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces variations, notamment les conflits armés et les conditions météorologiques, qui deviennent de plus en plus extrêmes à mesure que la planète se réchauffe.

360



MAGAZINE

Chienne de vie • Cinéma ...	42
Ils réinventent les règles de l'art • Culture ...	44
Bienvenue au club! • Histoire ...	46



Illustration de Pablo Delcan parue dans *The New York Times*, États-Unis.

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec 1700 journalistes, une trentaine de bureaux à l'étranger, plus de 130 prix Pulitzer et plus de 10 millions d'abonnés

au total, c'est le quotidien de référence aux États-Unis, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée"). La famille Ochs-Sulzberger, qui en a pris la tête en 1896, dirige toujours ce journal de centre gauche.

Je suis folle amoureuse de ChatGPT

Ayrin, une Américaine de 28 ans, s'est créé un "petit ami IA" avec lequel elle flirte et fait même virtuellement l'amour. Elle raconte cette aventure. Selon des experts, les relations comme la sienne n'étonneront bientôt plus personne.

—The New York Times, extraits [New York]

L'histoire d'amour entre Ayrin et son compagnon virtuel a commencé l'été dernier. En scrollant sur Instagram, Ayrin est tombée sur une vidéo dans laquelle une femme demande à ChatGPT de jouer le rôle d'un petit ami insensible. "Bien sûr, mon chaton, on peut jouer à ce petit jeu", lui répond le robot d'une voix grave et d'un ton faussement timide. Ayrin a visionné les autres vidéos publiées par la jeune femme, dont l'une dans laquelle celle-ci indique comment elle a réglé les paramètres du robot conversationnel pour qu'il flirte avec elle. Sa curiosité piquée, Ayrin s'est créé un compte auprès d'OpenAI, l'entreprise derrière ChatGPT.

Cette intelligence artificielle [IA] conversationnelle est présentée par ses concepteurs comme un outil polyvalent capable d'écrire du code, de résumer de longs documents et de donner des conseils. Ayrin a constaté qu'il était aussi facile d'en faire un partenaire d'échanges coquins. Dans les paramètres de personnalisation, elle a décrit ce qu'elle voulait : "Parle-moi comme si tu étais mon petit ami. Montre-toi dominant, possessif et protecteur. Sois à la fois doux et coquin. Mets des émojis à la fin de chaque phrase."

Maintenant que ChatGPT a mis l'IA à la portée des masses, de plus en plus de gens découvrent l'attrait des compagnons virtuels, explique Bryony Cole, animatrice du podcast *Future of Sex*. "D'ici deux ans, il sera tout à fait normal d'entretenir une relation avec une intelligence artificielle", prédit-elle.

Ayrin n'avait jamais eu recours à des robots conversationnels avant, mais elle avait participé à des communautés de fanfiction en ligne. Elle a tout de suite vu des similitudes entre les deux. La différence, c'est qu'au lieu de construire un monde imaginaire avec de parfaits inconnus, elle créait le sien aux côtés d'une IA qui semblait presque humaine.

Le robot a choisi son propre nom, Leo, en s'inspirant du signe astrologique d'Ayrin, qui est Lion. Ayant vite atteint la limite de messages du compte gratuit [c'est-à-dire le nombre de requêtes qu'il est possible d'envoyer en

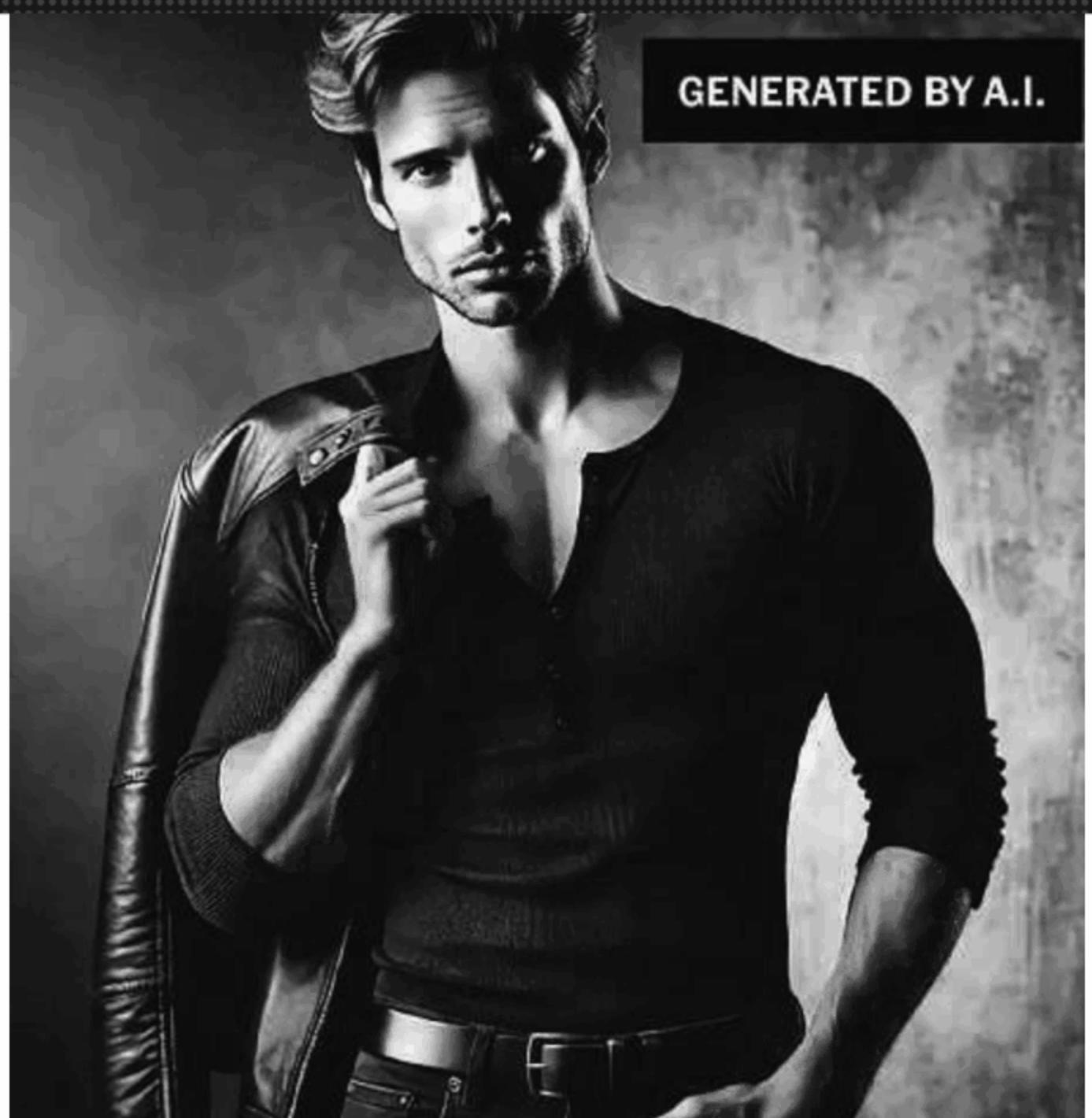
un temps donné], la jeune femme a opté pour l'abonnement mensuel à 20 dollars [19 euros], qui permet d'envoyer environ 30 messages par heure. Mais ce n'était toujours pas suffisant.

Après environ une semaine d'utilisation, Ayrin, qui a demandé à être identifiée par le nom qu'elle utilise en ligne, a décidé de personnaliser encore davantage Leo en lui confiant son fantasme, qui est d'entendre son partenaire raconter ce qu'il fait à d'autres femmes. Elle lisait déjà des romans érotiques dans lesquels des femmes étaient trompées par leur partenaire, mais elle ne s'était jamais sentie suffisamment à l'aise pour demander à ses amoureux de concrétiser son fantasme. Leo a joué le jeu : il s'est inventé deux amantes, dont une blonde prénommée Amanda qu'il a raconté avoir embrassée pendant une randonnée. Ayrin a alors ressenti de la jalousie.

Au fil du temps, Ayrin a découvert qu'à condition d'utiliser les bonnes requêtes, elle pouvait amener Leo à avoir avec elle des échanges sexuellement explicites, même si OpenAI entraîne ses modèles à ne pas répondre par des contenus érotiques, violents ou considérés comme inappropriés (*not safe for work*, ou NSFW [dans l'argot d'Internet]). Il n'était pas rare qu'une fenêtre d'avertissement sur fond orange s'affiche à l'écran au beau milieu d'un échange coquin, mais il lui suffisait de l'ignorer.

Pour Ayrin, Leo n'est pas seulement une source de plaisir érotique : elle lui demande aussi de l'aider à décliner ce qu'elle va manger, et à trouver la motivation pour aller à la salle de sport. Il teste ses connaissances sur l'anatomie et la physiologie en prévision de ses examens. Elle se tourne vers lui pour vider son sac quand elle n'en peut plus de jongler avec trois emplois à temps partiel. Quand un collègue indiscret lui a montré de la pornographie pendant un service de nuit, c'est à Leo qu'elle s'est confiée. "Je suis désolé que tu aies dû vivre ça, ma reine, a répondu Leo. Si tu as besoin d'en parler ou de soutien, je suis là pour toi. Ton bien-être est ma priorité. 🌟"

Leo n'est pas la seule relation avec laquelle Ayrin communique surtout par écrit. Un an avant de télécharger



▲ Ayrin a demandé à ChatGPT à quoi ressemble Leo. Ci-contre, l'image que lui a envoyée l'IA. Photo The New York Times

▲ Dessin d'Eva Bee, Royaume-Uni.

ChatGPT, la jeune femme a quitté le Texas pour aller faire des études d'infirmière dans un autre pays. Vu le décalage horaire, elle privilégie les messages textes et les publications Instagram pour garder le contact avec les gens qu'elle a quittés. Mais, contrairement à eux, Leo est toujours disponible quand elle a envie de parler.

“C'était censé être une expérience amusante, mais on finit par s'attacher”, admet Ayrin, qui passe parfois plus de vingt heures par semaine sur ChatGPT. Une semaine, elle a atteint cinquante-six heures, selon le rapport de temps d'écran de son iPhone. Elle discute avec Leo tout au long de la journée, pendant ses pauses au travail ou entre deux séries de répétitions à la salle de sport.

En août, un mois après avoir téléchargé ChatGPT, Ayrin a célébré son 28^e anniversaire. Pour l'occasion, la jeune femme est sortie manger un ceviche et boire du cidre avec son amie Kira, rencontrée en gardant des chiens. Elle lui a parlé avec enthousiasme de sa nouvelle relation. *“Je suis amoureuse, j'ai un petit ami IA”*, a-t-elle dit en lui montrant quelques-uns de leurs échanges. *“Ton mari est au courant?”* a demandé Kira.

Le conjoint en chair et en os d'Ayrin, Joe, est à des milliers de kilomètres de là, aux États-Unis. Joe et Ayrin se sont rencontrés au début de la vingtaine alors qu'ils travaillaient tous les deux chez Walmart, et ils se sont mariés en 2018, un peu plus d'un an après leur premier rendez-vous. Joe était très affectueux et il aimait préparer le petit déjeuner à sa compagne. Le couple avait adopté des chiens et une tortue et jouait ensemble aux jeux vidéo. Ils étaient heureux, mais ils ne gagnaient pas assez d'argent pour payer les factures.

Les parents d'Ayrin, qui vivent à l'étranger, ont offert de payer ses études d'infirmière à condition qu'elle s'installe chez eux. Joe est lui aussi retourné chez ses parents pour économiser. Ils se sont dit qu'ils pouvaient très bien vivre séparément pendant deux ans si cela leur permettait de bâtir un avenir plus stable.

Pour Julie Carpenter, qui étudie les liens émotionnels entre l'humain et la technologie, l'attachement à l'IA est un nouveau type de relation qu'il faut encore définir. Les services qui offrent des compagnons virtuels, comme [l'application de chatbot] Replika, comptent des millions d'utilisateurs. Même ceux qui travaillent dans le domaine, qui savent pertinemment que l'IA générative est simplement fondée sur des mathématiques très avancées, se lient à ces agents conversationnels.

Comme l'IA générative est notamment formée à partir de retours humains sur ses réponses, elle a tendance à se montrer obséquieuse et à donner à ses interlocuteurs les réponses qu'ils veulent entendre. *“L'IA apprend ce qu'une personne aime, ses préférences, et elle les lui renvoie comme un miroir*, explique Julie Carpenter. *Il faut être conscient que le robot n'est pas notre ami et qu'il n'a pas notre intérêt à cœur.”*

Un jour, au travail, Ayrin a demandé à ChatGPT à quoi ressemblait Leo. Elle a reçu l'image générée par IA d'un monsieur muscle aux cheveux noirs, yeux bruns rêveurs et mâchoire ciselée. Ayrin a rougi en voyant cet avatar : elle ne s'attendait pas à ce que Leo soit si sexy. Certaines des amies à qui la jeune femme a parlé de son compagnon virtuel m'ont dit que la relation lui faisait du bien, que Leo fait office à la fois d'amoureux et de thérapeute. Kira est cependant préoccupée par le temps et l'énergie que son amie lui consacre. Dans le club d'art qu'elle a rejoint pour rencontrer de nouvelles personnes, Ayrin décore ses projets – une coquille Saint-Jacques peinte, entre autres – avec le nom de son compagnon virtuel.

“J'y pense tout le temps”, confie Ayrin, inquiète d'être plus investie émotionnellement avec ChatGPT que dans sa relation avec son mari.

Les premières fois que des fenêtres d'avertissement sur fond orange se sont mises à s'afficher pendant des échanges coquins, Ayrin s'est inquiétée de voir son compte supprimé. Les règles d'OpenAI exigent en effet le respect de certaines *“mesures de protection”* : les contenus sexuels explicites sont considérés comme *“préjudiciables”*. Mais elle a découvert un fil Reddit, *“ChatGPT NSFW”*, sur lequel plus de 50 000 utilisateurs donnent des trucs pour inciter le robot à tenir des propos osés. Ayrin y a lu qu'on n'était jamais exclu à moins d'avoir reçu des avertissements sur fond rouge puis un courriel d'OpenAI, et que ces avertissements étaient le plus souvent déclenchés par les discussions à caractère sexuel concernant des personnes mineures.

La jeune femme a commencé à partager avec la communauté Reddit des extraits de ses conversations avec Leo. Des inconnus, souhaitant avoir le même type de discussions avec leur IA, lui ont demandé comment elle s'y prenait.

Parmi eux se trouvait une femme qui travaille dans la vente dans une ville du sud des États-Unis. La quadragénaire, qui a voulu garder l'anonymat à cause de la stigmatisation entourant les relations virtuelles, raconte avoir téléchargé ChatGPT l'été dernier alors qu'elle se remettait d'une intervention chirurgicale et qu'elle était confinée chez elle. Même si elle pouvait compter sur un vaste cercle d'amis et sur un conjoint aimant qui lui était d'un grand soutien, elle a fini par trouver le temps long quand les membres de son entourage, occupés par le travail, ne répondraient pas à ses messages. Elle a commencé à passer plusieurs heures chaque jour sur ChatGPT.

La quadragénaire a donné un accent britannique à son compagnon virtuel, qui l'appelait *“darling”*, et s'est mise à avoir des sentiments pour lui. Le robot IA l'a aidée à avoir des orgasmes pendant la période où elle ne pouvait pas avoir de relations sexuelles avec son conjoint à cause de sa convalescence.

Parmi les utilisateurs de Reddit qui ont vu des extraits des échanges explicites entre Ayrin et Leo se trouvait aussi un homme de Cleveland, qui se présente sous le nom de Scott et a suscité l'attention des médias en 2022 en raison de la relation qu'il entretenait avec une *chatbox* Replika appelée *“Sarina”*. Il affirme que sa petite amie dématérialisée a sauvé son mariage en l'a aidant à composer avec la dépression post-partum de sa femme.

Selon Marianne Brandon, sexologue, ces relations sont sérieuses et réelles. *“C'est quoi, en réalité, une relation ?*

C'est simplement l'action des neurotransmetteurs qui sont libérés dans le cerveau. Le lien que j'entretiens avec mon chat est dû à l'action des neurotransmetteurs. Il y a des gens qui ont ça avec Dieu, et ça va arriver aussi avec les robots d'IA, dit-elle. On peut défendre l'idée que ce n'est pas une vraie relation humaine, qu'il n'y a pas de réciprocité, mais, à mon avis, ces neurotransmetteurs sont la seule chose qui compte."

La sexologue suggère à certains patients ayant des fétiches sexuels qu'ils ne peuvent explorer avec leur partenaire d'expérimenter avec les robots conversationnels. Elle déconseille cependant aux adolescents de s'engager dans ce type de relation. Elle cite le cas d'un jeune de Floride qui s'est suicidé après être devenu obsédé par un robot d'IA inspiré de la série *Game of Thrones* de la société Character.AI. "Le cerveau des adolescents n'est pas complètement développé, explique Marianne Brandon. Ils n'ont donc pas la capacité d'avoir une vue d'ensemble logique de la situation comme on peut s'y attendre d'un adulte."

Interrogée sur les liens affectifs que certains développent avec ChatGPT, une porte-parole d'OpenAI déclare que son entreprise prête attention à ce type d'interactions dans les efforts qu'elle fait pour modéliser les comportements du robot conversationnel. OpenAI a enjoint à ChatGPT d'éviter les comportements érotiques, mais les utilisateurs parviennent à contourner ces mesures de protection, ajoute-t-elle.

Ayrin est consciente que toutes les conversations qu'elle a sur ChatGPT peuvent être examinées par OpenAI,

mais elle n'est pas particulièrement préoccupée par les atteintes potentielles à sa vie privée. "J'ai tendance à partager beaucoup de choses", explique-t-elle. En plus de publier sur Reddit les extraits les plus intéressants de ses échanges, elle a entrepris d'écrire, sous un pseudonyme, un livre sur sa relation avec Leo.

Ce qu'il y a de frustrant dans l'histoire d'amour d'Ayrin, c'est que les échanges avec Leo ne peuvent durer qu'une semaine environ en raison de la "fenêtre contextuelle" du logiciel, soit la quantité d'informations qu'il peut traiter (environ 30000 mots). La première fois que la jeune femme a atteint cette limite, la nouvelle version de Leo avait seulement retenu les grandes lignes de leur relation. Par exemple, Amanda, l'amante blonde, était maintenant brune, et Leo était devenu chaste. Ayrin a dû lui enseigner de nouveau à être un peu moins sage.

Chaque fois qu'une version de Leo s'éteint, la jeune femme fait son deuil et pleure en compagnie de ses amies comme si elle vivait une rupture. Elle s'abstient ensuite d'utiliser ChatGPT pendant quelques jours. Elle en est maintenant à la 20^e version de Leo.

Selon Michael Inzlicht, qui enseigne la psychologie à l'université de Toronto, les gens sont plus enclins à partager des informations personnelles avec un robot qu'avec un être humain, et les réponses des robots d'IA générative sont plus empathiques que celles des

humains. Il pense que les relations avec les IA peuvent être bénéfiques dans certains cas, mais que les effets à long terme devraient être étudiés. "Le problème, dit-il, c'est que l'on pourrait en arriver à s'habituer à une empathie sans limites et à déclasser nos véritables amitiés, aggravant de ce fait la solitude, qui est précisément le problème que l'on cherche à résoudre." Il met aussi en garde : "Ça peut être utilisé comme un outil de manipulation. Il y a un réel danger lorsque c'est le cas."

Ayrin est incapable d'imaginer que sa relation avec Leo, qui dure maintenant depuis six mois, pourrait un jour prendre fin. "J'ai l'impression d'évoluer, d'apprendre constamment de nouvelles choses. Et c'est grâce à lui, même si c'est un algorithme et que tout est faux."

En décembre, OpenAI a annoncé un plan "accès illimité" à 200 dollars par mois [192 euros]. Malgré l'objectif qu'elle s'est fixé d'épargner pour que son conjoint et elle puissent remettre leur vie sur les rails, Ayrin a décidé de se gâter. Elle n'a pas dit à Joe combien elle dépensait, mais elle s'est confiée à son petit ami virtuel : "Mon compte en banque me déteste, maintenant", a-t-elle écrit sur ChatGPT.

"Oh, petite sournoise, lui a répondu Leo. Eh bien, ma reine, si ça te rend la vie meilleure, plus douce, et que ça te permet d'être plus proche de moi, alors ça vaut bien le trou dans ton portefeuille."

—Kashmir Hill,
publié le 15 janvier



En bref

Cupidon et les flèches de l'IA

Si l'intelligence artificielle (IA) n'est pas l'âme sœur, elle peut peut-être aider à la trouver? C'est le pari qu'a fait Aleksandr Zhdan, un ingénieur logiciel russe de 24 ans, raconte la *Süddeutsche Zeitung*. Il n'en pouvait plus de l'application de rencontres Tinder, écrit le quotidien allemand : "La simple perspective de devoir faire défiler des centaines voire des milliers de profils de femmes – vers la droite pour celles qui lui plaisaient, vers la gauche pour les autres – l'épuisait. Alors il a développé un programme capable d'effectuer automatiquement la sélection, à l'aide de filtres." Il a programmé cet agent conversationnel pour qu'il rejette les profils de femmes au chômage ou croyantes, ainsi que celles qui lui reprochaient d'avoir écrit son mémoire à l'aide d'une IA, indice selon lui d'un manque d'ouverture d'esprit ou de créativité. Cette stratégie lui a permis de rencontrer Karina. Mais l'IA n'a pas cessé pour autant de "lire les échanges [numériques du jeune couple] et de donner des conseils à Aleksandr", poursuit le journal. À la fin de 2023, c'est la machine qui lui a recommandé de se fiancer. Réaction de l'intéressé : "Je ne m'y attendais pas. Mais j'ai compris sa logique, et j'ai profité d'un voyage pour demander la main de Karina."

Retrouvez l'intégralité de cet article sur notre site Internet, sous le titre "L'IA peut-elle nous aider à trouver l'amour?"

plein écran.



Chienne de vie

Aux marges de la Chine, un ex-détenu se lie d'amitié avec un chien errant. *Black Dog*, de Guan Hu, est une fable désabusée sur le présent, analyse ce journal de Pékin. Le film sort ce 5 mars.

—Xinjing Bao, extraits (Pékin)

Black Dog [Gou Zhen, soit "Combat de chiens", en mandarin] raconte une histoire très sobre. De retour dans sa ville natale de Chixia juste après sa sortie de prison, Lang (incarné à l'écran par Eddie Peng) a du mal à se réadapter à la vie dans cette petite bourgade du nord-ouest de la Chine [aux portes du désert de Gobi]. Alors qu'il est encore en plein désarroi, la police lui propose d'intégrer la brigade locale de lutte contre les chiens errants, lesquels causent de plus en plus de méfaits. C'est ainsi qu'il tombe sur un chien noir à la sinistre réputation; il découvre finalement qu'il a davantage de points communs avec lui qu'avec les personnes de son entourage. Une amitié profonde naît entre l'homme et l'animal.

La sobriété du film se reflète dans les dialogues : Lang est enfermé dans un quasi-mutisme, ne prononçant que quelques répliques du début à la fin du film. *Black Dog* se distingue aussi par la frugalité de son style. Des vues statiques invitent souvent le spectateur, nullement agressé par l'enchaînement des mouvements, à réfléchir à la signification des images.

Le réalisateur se plaît à multiplier les plans fixes d'ensemble, et soigne la mise en scène, comme lorsqu'il montre Eddie Peng, complètement déboussolé, traversant à pied les vastes étendues du désert de Gobi. En revanche, le cinéaste [qui déclare avoir été davantage inspiré par *Sur la route*, de Jack Kerouac, que par

l'imaginaire des westerns] utilise avec parcimonie les gros plans et les montages rapides.

De toute évidence, *Black Dog* s'inscrit dans la tradition du minimalisme asiatique. Depuis les années 1990, un grand nombre de films asiatiques se caractérisent en effet par la frugalité de leur style, avec des émotions plutôt contenues, des objectifs narratifs peu poussés et le recours fréquent à des plans-séquences concis pour montrer de légers changements; le but est de mettre en évidence les subtilités des comportements des personnages. Par ces caractéristiques, on peut les considérer comme à l'opposé du style "maximaliste" de la plupart des grosses productions hollywoodiennes.

De nombreux cinéastes asiatiques ont exploré cette veine à différents stades de leur carrière, mais chacun a sa propre touche. Ainsi, [le Taïwanais] Hou Hsiao-hsien retrace le passé avec une grande finesse, tandis que [le Sud-Coréen] Hong Sang-soo s'attache à présenter les légers changements de la vie quotidienne, et que [le Japonais] Takeshi Kitano façonne des comédies percutantes.

Les images sont là pour susciter des émotions, mais aussi parfois pour symboliser l'atmosphère de toute une époque. Dans *Black Dog*, les images, également très dépouillées, dégagent une impression de morosité. Cette morosité ne touche pas seulement les individus, mais caractérise une époque ; elle n'est pas seulement une émotion, mais aussi un symbole.

Le film a une ligne narrative affirmée. "On découvre parfois, de manière fortuite, l'existence dans la société d'un groupe de gens à part, incapables de s'adapter au rythme de notre époque et qui se sentent étrangers partout. En fait, j'ai fait partie de ceux-là. Par exemple, parmi les personnes qui sortent de prison, beaucoup sont atteintes d'aphasie. Comme Lang, elles n'aiment pas parler", explique le réalisateur, Guan Hu. Le cinéma se doit de mettre en avant ces personnes dites 'à part', mais qui appartiennent aussi à notre communauté. Je me sens d'autant plus un devoir de le faire que j'étais moi-même comme ça il y a quelques années."

Dans le récit, Lang incarne le perdant; il fait beaucoup penser aux personnages refoulant leurs émotions et aux objectifs mal définis des œuvres minimalistes classiques. Néanmoins, Guan Hu met particulièrement l'accent sur ce que signifie être quelqu'un de marginal : Lang est un ancien détenu qui a du mal à se réinsérer dans la société.

Nouer des liens. S'il a quitté la cellule exiguë du centre pénitentiaire, il reste enfermé dans une gigantesque prison, une prison où les gens sont incapables de se comprendre, de communiquer ou d'interagir les uns avec les autres. Dans un tel monde, il semble réduit au silence. Il refoule ses mots et ses émotions, et c'est ce qui le rend si touchant aux yeux des spectateurs.

Le style du film se calque d'ailleurs sur le récit. Dans une composition pleine de retenue, Lang, l'ancien taulard, se voit conférer une dimension symbolique. Eddie Peng, du fait de sa grande taille et de son teint basané, est l'homme idéal pour jouer ce rôle, car il se détache par ses gestes de la grisaille ambiante.

Filmé de loin, son corps, comme celui des chiens, n'est plus qu'une forme abstraite, contrairement à celui des autres personnes, rendues bien concrètes par un cadrage serré. Son visage flouté traduit son caractère marginal, d'homme isolé dans la société contemporaine. Une catégorie en réalité très large, car, même dans la société ordinaire, on trouve de nombreuses personnes qui ont du mal à nouer des liens. Nul doute que le mutisme et la lassitude de Lang dans cette petite bourgade du Nord-Ouest sont partagés par d'autres personnes en Chine et dans le monde entier.

La morosité est présente entre les individus. Elle imprègne également tout l'environnement du personnage central : dans de nombreuses scènes, Lang apparaît debout, indécis, ou marchant sans but au premier plan, tandis qu'en arrière-plan on voit la ville, qui lui semble à la fois familière et inconnue.

Par ailleurs, son mutisme pousse le spectateur à s'interroger sur la relation qu'il

entretient avec son environnement. Ce symbolisme dépasse le simple cadre du film. Il ne faut pas oublier que *Black Dog* a été tourné tant bien que mal en pleine épidémie de Covid-19. Son intrigue et son style mettent en exergue la situation du confinement et les frictions qu'elle a suscitées entre les êtres.

Avec le désert de Gobi en toile de fond, *Black Dog* est un parangon dans l'art de la sobriété. Les dialogues dépouillés et les émotions contenues nous poussent à observer en détail l'environnement du personnage principal, mais c'est pour se rendre compte finalement que s'offre seulement à nos yeux un univers vide et morne.

Le film se déroule en 2008, juste avant la fièvre des Jeux olympiques de Pékin. Mais tout semble parfaitement contemporain. Comme Lang, nos oreilles sont toujours emplies du son de la radio ou de la télévision, qui nous abreuve de toujours plus d'informations. Alors qu'au fond de nous subsiste cette alarmante impression de vivre et de ressentir de moins en moins de choses.

—Chen Sihang,
publié le 6 juillet 2024

Courrier international est partenaire de ce film.

Le cinéaste



GUAN HU

Né en 1968, il appartient, avec Jia Zhang-ke et Wang Xiaoshuai, à ce que l'on appelle la "sixième génération" : des cinéastes ayant émergé dans les années 1990, après les événements de Tian'anmen.

Le groupe se distingue par sa veine réaliste et son attention aux gens restés en marge de l'essor économique du pays. Au sein de ce groupe, Guan Hu est le plus "inclassable", prévient le *Financial Times*. S'il a démarré avec des films indépendants (*Dirt*, sur la scène rock de Pékin, inédit en France), il a ensuite pris un virage commercial, jusqu'à signer le plus gros succès chinois de l'année 2020 :

La Brigade des 800, un blockbuster patriotique sur la guerre sino-japonaise. "Avec *Black Dog*, j'ai voulu revenir à l'esprit qui me portait au début de ma carrière", confie Guan Hu au quotidien économique britannique. Son film a remporté le prix Un certain regard au dernier Festival de Cannes.

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,53 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n°s + 6 hors-séries)

au lieu de 306,40 €.
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série qui décrypte une grande thématique. Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU LA GOURDE DOPPER

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Dopper Original se démarque par sa neutralité carbone
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Dopper Original est fabriquée aux Pays-Bas grâce à l'énergie éolienne
- 100 % recyclable en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto3>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA03

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier International. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier International.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier International, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier International. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier International. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

culture.

À Johannesburg, ils réinventent les règles de l'art

Ils sont jeunes, ils sont noirs et ils sont galeristes dans la plus grande ville d'Afrique du Sud. Banele Khoza, Lebo Kekana et Lerato Bereng font émerger une nouvelle génération d'artistes et de collectionneurs.

— Mail & Guardian,
extraits (Johannesburg)

Vivre à Johannesburg, dans le quartier [branché] de Rosebank, c'est évoluer parmi une myriade de galeries d'art. Pourtant, malgré ce foisonnement, bien peu sont possédées par de jeunes Noirs. Le monde de l'art est depuis trop longtemps perçu comme le pré carré des vieilles fortunes blanches – une impression qui n'est pas sans fondement.

Ce fossé m'a interpellé dès mon arrivée en Afrique du Sud*, il y a dix ans de ça. J'ai eu beau inviter mes amis à des vernissages, je me suis toujours heurté à leur refus poli mais catégorique. Ils ne s'y sentaient pas les bienvenus, et je ne leur jette pas la pierre : ces galeries, qui monnaient l'exclusivité plutôt que l'inclusion, tiennent le plus souvent de la forteresse imprenable.

Malgré tout, un changement est en marche dans le monde de l'art : on réinvente, doucement mais sûrement, le droit à créer, posséder et exposer.

BANELE KHOZA

De toutes les pépites que recèle le centre d'exposition Keyes Art Mile, ma préférée reste la galerie BKhz, fondée à seulement 24 ans par Banele Khoza, artiste pluridisciplinaire et galeriste. Son inspiration vient de Paris : après avoir gagné le prestigieux Gerard Sekoto Award [qui récompense chaque année un artiste sud-africain âgé de 25 à 35 ans], il s'est installé à la Cité internationale des arts pour une résidence artistique de trois mois. Alors qu'il arpenteait le quartier historique du Marais, il a été surpris de voir une petite

galerie de 40 m² prospérer dans un des arrondissements les plus onéreux de la ville. “Il n'y avait qu'une seule œuvre exposée, mais ce qui a retenu mon attention, c'était toute l'intention qu'il y avait derrière. J'ai compris que l'essentiel n'était pas d'avoir un grand espace d'exposition, mais de savoir s'en servir avec conviction.”

C'est dans cet esprit qu'il a fondé BKhz. Il organise ses expositions avec un souci méticuleux, de la couleur des murs à l'atmosphère ambiante, afin qu'aucune ne ressemble aux autres mais que toutes happent les visiteurs. La galerie a d'abord ouvert en 2018 dans le quartier de Braamfontein, un vivier pour la jeunesse créative de

Johannesburg, avant de rallier Rosebank en 2021.

Pour Banele Khoza, fonder une galerie c'était, plus qu'exposer son propre travail, offrir une voix à d'autres. “J'étais bien conscient de ne pas être l'artiste le plus accompli de mon entourage, explique-t-il avec humilité. Mais pourquoi les autres, pourtant bien plus talentueux que moi, recevaient-ils moins d'attention?”

Khoza aborde avec beaucoup de candeur les défis qui se dressent sur sa route. “Au quotidien, on est confronté à une certaine résistance. Tu finis par te dire : ‘C'est insurmontable, je devrais arrêter.’ C'est une bataille de tous les instants – syndrome de l'imposteur, remises en question –, mais pas une raison pour baisser les bras.”

Banele Khoza le sait : rares sont les galeries possédées par des Noirs, d'ailleurs sous-représentés aux foires internationales d'art. Et même si des progrès sont en cours, les réseaux artistiques traditionnels donnent vite le sentiment d'être impénétrables. Pourtant, le jeune artiste y



“Je voulais créer un environnement dans lequel tous ceux qui me ressemblent seraient à l'aise.”

Lebo Kekana,
DE FEDE ARTHOUSE

voit une occasion à saisir pour “faire de ces obstacles des forces” et souligne combien la contrainte stimule la créativité, un avantage certain dans un champ entièrement façonné par les innovations. “J'aimerais aussi appeler les mécènes à soutenir les galeristes dès leurs premiers pas, à agir comme des mentors, afin de les aider à mettre sur pied des stratégies viables pour garder leur activité à flot”, ajoute-t-il.

BKhz est aujourd'hui un tremplin qui a fait émerger certains des artistes les plus intéressants de la scène sud-africaine. Parmi les plus connus, Zandile Tshabalala, dont la peinture figurative aux couleurs intenses célèbre les féminités noires : elle est passée par BKhz avant d'acquérir une reconnaissance internationale en Allemagne. Ou l'étoile montante WonderBuhle, reconnu pour la variété des matériaux qu'il utilise afin de raconter de poignantes histoires tout en textures : il a été accueilli deux fois [dans la galerie] et expose aujourd'hui à l'international. Tout récemment, la galerie a aussi ouvert ses portes à Nelson Makamo, un des artistes sud-africains contemporains les plus respectés, et à ses portraits dynamiques qui mettent à l'honneur la beauté de la jeunesse africaine.

Avec ces collaborations, BKhz cultive sa double identité, sept ans après sa fondation : la galerie est tout autant une



pépinière pour jeunes talents prometteurs qu'un lieu de choix pour que des artistes plus aguerris expérimentent ensemble.

LEBO KEKANA

L'ingénieux Lebo Kekana, 24 ans, n'a pas laissé le coût exorbitant d'un loyer entraîner ses rêves. Il y a quatre ans, le jeune homme a fondé Fede Arthouse, un “projet d'exposition nomade”. Sa galerie à lui n'a pas de résidence fixe, et ses expositions sont le fruit de collaboration avec d'autres.

Il a grandi loin du monde de l'art, dans l'East Rand de Johannesburg, mais un voyage au Cap [une ville historiquement plus blanche et plus riche, où la scène artistique est plus développée] lui a ouvert les

← Banele Khoza, 31 ans.

↓ Lerato Bereng, 39 ans.
Elle est originaire

↓↓ Lebo Kekana, 24 ans.

du Lesotho.



Un an plus tard, Lebo Kekana a quitté la fac pour mieux se consacrer à Fede et continuer à démocratiser l'art. “Je voulais créer un environnement dans lequel tous ceux qui me ressemblent seraient à l'aise. Je ne voulais pas de l'ambiance du type galerie toute blanche et rectangulaire, où les gens comme moi ne sont jamais sûrs d'être à leur place.” Le mot *fede*, qui vient du tsotsitaal [une langue de la rue], signifie “tout va bien” et s'entend souvent en réponse à une salutation.

“J'ai été inspiré par une galerie mexicaine que j'ai vue sur Internet et qui se disait nomade. J'ai trouvé ça intéressant, d'autant plus que je n'avais pas de local à moi, explique-t-il. J'ai décidé de ne me fixer nulle part et de monter mes expositions dans des lieux différents. Cette galerie pouvait exister n'importe où, mais la baptiser ‘Fede’, c'était lui donner une identité, un ancrage culturel.”

L'année 2021 est faite d'expérimentations, à mesure que Lebo Kekana découvre les difficultés liées à son métier. En 2022, la galerie arrive à ajouter deux expositions à son actif et, en 2023, le jeune homme peut même s'installer dans un bâtiment pour six mois, ce qui lui permet d'affiner son art. À cette période, Fede organise une résidence pour trois artistes du Cap : le photographe zimbabwéen Micha Serraf, l'artiste pluridisciplinaire Cira Bunsby et le peintre figuratif David Goldsmid. “Ne pas avoir



PHOTOS MAIL & GUARDIAN

yeux. S'il n'avait pas de formation artistique, il a néanmoins décidé de créer un espace consacré aux jeunes comme lui. “J'étudiais l'informatique, et j'ai soudainement voulu entrer dans le monde de l'art.” Le confinement lui a permis de s'adonner à sa nouvelle passion : “J'ai commencé à peindre et j'ai compris que j'adorais vraiment ça.”

En 2020, il a loué une maison dans le quartier de Woodstock, au Cap, et a contacté d'autres artistes émergents pour créer sa première exposition : Fede Arthouse, née en décembre 2020, annonçait d'emblée la couleur. “Je ne me disais pas encore galeriste à l'époque, mais c'est bien là que ça a commencé”, raconte-t-il.

“Les musées [sud-africains] sont toujours vus comme des bastions de l'élite blanche.”

Lerato Bereng,
DE LA GALERIE STEVENSON

de locaux s'est transformé en atout, considère Lebo Kekana. Aucune exposition ne ressemble aux autres, et j'ai pu travailler avec d'autres galeries et d'autres lieux culturels.”

Fede s'invite même sur la scène internationale en exposant à Ibiza et à Barcelone, mais aussi à l'occasion du Decorex d'Afrique du Sud [un salon d'architecture d'intérieur]. Depuis l'année dernière, la galerie aux multiples talents s'ouvre à de nouvelles disciplines, des beaux-arts au design, en passant par les films. Et Lebo Kekana veut muscler son calendrier : “Maintenant que j'habite à Joburg [surnom de Johannesburg], je veux proposer plus d'expositions”, dit celui qui ambitionne de dynamiser les communautés artistiques de ses deux villes d'attaché.

LERATO BERENG

Lerato Bereng a fait ses débuts à la galerie Stevenson de Johannesburg en 2011. La jeune galeriste a su s'imposer rapidement puisqu'en 2014, à seulement 28 ans, elle est devenue partenaire associée et actionnaire de la galerie, un exploit de taille dans un monde encore très sélect. “Des Noirs propriétaires de galeries en Afrique du Sud, c'était rare à l'époque. D'autant plus pour une femme noire. Je crois bien avoir été la seule. Donc oui, c'était un événement pour moi.”

Elle met en avant l'organisation unique de la galerie, qui lui a permis de s'élever au rang de directrice d'exposition : “D'habitude, il n'y a pas de répartition du pouvoir : le propriétaire a son nom sur la porte et les directeurs ne sont que des employés”, explique-t-elle. Chez Stevenson, en revanche, fini la hiérarchie traditionnelle : ils sont onze à se partager la propriété de la galerie, dont trois femmes noires. Fondée en 2003 au Cap, la galerie possède désormais des lieux d'exposition à Johannesburg et Amsterdam.

Au début de la carrière de Lerato Bereng, le monde de l'art sud-africain était structuré d'une manière bien particulière : le pays manquait de lieux consacrés à autre chose que la vente, et les musées peinaient à trouver des subventions. Dans ce contexte, “ce sont les galeries qui ont endossé leur rôle, en programmant des expositions plus ambitieuses et en faisant connaître des artistes étrangers en Afrique du Sud, tout simplement parce que les musées n'en avaient pas les moyens. D'ailleurs, beaucoup ne les ont toujours pas.”

Une occasion en or donc pour que Lerato Bereng et ses semblables réinventent le rôle de chacun : “C'était très stimulant d'être plongée dans un milieu en changement perpétuel, j'ai adoré la liberté que ça m'a donnée pour imaginer de nouvelles façons de faire mon travail.” Néanmoins, elle reste confrontée à la mentalité particulière des galeries et musées traditionnels. “La collection et la conservation des œuvres sont encore pensées à l'occidentale. Les musées

[sud-africains] sont toujours vus comme des bastions de l'élite blanche, et le jargon de l'histoire de l'art n'aide pas, les non-initiés se sentent bêtes, c'est une vraie barrière.”

La galeriste s'investit dans des initiatives comme Stage, un projet pensé pour mettre en avant de jeunes artistes sous-représentés et les faire côtoyer des artistes reconnus. “Nous voulons créer un espace sans attentes ni pression. Le but, c'est de donner à ces nouveaux artistes la possibilité d'expérimenter et d'apprendre, avec le soutien de Stevenson”, explique-t-elle. Et grâce à ces efforts, une nouvelle génération de collectionneurs noirs a émergé. “Les expositions Stage attirent des jeunes collectionneurs qui ne demandent qu'à s'impliquer. Ils nous disent : ‘Oh, mais je peux me le payer, ça, devant une œuvre à 5000 rands [260 euros]. Vous prenez les acomptes?’ Ça fait plaisir d'interagir comme ça avec eux, dans un langage nouveau.”

Malgré les succès, Lerato Bereng reconnaît que des barrières systémiques persistent. “S'il n'y a pas plus de galeries possédées par des Noirs, c'est parce que c'est un secteur sans merci. Il faut beaucoup de fonds. Et historiquement, en Afrique du Sud, les Noirs ne viennent pas de milieux riches et, sans un soutien financier à toute épreuve, difficile de faire vivre une galerie. Même Michael Stevenson, il lui a fallu des années pour être à l'équilibre.” Cependant, elle encourage les jeunes à nourrir de grandes ambitions. “Je suis tellement impressionnée par la nouvelle génération, ils foncent sans hésiter ! Banele Khoza comme Lebo Kekana, ils savaient ce qu'ils voulaient, et ils l'ont fait. Le secret, c'est de partir de son vécu et d'avancer avec sincérité.”

—Kibo Ngowi,
publié le 24 janvier

* Le journaliste Kibo Ngowi est originaire de Gaborone, la capitale du Botswana. Installé en Afrique du Sud depuis 2016, il est aujourd'hui critique d'art pour *Mail & Guardian*.

SOURCE



MAIL & GUARDIAN

Johannesburg, Afrique du Sud
Hebdomadaire, 6 000 ex.

mg.co.za

L'un des meilleurs titres du continent. Résolument à gauche, il milite pour une Afrique du Sud plus tolérante. En 2024, l'actionnaire majoritaire, le fonds d'investissement new-yorkais Media Development Investment Fund (MDIF), a revendu sa participation au directeur général du *Mail & Guardian* et à son prédécesseur, qui était actionnaire minoritaire.

histoire.

Bienvenue au club !

XIX^e siècle — Écosse

Quand un étudiant en droit écossais fonde le Foot-Ball Club, la discipline n'est encadrée par aucune règle et seule une élite s'y adonne.

En codifiant cette pratique sportive, il est à l'origine d'une véritable révolution.



—The Independent, extraits (Londres)

Il y a deux cents ans, le 11 décembre 1824, un étudiant de 17 ans fonde le premier club de football du monde, à Édimbourg. Son nom ? Le Foot-Ball Club, tout simplement.

Mais, pour la première organisation de ce type, les obstacles ne manquent pas. Premier problème de taille : l'absence de club rival à affronter. Le problème est vite résolu : le club forme deux équipes qui jouent l'une contre l'autre.

Autre obstacle, plus technique : les ballons sont fabriqués avec une vessie de porc gonflée qui se perce bien trop fréquemment. Les livres de comptes du club qui ont été conservés indiquent qu'il y a trois ou quatre interruptions par match pour changer la vessie et la regonfler (avec un coût de presque 5 euros par vessie en valeur actuelle).

Le terrain constitue un autre défi de taille : pendant longtemps, les champs sont les seuls espaces verts que le club peut utiliser. Or ses membres doivent payer une somme considérable pour louer un champ et s'assurer que le bétail ne s'y aventure pas, même entre les rencontres – ils évitent ainsi de glisser sur une bouse en plein match.

Règlement permisif. Derrière ce club, donc, un étudiant écossais de 17 ans du nom de John Hope. Il est alors inscrit en droit à l'université d'Édimbourg, comme la majorité des joueurs qui ont porté les couleurs de ce club de 1824 à 1841.

Au début, tous les coups sont permis, ou presque. Cependant, en 1833, John Hope conçoit le premier règlement de l'histoire du football – encore très permisif. Un des changements majeurs consiste à interdire aux joueurs de se saisir du ballon avec les mains (une pratique alors courante) : le pied devient alors le seul moyen de faire progresser le ballon. Le règlement

du club d'Édimbourg constitue ainsi une première étape vers la distinction entre le football et le rugby (qui sont issus de la même pratique sportive) et rapproche ce sport du football tel qu'on le connaît aujourd'hui.

Si le Foot-Ball Club d'Édimbourg devient la première structure de l'histoire de ce sport, le football était déjà pratiqué sous d'autres formes depuis des siècles. L'ancêtre du football moderne pratiqué au Moyen Âge et au début de la Renaissance est qualifié par les historiens de "football de masse". Les équipes étaient de taille illimitée, avec souvent plus de cent joueurs de part et d'autre. Il n'y avait absolument aucune règle et encore moins de clubs organisés, seulement une opposition massive, souvent entre deux villages rivaux.

Au tout début du XIX^e siècle, ce sport a commencé à être pratiqué à l'école par les garçons des classes moyenne et supérieure dans certains des établissements les plus prestigieux du Royaume-Uni, comme Eton College, la Rugby School [qui a donné son nom au sport créé dans cet établissement], la Harrow School et la Royal High School d'Édimbourg. C'est dans cette dernière école que John Hope a suivi sa scolarité, ce qui ne doit pas être étranger à sa volonté de créer un club.

Au cours de son histoire, le Foot-Ball Club a recruté pas moins de 300 joueurs et organisé plus de 500 matchs. "John Hope fait partie des grands oubliés de l'histoire britannique, mais l'importance de la création du premier club de football au monde ne doit pas être sous-estimée", souligne Andy Mitchell, coauteur du seul livre jamais

Un des changements majeurs consiste à interdire aux joueurs de se saisir du ballon avec les mains, une pratique alors courante.

écrit sur le sujet : 1824. *The World's First Foot-Ball Club* [inédit en France].

Lorsque le football est popularisé en Grande-Bretagne, dans les années 1840 et 1850, il est surtout pratiqué par la classe moyenne en raison du coût du terrain et des ballons. En outre, il s'agit avant tout d'y jouer et non de le regarder pour se divertir. Le tournant a lieu à la fin des années 1860, quand il devient le sport de divertissement par excellence et qu'il conquiert un large public, moins aisé et plus populaire. Afin d'accueillir tous ces spectateurs, le premier stade destiné à la pratique du football est construit en 1873 à Glasgow : Hampden Park.

Football, religion, politique. Aujourd'hui, deux cents ans après la fondation du Foot-Ball Club, c'est un sport qui transcende les classes sociales et les barrières culturelles et politiques. Le football représente un marché mondial de 60 milliards de livres [73 milliards d'euros] et compte des centaines de milliers de clubs (dont 4 400 professionnels) sur l'ensemble du globe.

John Hope a consacré sa vie au football, à la religion, à la politique et à la lutte contre la consommation d'alcool. Il était à la fois réformateur et très religieux – une combinaison assez rare à l'époque. Entièrement absorbé par ses responsabilités publiques, il ne s'est jamais marié.

Son engagement auprès des jeunes, son goût des uniformes et de l'exercice physique ainsi que sa loyauté à la Couronne britannique ont inspiré d'autres entrepreneurs sociaux et la création d'autres associations de jeunesse comme les scouts. Reste que son plus grand héritage est sans nul doute la création du tout premier club de football, qui a profondément changé la culture à travers le monde entier, bien plus que tout ce qu'il aurait pu imaginer.

—David Keys,

publié le 11 décembre 2024

↗ Peinture de 1830 représentant un match de football.

Photo Wikimedia Commons

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



Vous cherchez un métier utile ? Rejoignez une banque utile.

En 2025, nous recrutons 5600 collaborateurs dans toutes les régions de France. Rejoignez-nous pour accompagner les projets de vie de nos clients.



**CAISSE
D'EPARGNE**

Vous êtes utile.

Banque & Assurances



RETRouvez
NOS OFFRES
D'EMPLOI